

LE CRÉDIT AGRICOLE EN EGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 7 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

Joseph ZANNIS

JURY :

Président : M. OUALID, Professeur.

*Suffragants : { M. NOGARO, Professeur.
 { M. Roger PICARD, Professeur.*

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais — Palais-Royal
PARIS (1^{er})

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LE CRÉDIT AGRICOLE
EN ÉGYPTE**

LE CRÉDIT AGRICOLE EN EGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 7 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

Joseph ZANNIS

JURY :

Président : M. OUALID, Professeur.

*Suffragants : { M. NOGARO, Professeur.
M. Roger PICARD, Professeur.*

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais — Palais-Royal
PARIS (1^{er})

—
1936

LE CRÉDIT AGRICOLE
EN ÉGYPTE



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Tableau donnant l'équivalence des MONNAIES, POIDS ET MESURES EGYPTIENS

L. E. ou Livre égyptienne divisée en 100 piastres ou 1.000 millièmes.

A l'heure actuelle, la livre égyptienne fait partie des monnaies liées au groupe qui gravite autour du sterling. Elle a une valeur de Lst. I 1/39.

P. T. ou Piastre au tarif, ou Piastre égyptienne, vaut 1/100 de la livre.

Tallari vaut 20 P. T.

Cantar : Mesure de poids valant 44 kgs. 928.

Ardeb : mesure de capacité pour les céréales valant 198 litres.

Kelah : 1/12^e partie d'un ardeb.

Le poids moyen d'un ardeb de blé est de 150 kgs.

»	»	maïs	»	140	»
»	»	d'orge	»	120	»
»	»	de fève	»	155	»

Feddan : Mesure de superficie valant 4.200,833 m².

Il est divisé en 24 kirats et le kirat est divisé en 24 sahmes.

Kirat : 24^e partie d'une mesure.

INTRODUCTION

Parmi tant de sujets divers, dont la connaissance complète importe à l'Egypte moderne, il en est un qui a sollicité plus particulièrement notre attention, c'est celui du Crédit Agricole qui intéresse à un si haut degré l'agriculture égyptienne, principale source de richesse du pays.

L'établissement qui vient d'être créé pour sa distribution peut, à juste titre, être considéré comme la meilleure institution établie pour venir en aide au fellah, si laborieux et si actif.

Tenant à la fois de l'économie politique et du droit, la question du crédit agricole a été pour nous l'objet d'une étude approfondie que nous soumettons avec confiance au public, espérant, dans un avenir proche, la traduire en langue arabe pour sa plus grande diffusion.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir fait, en l'écrivant, une œuvre savante ; notre seul but a été de démontrer l'utilité d'un crédit agricole bien organisé ; nous serons largement récompensé de notre travail si nous y avons réussi.

Pour tracer un cadre plus étroit à notre travail, nous ne reviendrons pas sur l'organisation du crédit agricole à l'étranger, nous contentant de rappeler, au cours des divers chapitres, les points intéressant plus particulièrement notre sujet : le jeu du crédit agricole à l'étranger a été étudié d'une manière à peu près complète dans les différents ouvrages cités dans notre note bibliographique.

N'ayant en vue que l'étude du crédit agricole en Egypte et après sa réglementation toute récente, une nouvelle étude

systematique de cette question à l'étranger est devenue superflue et ne serait qu'une redite, sinon un plagiat.

Dans la science économique, la notion du crédit agricole est précisée depuis bien longtemps : certains cependant n'ont pas encore bien compris que le crédit agricole a été, est et sera toujours distingué du crédit foncier et hypothécaire, dont il diffère par son but économique, par son caractère et par les institutions qui le distribuent.

Tandis que le crédit foncier a pour but de parfaire ou de procurer les capitaux nécessaires aux dépenses d'acquisition ou de premier établissement d'un domaine, qu'il prend pour gage par une inscription hypothécaire, et par suite s'adresse exclusivement aux propriétaires, le crédit agricole est un crédit ouvert à l'agriculteur, propriétaire ou fermier, généralement sur la foi de sa parole ou des gages mobiliers qu'il peut offrir, en vue de développer ou de créer son capital d'exploitation et de couvrir ses dépenses agricoles courantes.

La distinction de leurs notions entraîne, forcément et logiquement, la distinction des institutions qui s'en occupent.

Les institutions du crédit foncier ou hypothécaire ne s'occupent, dans le sens absolu du mot, jamais des opérations du crédit agricole proprement dit. Au contraire, très souvent les institutions de crédit agricole s'occupent des opérations à long terme que refusent les établissements de crédit foncier et pour lesquelles elles exigent une garantie hypothécaire. Ce sont elles seules qui sont disposées à prêter à un petit propriétaire qui ne possède qu'une médiocre parcelle de terrain, ou à un fermier qui n'a presque rien, le crédit agricole trouvant son unique raison d'être dans le véritable cultivateur qui est bien souvent pauvre, mais honnête et laborieux.

Nous ne nous occuperons du crédit foncier ou hypothécaire, dans le cours de cette étude, qu'autant qu'il sera indispensable d'en parler pour expliquer le fonctionnement et la fortune de certaines institutions de crédit agricole proprement dit, le seul accessible aux classes pauvres de nos campagnes et auquel nous bornerons notre étude.

Avant de terminer cette introduction, nous devons exposer succinctement le plan que nous nous proposons de suivre dans cet ouvrage.

Dans une première partie, nous commencerons par donner un aperçu géographique sur l'Egypte ; ensuite nous traiterons des besoins de crédit du fellah égyptien, des ravages de l'usure dans la campagne, de la loi dite des cinq feddans qui a rendu insaisissable la petite propriété, puis nous parlerons des syndicats et des coopératives, du crédit agricole avant la création de la Banque du Crédit Agricole d'Egypte, réservant pour une seconde partie l'étude détaillée de l'organisation de cette institution, les diverses espèces d'avances qu'elle accorde et les opérations qui ne rentrent pas normalement dans le champ de son activité et que le gouvernement lui confie.

Nous avons également fait précéder cette introduction d'un tableau donnant l'équivalence des monnaies, poids et mesures égyptiens.

PREMIÈRE PARTIE

LE CRÉDIT AGRICOLE
AVANT SON ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER

Aperçu géographique sur l'Egypte

L'Egypte proprement dite occupe la partie extrême nord-est du continent africain ; elle est bornée au nord par la mer Méditerranée ; à l'est par la Palestine, le golfe d'Akaba et la mer Rouge ; au sud par le Soudan et à l'ouest par le désert libyque qui la sépare de la Tripolitaine.

Géographiquement, le pays se partage en deux grandes régions naturelles : la Haute-Egypte au sud, depuis Wadi-Halfa jusqu'au Caire, qui comprend avec le Fayoum, huit provinces ou moudiries et la Basse-Egypte au nord, depuis le Caire jusqu'à la Méditerranée, englobant six provinces et cinq gouvernorats.

Le territoire de l'Egypte est arrosé exclusivement par le Nil et ses canaux ; le fleuve traverse ou côtoie treize des provinces du pays, et il envoie ses eaux à la quatorzième (province du Fayoum) par une dérivation appelée Bahr Youssef dont le développement est de 270 kilomètres environ.

Le Nil pénètre en Egypte par la cataracte de Wadi-Halfa (deuxième cataracte) ; il coule d'abord sans rencontrer d'obstacles sur une longueur de 400 kilomètres, ensuite son lit est obstrué par des rapides entre l'île de Philæ et Assouan (première cataracte), mais, à partir de ce point, il est constamment navigable jusqu'à la mer. Son cours très sinueux suit une direction générale du sud au nord dans la province d'Assouan, il décrit une courbe accentuée dans la province de Kena, puis il s'infléchit graduellement vers l'ouest jusqu'à

la province de Beni Souef pour reprendre la direction nord. Son parcours de Wadi-Halfa à la pointe du Delta, au nord de la ville du Caire (Barrage), atteint 1.374 kilomètres ; le Nil se divise alors en deux branches : la branche de Damiette qui se dirige vers l'est et la branche de Rosette qui coule à l'ouest. Ces deux bras du fleuve vont se jeter dans la Méditerranée, le premier après un parcours de 248 kilomètres et le second après un parcours de 233 kilomètres.

Deux grandes chaînes de montagnes absolument nues et incultes, la chaîne arabique à l'est et la chaîne libyque à l'ouest, bordent parallèlement le Nil depuis son entrée en Egypte jusqu'au Caire, la capitale du pays.

La Vallée du Nil, encaissée par ces deux chaînes de montagnes, est très étroite dans la province d'Assouan ; elle s'élargit sur la rive droite du fleuve, dans la province de Kena, pour reprendre sa plus grande étendue sur la rive gauche à partir du district de Nag'Hamadi jusqu'à la ville d'Assiout, où la montagne libyque se rapproche brusquement du Nil ; de ce point jusqu'au Caire, la plaine conserve de nouveau sa plus grande largeur, sur la rive gauche. Sur tout ce parcours, les terres cultivées s'allongent en bandes plus ou moins larges de 4 à 16 kilomètres. Au-dessous du Caire, la vallée se déploie entre les deux branches du fleuve et forme l'immense plaine du Delta qui se continue sur une grande étendue à l'est de la branche de Damiette (trois provinces), mais les dunes du désert libyque, qui pressent le bras occidental du fleuve, ne permettent l'expansion de la plaine, à l'ouest du Delta, que vers la partie septentrionale de la branche de Rosette (province de Béhéra). Sur une superficie totale d'environ un million de kilomètres carrés, les terres cultivables, ou susceptibles avec quelques aména-

gements de le devenir, n'occupent que 32.000 kilomètres carrés : c'est que dans un pays sans pluie, partout où l'eau du Nil ne peut être amenée, c'est le désert.

Les terres agricoles sont de nature argilo-siliceuse jusqu'aux confins du désert où elles deviennent silico-argileuses. Le limon, déposé par le Nil à travers les âges, les ont constituées.

La population de l'Egypte, dont 82,8 % est rurale, dépasse à l'heure actuelle quinze millions d'habitants et se trouve concentrée sur une superficie occupant à peine le trentième du territoire. Aussi y trouve-t-on une densité de 450 habitants au kilomètre carré ou 2 habitants par feddan. Cette densité varie d'une moudirieh à l'autre, comme le montre le tableau suivant :

	Moudirieh	Superficie cultivée	Population en 1927	Densité au km ²
Basse-Egypte	Gharbieh	961.789 feddans	1.791.985	260
	Menoufieh	341.875 —	1.105.191	660
	Dakahlieh	498.633 —	1.080.693	405
	Béhéra	498.678 —	976.965	229
	Charkieh	532.322 —	1.016.912	280
	Galioubieh	200.826 —	558.876	583
Haute-Egypte	Guizeh	182.256 —	591.391	560
	Fayoum	310.450 —	554.040	310
	Beni-Souef	216.719 —	508.166	455
	Minieh	363.771 —	839.690	410
	Assiout	408.295 —	1.078.600	510
	Guerga	314.618 —	968.383	620
	Kenah	348.120 —	902.170	487
	Assouan	94.512 —	267.357	280

Dans ce tableau n'ont pas été comprises la zone cultivée et la population dépendant des gouvernorats.

Toutefois, la pousse rapide des plantes permet plus d'une récolte sur le même terrain et dans la même année, et porte

à plus de 8 millions et demi de feddans la superficie annuelle des cultures. Ce n'est pas la même plante qu'on cultive indéfiniment dans le même champ, mais on y pratique un assolement biennal ou triennal. Cet assolement, ou rotation, consiste à cultiver successivement sur le même terrain plusieurs plantes différentes ne tirant pas du sol le même élément nutritif qu'elles finiraient par épuiser. Voici quelques types d'assolement pratiqués en Basse-Egypte :

Assolement biennal :

- 1^{re} année : Coton (avril-novembre) ;
Blé, orge ou fèves (novembre-mai).
- 2^e année : Riz (mai-octobre) ;
Bersim « luzerne » (octobre-mars) ;
ou
Jachère (mai-juillet) ;
Maïs (juillet-novembre) ;
Bersim (novembre-mars).

Assolement triennal :

- 1^{re} année : Bersim (novembre-mars) ;
Coton (avril-octobre).
- 2^e année : Fèves (novembre-mai) ;
Charaki ou jachère (juin-octobre).
- 3^e année : Blé ou orge (novembre-mai) ;
Maïs (juin-octobre).

Dans ces assolements, on fait précéder ou succéder à des plantes épuisantes comme le coton, des plantes améliorantes comme le bersim, plante fourragère de la même famille que le trèfle, qui nitrifie le sol.

Ce système d'assolement est pratiqué partout où a pénétré l'irrigation pérenne ou continue au moyen de canaux pour-

vus d'eau toute l'année, et permet deux à trois récoltes par an.

Cependant, en Haute-Egypte, l'ancienne irrigation par bassins subsiste dans certaines parties. Elle consiste à introduire pendant la crue, l'eau grossissante du Nil dans les bassins et à l'y laisser séjourner de 40 à 50 jours. Les bassins sont fermés par deux levées transversales allant jusqu'aux collines qui bordent la vallée et une digue longeant parallèlement le Nil et dans laquelle sont pratiquées quelques brèches pour faire pénétrer l'eau et submerger les bassins. L'eau, avant de se retirer à la décrue, dépose le limon qu'elle tient en suspension. On ne peut y faire, à moins d'irrigation artificielle au moyen de rustiques machines élévatoires, qu'une seule récolte en mars ou avril, après laquelle le sol est laissé en jachère jusqu'à la crue suivante.

On distingue en Egypte trois saisons culturales : la saison « séfi » ou d'été, d'avril à août, consacrée à la culture de la canne à sucre, du coton, du sésame, du melon et du riz séfi ; la saison « nili » ou d'automne, d'août à décembre, comprenant les cultures les moins abondantes, venant lors de la crue, principalement le maïs, le millet et le riz (nili) et la saison « chetoui » ou d'hiver, de décembre à avril, pendant laquelle se font les cultures des céréales, du bersim, des fèves, des lentilles, des oignons et des légumes en général.

Avant de terminer, rappelons en quelques lignes l'organisation judiciaire actuelle de l'Egypte.

Les litiges civils et commerciaux, en dehors du statut personnel, relèvent de deux catégories de tribunaux juxtaposés qui appliquent des codes séparés, mais presque semblables, tirant leurs principales dispositions du Code Napoléon. Ce sont les tribunaux mixtes, établis en 1875, qui jugent les

différends entre étrangers et Egyptiens ou étrangers de nationalités différentes, et les tribunaux indigènes, datant de 1883 pour la Basse-Egypte et de 1889 pour la Haute-Egypte, qui se prononcent sur les affaires concernant uniquement les sujets Egyptiens et comprennent également des tribunaux répressifs qui jugent les Egyptiens et les étrangers non capitulaires.

Quant aux questions de statut personnel telles que : mariages, successions et autres, elles relèvent des *Mehkemehs* charés pour les musulmans, des Patriarcats pour les chrétiens, des Rabinats pour les israélites et des Consulats pour les étrangers.

A cause des Capitulations, il existe également des tribunaux consulaires pour juger les différends surgissant entre leurs nationaux et s'occuper de la répression des crimes et délits qu'ils commettent, à l'exception toutefois des contraventions et des actions immobilières qui sont de la compétence des Tribunaux Mixtes.

Depuis 1911, les modifications et additions à la législation mixte sont édictées sur l'initiative du ministère de la Justice, à la suite et en conformité d'une délibération de l'assemblée générale de la Cour d'appel mixte à laquelle est appelé le juge le plus ancien de chaque nationalité dont le Gouvernement a adhéré à la réforme de 1875, et qui n'est pas représentée par un conseiller à la Cour. Cette assemblée, connue sous le nom d'Assemblée législative mixte, ne peut être valablement constituée que par la présence d'au moins quinze de ses membres et ses délibérations doivent être prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

CHAPITRE II

La nécessité du crédit au fellah égyptien

SECTION I

Le fellah égyptien

Avant d'aborder notre travail proprement dit, nous avons cru de notre devoir, pour rendre hommage au fellah égyptien, de lui consacrer nos premières lignes.

Physiquement, le fellah est un homme très bien proportionné de corps, de taille moyenne, d'ordinaire maigre mais très musclé et ayant une étonnante force de résistance au travail. Il a le teint clair bronzé, les yeux et les cheveux noir ébène, le nez droit légèrement épaté et les lèvres un peu épaisses, tel que le représentent les statues pharaoniques. Il est vraiment étonnant que son type se soit conservé pendant des siècles malgré tant d'invasions, à tel point que pendant des fouilles dans un village de Haute-Egypte, une statue ayant été déterrée, les habitants y retrouvèrent le portrait frappant de leur maire décédé quelques mois auparavant et cette statue porte depuis le nom de « Cheikh el Balad », ce qui signifie : Maire du village.

Levé avant le jour, il cultive sans défaillance la terre, du matin au soir sous un soleil de feu ou, durant la froide saison, exposé au vent et à la pluie, vêtu d'une simple tunique bleue appelée « galabieh », pieds nus et la tête recouverte

d'un petit bonnet qui ne le protège nullement de l'ardeur des rayons solaires. Il n'interrompt son labeur qu'à midi pour prendre, sous l'ombre d'un arbre, le frugal repas qu'il a emporté dès le matin, et il ne connaît d'autre boisson que l'eau qu'il puise à pleines mains, courbé au bord du Nil ou d'un canal.

Le fellah a un vrai culte pour la terre qu'il cultive et son plus grand espoir est d'en acquérir un jour quelques kirats ou d'arrondir le petit domaine qu'il possède.

A l'heure actuelle plus de deux millions de fellahs sont sur leurs domaines, si l'on peut ainsi appeler le petit lopin qu'ils possèdent, et occupent ensemble environ le tiers de la superficie cultivée. Les trois quarts d'entre eux n'ont chacun qu'environ un tiers de feddan et les autres deux feddans en moyenne. Ces superficies minimales ne nourrissent pas généralement leurs propriétaires avec leur famille, aussi ceux-ci sont-ils souvent obligés d'affermier des terres dans le voisinage, pour lesquelles ils payent des fermages élevés qui ne leur laissent qu'un maigre bénéfice.

Au-dessous de ces petits propriétaires, il y a les ouvriers agricoles. Parmi ceux-ci, certains sont attachés à une exploitation, touchent un salaire plutôt maigre, mais reçoivent par contre une partie de la récolte du maïs pour leur nourriture ; leur situation n'est pas la plus à plaindre. Ce sont les journaliers qui sont les plus malheureux. Ils reçoivent un salaire de famine, de trois à quatre piastres par jour, et sont obligés de se déplacer très souvent à la recherche de travail. Ils n'arrivent à subsister avec leur famille qu'à force de privations et grâce à leur forte constitution.

Le fellah est très sobre, il se nourrit d'un pain de maïs rond et fin comme une feuille de buvard, d'un radis, d'un

navet ou d'une carotte, rarement d'un plat de fèves, de lentilles, d'une sardine salée ou d'un morceau de fromage et, uniquement aux fêtes, d'un peu de viande de chameau ou de bœuf. Il vit à l'étroit avec sa famille dans de petits logements dont les murs sont faits de briques, de torchis ou simplement de boue séchée au soleil, qui lui servent en même temps d'étable et où il rentre par une petite porte basse. Ces logements sont serrés les uns contre les autres et n'ont qu'une ou deux fenêtres étroites qui se ferment avec des contrevents en bois. Le sol est toujours de terre durcie et la charpente de la toiture est formée de quelques légères pièces de bois sur lesquelles le fellah étale de la bouse en forme de galette pour la faire sécher au soleil et des tiges de cotonniers ; tous les deux lui servent de combustible. A l'intérieur aucun meuble, point d'armoire, car il n'a pas de linge à serrer, quelques vêtements, une ou deux nattes et des couvertures. Des outils se trouvent tout le long des murs et à terre, un panier contenant une petite provision de pain de maïs, quelques pots de terre cuite, une petite casserole de cuivre, une cafetière ou une théière et quelques briques rangées pour y faire la cuisine. Faute de cheminée, la fumée s'élève, monte vers le toit, séjourne et s'en va comme elle peut, soit par la porte ou la fenêtre, soit par de petits trous ménagés au haut de la toiture.

Le gouvernement, se rendant enfin compte de cet état de choses, poursuit actuellement la réalisation d'un projet tendant à créer des hameaux modèles, d'un coût peu élevé et remplissant toutes les conditions d'hygiène.

L'instruction est très peu répandue à la campagne. D'après le dernier recensement qui remonte à 1927, sur une population rurale de 12.240.419 d'individus, 980.205 hommes

et 106.968 femmes seulement savaient lire et écrire, par conséquent plus de onze millions d'illettrés. La proportion a dû depuis s'améliorer quelque peu, grâce à l'ouverture de nombreuses écoles.

Cet état de choses se maintient par suite du désintéressement presque général de la classe instruite, qui se recrute parmi les moyens et les grands propriétaires, à l'égard du sort du fellah. Sauf quelques très rares exceptions, ceux-ci ne voient dans leurs domaines que le capital qu'ils y ont investi et dont ils cherchent à tirer le plus de revenu possible. Le fellah ne leur paraît qu'un simple instrument de travail. Tout en déplorant son ignorance et sa vie misérable, ils ne font jamais la moindre tentative pour l'en tirer.

Mieux que toute description, les quelques expressions suivantes, qui reviennent continuellement sur la bouche du fellah, stigmatisent les principaux traits de son caractère. Les mots « boukra » et « inch'allah » qui veulent dire « demain » et « si Dieu le veut », montrent son imprévoyance et la légèreté avec laquelle il prend ses engagements. « hadere », qui peut se traduire par « très bien » et « mektoub », qui signifie « c'est ma destinée », marquent sa soumission et son fatalisme, et, en dernier lieu, « maaléche », qui se rend par « ça n'y fait rien », excuse toutes ses fautes.

Très souvent, il promet ce qu'il est sûr de ne pouvoir tenir, comptant sur le hasard pour se tirer d'affaire. Cette mentalité, innée en lui, le guide généralement dans tous les actes de sa vie et il l'applique même dans ses affaires où elle constitue la cause de tous ses déboires. Cette imprévoyance atavique du fellah égyptien s'explique par le fait qu'il a vécu pendant des siècles dans un état voisin du servage, sous des maîtres qui le dépouillaient de tout le fruit de son travail.

Aussi dans sa résignation, a-t-il toujours fermé les yeux à l'avenir incertain. Arrivé à une certaine aisance, il change rarement sa manière de vivre ; aussi envisage-t-il sans grande crainte la perte de ce qu'il possède, persuadé que la terre libérale sur laquelle il vit, ne laisse jamais mourir de faim ses enfants.

C'est uniquement en rendant l'instruction primaire obligatoire, qu'on pourra modifier après une ou deux générations, par une éducation appropriée, reçue sur les bancs de l'école, cette mentalité primitive du fellah, lui inculquer des principes d'hygiène et améliorer sa situation tant matérielle que morale.

SECTION II

Les besoins de crédit du fellah égyptien

Depuis l'introduction en Egypte de la culture intensive, les besoins de crédit du fellah égyptien augmentent de jour en jour. Pour combattre l'épuisement de la terre, le cultivateur a besoin de quantités de plus en plus grandes d'engrais chimiques en remplacement et en supplément des engrais naturels. De même, pour augmenter le rendement de ses récoltes, il lui faut des semences sélectionnées qu'il ne saurait produire.

L'agriculteur ne peut profiter des avantages que lui offrent tous ces moyens d'accroître sa production et d'augmenter ses bénéfices sans crédit. Celui-ci ne lui sert pas uniquement à faire des achats d'engrais, de semences, de bestiaux et d'outils, à payer ses frais de culture et de récolte, mais il lui est indispensable, même quand la récolte est terminée, pour attendre le moment favorable de la livrer au commerce.

Sans crédit à cette fin, il est obligé, s'il ne veut pas se mettre à la merci d'un usurier des campagnes, de se passer d'engrais et de se défaire de sa récolte en temps inopportun et à bas prix. A bas prix, parce que aussitôt après les récoltes, l'encombrement des produits sur les marchés, occasionné par tous les cultivateurs qui se trouvent dans la même situation que lui et qui ont hâte de vendre leurs récoltes, provoque l'abaissement des cours des produits agricoles.

L'utilité de donner du crédit à l'agriculture est donc indéniable, tant au point de vue de l'intérêt particulier qu'au point de vue de l'intérêt général. Mettre aux mains du cultivateur les moyens d'acheter ce dont il a besoin pour cultiver sa terre dans les meilleures conditions, d'y pratiquer certains travaux d'amélioration, de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est contribuer à son bien-être et travailler à la prospérité du pays.

Après avoir établi ce besoin de crédit, nous devons examiner où et comment le cultivateur pourra le trouver.

Beaucoup pensent que c'est auprès des banques. Grave erreur. Les banques commerciales ne prêtent qu'aux commerçants et pour un délai rapproché qui ne répond pas aux besoins de l'agriculture, pour laquelle il faut des prêts d'une plus longue durée.

Les banques hypothécaires peuvent lui offrir une ouverture de crédit, garantie par une inscription hypothécaire, mais c'est un crédit trop cher pour le peu dont il a besoin, à cause des frais exorbitants qui le grèvent et qui en rendent le taux prohibitif. En outre, il ne peut être fourni à des fermiers ou à de petits propriétaires dont les biens sont de peu de valeur.

Seules deux cultures trouvaient facilement du crédit : celles du coton et de la canne à sucre.

Faute de crédit agricole organisé, voilà comment se déroulaient généralement en Egypte les opérations de financement de la culture du coton.

Le cultivateur petit propriétaire ou fermier, sans disponibilités, ayant besoin d'argent pour pouvoir faire face aux frais relativement importants de la culture du coton, s'adresse, dès avant l'ensemencement, à ses contractants habituels, qui sont généralement des maisons d'exportation de coton installées en Egypte ou de simples commerçants en coton. Ils jouent à son égard le rôle de véritables banquiers et lui consentent des avances, mais à condition qu'il leur vende sa récolte future. Ces avances ne sont consenties que contre signature d'un contrat de vente de la récolte.

Il ne s'agit donc plus de prêts ordinaires d'argent, mais d'acomptes sur le prix de la récolte vendue, proportionnés d'ailleurs à la valeur éventuelle de cette récolte. Le transfert immédiat de propriété de la récolte donne en effet un démenti imprévu aux apparences qui forment les éléments du crédit et particulièrement du crédit agricole.

Au moment de la rédaction du contrat, il est généralement stipulé que le vendeur reçoit à titre d'avance sur le prix et non d'arches, des sommes qui représentent de 30 à 40 % de la valeur probable de la récolte, avances suivies d'autres, selon les exigences des travaux agricoles qui se poursuivent et les dépenses qu'ils comportent. Il arrive parfois même que, par suite de la baisse des prix survenue postérieurement à la passation du contrat, ces avances se trouvent ou égales ou supérieures à la valeur du coton promis.

La vente a lieu généralement pour telle quantité déterminée qui représente la valeur probable de la récolte produite, avec prévision d'une marge de 10 % en plus ou en moins. La livraison est d'ordinaire prévue pour une période voisine de la cueillette, qui varie selon les qualités du coton ou les régions où il est cultivé. La période de livraison s'étend sur 3 ou 4 semaines et le lieu de livraison est stipulé, la plupart du temps, comme devant être soit les magasins de l'acheteur, soit une usine d'égrenage où le coton sera consigné au nom de l'acheteur. Le coton est ensaché dans des sacs qui sont fournis par l'acheteur et doivent lui être restitués.

Le prix demeure à fixer selon les cotes de la Bourse d'Alexandrie, soit à l'époque de la livraison, soit à un jour déterminé d'accord entre les parties, soit encore au choix du vendeur au jour qu'il fixera au cours d'une période variant d'ordinaire de 15 à 30 jours et parfois avec faculté de report, la première fixation devant généralement se faire, comme dernier délai, dans la deuxième semaine d'octobre, c'est-à-dire quelque temps après la période fixée pour la livraison.

La faculté laissée au cultivateur de fixer le prix au jour qu'il lui plaira, n'est pour lui qu'un appât assez trompeur parce que sa convoitise lui conseille d'attendre des prix toujours plus hauts, et il est souvent surpris par l'échéance du terme sans qu'il ait pris de décision. Comme tous les contrats accordent les mêmes délais, cette abondance d'ordres de fixer le prix arrivant à la fois, déprime les cours. C'est un phénomène qui se répète chaque année vers la même époque. Il y a toujours la possibilité de report lorsqu'il est stipulé, mais c'est un remède suffisamment aléatoire et assez coûteux.

Quant à la culture de canne à sucre qui se pratique en Haute-Egypte, c'est la Société des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte qui, d'ordinaire, la finance en fournissant au cultivateur toutes les avances dont il a besoin contre signature par lui d'un contrat par lequel il s'engage à lui fournir toute sa récolte de canne.

Il est indubitable que c'est uniquement par le crédit chirographaire que le cultivateur, ne disposant pas de disponibilités, ce qui est généralement la règle, peut se procurer les semences, les engrais et les frais nécessaires à la culture.

Mais où trouver ce crédit ? Il fut un temps en Egypte où cette forme de crédit était parfois procurée par l'intermédiaire des grands ou moyens propriétaires ou de leurs représentants résidant sur place, prenant part aux travaux agricoles et par conséquent, parfaitement qualifiés pour mesurer judicieusement le crédit utile et suffisant à chaque cultivateur. Mais les hauts prix des produits agricoles vers la fin de la Grande Guerre et pendant la période qui l'a suivie, ont enrichi outre mesure cette catégorie de propriétaires qui, pour la plupart, ont émigré dans les grands centres urbains à la recherche de plus de confort, laissant leurs terres sous la gérance d'intendants qui ne surent pas continuer ce genre de crédit.

Toutefois, à la suite de la crise et de la mévente des produits agricoles, cet absentéisme est en régression continue : beaucoup de propriétaires, devant la diminution de leurs revenus, sont rentrés dans leurs villages pour s'occuper personnellement de l'exploitation de leurs terres, mais ils ne possèdent plus les moyens d'accorder ce genre de crédit comme par le passé.

Parmi cette catégorie de propriétaires, ceux qui ont fait des études agricoles techniques sont très rares. Cela provient

de ce que la majorité de ceux qui fréquentent les écoles, ne veulent pas, lorsqu'ils s'adonnent à des études spéciales, poursuivre un enseignement agricole qu'ils jugent dégradant et inutile. La plupart des étudiants briguent des diplômes qui peuvent leur ouvrir les portes des administrations gouvernementales. Seul, le fonctionnarisme tente la jeunesse scolaire.

Malgré une population qui s'adonne à l'agriculture dans une proportion de 80 %, il n'existe en Egypte qu'une seule école supérieure d'agriculture à Guizeh et quatre écoles intermédiaires d'agriculture à Mochtohor, Minieh, Damanhour et Chebin El Kom, où se donne plutôt un enseignement pratique. L'école de Damanhour a plus de 400 élèves et dépendait auparavant du Conseil provincial de la Béhéra : elle ne fut annexée au Ministère de l'Instruction Publique, dont relèvent les autres écoles, que depuis l'année scolaire 1933-1934.

L'école supérieure de Guizeh a vu passer sa population scolaire de 253 en 1929-1930 à plus de 600 en 1933-1934. Il en est de même des trois autres écoles qui ont plus que doublé le nombre de leurs élèves dans le même laps de temps. De 621 qu'ils étaient en 1929-1930, ils sont 1298 en 1933-1934.

L'empressement qui s'est manifesté en faveur des écoles d'agriculture, tire sa source, en premier lieu, des conditions difficiles dans lesquelles se débat actuellement l'agriculture égyptienne, conditions qui semblent inciter la jeunesse du pays à mieux s'armer pour la lutte et en second lieu, de l'encombrement extraordinaire de toutes les écoles, qui refusent des demandes d'admission.

Une partie des étudiants ne s'inscrivent qu'à regret à l'école supérieure d'agriculture, parce que l'admission dans

d'autres écoles supérieures qui exigent un classement avancé dans les examens du baccalauréat, leur a été refusée. Pendant l'année scolaire 1933-1934, le nombre des places disponibles en première année à l'école supérieure d'agriculture qui n'était que de 132, fut porté à titre exceptionnel à 250 pour répondre à toutes les demandes. Il n'en a pas été de même dans les écoles intermédiaires qui, faute de place, ont été obligées de refuser des demandes.

Aussi le gouvernement songerait à créer une cinquième école intermédiaire dans le nord du Delta, dans la zone des bararis. Les moyens pratiques d'amélioration des terres y seraient étudiés plus spécialement, afin de former des agriculteurs et des gérants capables de mettre en valeur les terres devant bénéficier des grands projets d'irrigation et de drainage en voie de réalisation dans ces régions.

L'Etat consacre annuellement presque tout le montant des impôts fonciers à l'exécution de travaux utiles à l'agriculture. Le Journal officiel n° 38, du 9 avril 1936, indique les sommes consacrées annuellement à l'irrigation et le montant des impôts perçus :

En 1930	L. E.	4.630.179	contre	L. E.	5.007.422	d'impôts	fonciers
1931	»	4.760.932	»		4.938.866	»	
1932	»	5.303.458	»		5.208.114	»	
1933	»	4.391.515	»		5.603.476	»	
1934	»	4.130.869	»		4.996.768	»	
1935	»	4.316.216	»		5.283.400	»	

Ces chiffres montrent que la majeure partie des impôts fonciers est récupérée par l'agriculture et démontrent, mieux que tous arguments, le préjugé que les impôts payés par les fellahs sont disproportionnés avec le profit qu'ils en tirent. La terre en Egypte n'est pas, dans son ensemble, imposée outre mesure ; il y a plutôt une mauvaise répar-

tion des impôts, provenant d'une évaluation faite depuis plus de trente ans et calculée sur les revenus des terres à l'époque. Cette évaluation avait fixé à P. T. 14 le minimum d'imposition par feddan et à P. T. 164 le maximum. Elle est actuellement en train d'être révisée.

Dans ce chapitre, nous n'avons guère l'intention de rechercher les moyens d'organiser le crédit agricole, notre unique but est d'étudier les conditions qu'il doit remplir.

La plus importante est la fixation de l'échéance à un terme suffisamment éloigné pour que l'agriculteur ait le temps de retirer l'argent emprunté de l'opération dans laquelle il a été engagé. Par suite, la durée de l'emprunt doit varier avec chaque genre d'opération.

Si l'agriculteur a emprunté pour acheter des semences ou des engrais, subvenir aux frais de culture ou de récolte, l'emprunt doit être fait pour quelques mois, tout au plus une année, l'agriculteur devant retrouver toute la somme dans la réalisation de la récolte, sinon il aurait fait une mauvaise opération. Ce genre de crédit forme un crédit personnel, qu'on appelle généralement crédit de campagne, et a d'ordinaire pour garantie, une caution, un privilège ou un gage au cas d'avances sur produits récoltés.

Il en est différemment si l'agriculteur emprunte pour acheter des bêtes ou des instruments de travail. Ces acquisitions auront sans doute une influence sur le rendement de la récolte, puisque les terres seront mieux cultivées, mais cette augmentation ne peut couvrir en une seule année les frais élevés d'acquisition. L'agriculteur a besoin d'un délai plus long, pour lui permettre de rembourser le prêt par versements échelonnés, grâce à ses bénéfices supplémentaires. Ce crédit s'appelle d'ordinaire crédit d'exploitation et,

faute d'existence du warrant agricole en Egypte, il ne peut avoir pour garantie qu'une inscription hypothécaire.

Il y a encore des opérations qui demandent un délai très long comme celles qui ont pour objet des améliorations permanentes. Telles sont les canalisations et les machines pour irrigation ou drainage, les plantations d'arbres fruitiers et les constructions d'ezbehs ou fermes. Le mieux, pour ces opérations, serait de recourir au crédit foncier, mais souvent le terrain, sur lequel on veut faire ces améliorations, ne présente pas les conditions exigées par les statuts de ces établissements pour être pris comme gage hypothécaire, ou bien le montant qu'ils accordent est insuffisant, parce que le terrain n'est évalué que proportionnellement à sa valeur actuelle et sans tenir compte de la plus-value que les améliorations vont lui donner. Ce crédit, à cause de sa longue durée ne peut avoir pour gage qu'une inscription hypothécaire et forme le crédit d'investissement.

Le crédit agricole est-il vraiment utile à l'agriculteur, ou ne vaudrait-il pas mieux pour lui qu'il s'en passe et se contente des moyens dont il dispose, tout en s'efforçant, par l'économie, de constituer le capital d'exploitation dont il a besoin ?

Certainement non, parce que le capital qu'il emprunte, est un capital productif et le bénéfice qu'il en tire, s'il n'atteint pas le chiffre nécessaire pour que tout le gain du cultivateur soit très élevé, est d'ordinaire énorme par rapport à la dépense faite et dont les deniers proviennent de l'emprunt.

Faute de crédit agricole organisé, c'était surtout auprès des usuriers que les cultivateurs se procuraient les capitaux de roulement dont ils avaient besoin.

CHAPITRE III

L'agriculture et l'usure

Bien que le principe de la liberté du taux de l'intérêt conventionnel ait été adopté dans la majorité des pays, l'Egypte continue à conserver le système de la limitation.

Lors de l'entrée en vigueur du code civil mixte, l'intérêt conventionnel pouvait atteindre 12 % l'an, ce qui était en même temps l'intérêt légal en matière commerciale. Par les décrets des 6 avril 1882 et 10 juillet 1892, le taux de l'intérêt légal fut réduit d'abord à 7 % en matière civile et à 9 % en matière commerciale, et ensuite à 5 et 7 % respectivement, tandis que le maximum de l'intérêt conventionnel fut fixé à 9 %. Le code civil indigène promulgué en 1883 a fixé les mêmes taux d'intérêt.

Malgré cette limitation, aucune sanction n'avait été établie pour réprimer l'usure et ce n'est qu'en 1912, que le Gouvernement égyptien a introduit dans le code pénal indigène le délit d'usure, en y ajoutant un article 294 bis, ainsi conçu :

« Quiconque, en abusant des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, aura fourni des valeurs de quelque manière que ce soit à un taux excédant le maximum de l'intérêt conventionnel, sera condamné à une amende n'excédant pas L. E. 10.

« En cas de condamnation du même chef pour une seconde infraction commise dans les cinq années de la première condamnation, la peine sera celle d'un empri-

sonnement ne dépassant pas deux années et d'une amende n'excédant pas L. E. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Celui qui aura habituellement fourni des valeurs de quelque manière que ce soit à un taux excédant le maximum de l'intérêt conventionnel, sera puni des peines prévues au paragraphe précédent. »

La peine prévue par ces deux derniers paragraphes, pour être efficace, devrait être applicable à tous les usuriers sans distinction de nationalité, mais par suite de l'inexistence d'une législation pénale uniforme pour les étrangers, elle n'est applicable que pour les usuriers de nationalité égyptienne.

Un système répressif purement civil pourrait remédier à cette carence. Il consisterait en une modification de deux ou trois articles des codes civils mixte et indigène, qui autoriseraient les Tribunaux, dans les cas d'usure, à déclarer le débiteur quitte avec la restitution seulement du capital sans aucun intérêt, et constitueraient une amende civile pour les professionnels de l'usure. Ces mesures mettraient certainement un frein à la cupidité des usuriers de nationalité étrangère, beaucoup plus que la sanction actuelle appliquée par les Tribunaux Mixtes qui consiste à réduire au taux de 9 % le chiffre des taux usuraires dont ils constatent l'existence.

De plus cette réforme pourra être opérée par l'Assemblée législative mixte parce qu'elle n'entraîne aucune modification, ni addition au Règlement d'Organisation judiciaire mixte. D'ailleurs, l'amende civile ne serait pas une nouveauté dans la législation mixte égyptienne : elle est déjà prescrite par les articles 313 et 332 du Code de procédure

civile et commerciale pour les cas de dénégation de signature et d'inscription en faux indûment faites.

Pour soulager l'agriculture et la délivrer des taux élevés d'intérêts qu'elle paye, le Gouvernement envisage la réduction du maximum du taux de l'intérêt conventionnel et il a confié dernièrement l'étude de cette question au Conseil économique.

Ce serait une grave erreur, car, par suite de l'abondance des capitaux étrangers investis en Egypte, le taux de l'argent y est relativement bas en comparaison de celui pratiqué dans la plupart des Etats de l'Europe centrale et orientale. Une pareille réduction aura pour conséquence de faire fuir une partie de ces capitaux, à la recherche d'un taux plus rémunérateur, vers ces pays, ce qui entraînera inévitablement une raréfaction et un renchérissement du coût de l'argent et par suite une recrudescence de l'usure.

D'ailleurs, l'expérience a démontré l'inefficacité de l'intervention de l'Etat pour la réduction du taux des intérêts, les prêteurs ayant toujours trouvé le moyen de s'y soustraire, en profitant de la situation de l'emprunteur pour lui faire reconnaître une somme supérieure à celle réellement reçue. C'est le procédé le plus couramment employé par tous ceux qui prêtent à un taux supérieur au maximum du taux conventionnel fixé par la loi, parce que c'est le plus difficile à déceler.

Beaucoup de personnes croient que l'agriculture n'a pas besoin de crédit parce que les bénéfices de chaque récolte lui servent à subvenir aux frais de semences et d'engrais des prochaines semailles, tout en laissant un peu de numéraire pour les dépenses nécessaires jusqu'à la récolte suivante.

C'est une erreur commune à tous ceux qui ne connaissent pas parfaitement l'état de nos campagnes et qui n'ont pas pu pénétrer dans la vie intime et dans les détails de l'exploitation des petits agriculteurs. Ils ne peuvent pas se douter de la rareté du numéraire dans les campagnes. Le plus souvent, la moindre dépense faite au comptant est à peu près impossible à l'agriculteur, en dehors des rares époques où il fait ses recettes, en dehors du temps des moissons et de la vente de ses produits.

Nombre d'agriculteurs qui possèdent un cheptel et des instruments agricoles pour une somme relativement importante et qui sont, à juste titre, considérés comme les plus aisés de leur région, ne possèdent pas le moindre argent liquide, et ne pourraient se procurer la plus petite somme qu'en recourant au crédit. Aussi, pour se le procurer, ils n'hésitent point à payer des intérêts exorbitants et à conclure des marchés extrêmement onéreux. L'usure sévissait dans les campagnes égyptiennes de la manière la plus effroyable et c'est pour la combattre qu'a été organisé le Crédit Agricole. Il prête aux agriculteurs à un taux réduit, l'argent qu'ils empruntaient à 30 ou 40 %.

L'usure d'argent est la plus connue, mais non la plus répandue. Ses procédés, qui paraissent très simples, admettent cependant des raffinements très productifs. Un cultivateur est-il pressé par le besoin, il va chez l'usurier qui lui remet la somme nécessaire à des conditions d'autant plus onéreuses que l'emprunteur a plus besoin d'argent. Mais comme l'usure est interdite, pour masquer l'opération, il lui fait signer une reconnaissance dont le montant est supérieur à la somme réellement versée, afin de dissimuler la différence entre le taux permis et le taux usuraire. C'est tout

l'avantage que retire l'usurier honnête, si on peut le qualifier ainsi, de l'opération. C'est le genre d'usure pratiqué généralement par l'usurier de village qui considère cette opération comme une sorte d'association dans les bénéfices de l'agriculteur. Vivant près du paysan, en contact journalier avec lui, le suivant pour ainsi dire pas à pas, il connaît jour par jour les sommes dont ce dernier dispose et parvient, par une pression personnelle à obtenir des paiements pour les avances dont il n'a aucune garantie réelle.

Quant à l'usurier sans scrupules établi dans le markaz, son but vise à s'emparer de tout le petit patrimoine du cultivateur. Ainsi, dans sa première opération avec sa victime, il se montre très accommodant pour le taux des intérêts. Son plus grand soin est de choisir un cultivateur naïf et inexpérimenté à qui il fera signer un billet à vue sans date d'échéance, tout en lui promettant verbalement qu'il sera très coulant pour le délai de remboursement, ou bien il en fixera l'échéance à une époque où le débiteur ne sera pas en état de payer. L'usurier choisira le moment le plus inopportun pour faire son apparition et réclamer le remboursement immédiat. Il prétendra qu'il a besoin de l'argent pour une opération lucrative et menacera, s'il n'est pas payé tout de suite, de saisir et de vendre. Que va faire le fellah ? Il supplie, mais l'usurier ne veut rien entendre ; à la fin, il se ravise et accorde un nouveau délai. Mais pour compenser le grand préjudice qu'il prétend subir de ce fait, il lui faut un nouvel engagement pour une somme supérieure. Un usurier de cet acabit se renseigne toujours et ne réclame le paiement qu'au mauvais moment. A supposer que la saison ait été bonne, la récolte abondante, les prix rémunérateurs, s'il se présentait à ce moment, il courrait le risque d'être

remboursé, et l'affaire serait terminée. Aussi il ne bouge pas, il ne réclame rien ; son débiteur le rencontre-t-il, il le tranquillise et lui dit : « Oh ! je n'ai pas besoin pour le moment de la somme. Ne vous gênez pas pour me rembourser. Je ne suis nullement inquiet pour mon argent ; je serais heureux de vous avancer le double ».

Le fellah, qui n'est jamais pressé de payer ses dettes, se laisse berner par cette apparente bonhomie, il dépense l'argent qu'il aurait dû rendre, en achetant un morceau de terre ou quelques têtes de bétail, lorsqu'il ne le dilapide pas. Puis au moment où il n'a plus d'argent comptant, l'usurier reparaît ; un besoin pressant d'argent, une dette à solder, il donne un prétexte quelconque pour excuser la réclamation subite de son argent. Alors se joue de nouveau la même comédie, qui se termine par un nouveau contrat, combien plus dangereux, la vente à reméré, qui dépouillera le trop crédule fellah d'un de ses biens. Pour un prix dérisoire, qui est généralement le montant de sa dette, le malheureux fellah, pris à la gorge, accepte de céder une de ses propriétés. Qu'importe ! il accepte le marché parce qu'il espère rembourser. Très souvent l'acte de vente indique un prix supérieur pour masquer les intérêts usuraires. C'est ce prix que le fellah devra payer pour racheter sa propriété, prix qu'il ne pourra jamais payer, d'autant plus sûrement qu'il n'a pas pu rembourser sa dette originaire.

Le délai de reméré expiré, l'usurier s'empresse de revendre le bien spolié dont il juge les revenus trop maigres. Si on ne lui en offre pas un prix raisonnable, il l'hypothèque auprès d'une banque et se procure, par ce moyen, les disponibilités qui lui permettront de continuer à faire fructifier son capital comme il l'entend.

Le fellah ne s'adresse pas uniquement à l'usurier pour se procurer les sommes qui lui sont nécessaires pour subvenir à ses frais de culture et ce ne sont guère ces prêts qui l'acheminent vers la ruine. Ces sommes, il arrive toujours, avec quelques sacrifices, à les rembourser au moment de la récolte.

Voici ce qui cause généralement sa ruine : c'est lorsqu'il emprunte pour acheter des terres ou pour parfaire leur prix d'achat, même quand il ne se procure pas cet argent directement chez l'usurier et qu'il se le fait avancer par une banque. Ces prêts se font, à l'ordinaire, à long terme et comme la notion de l'échéance n'est pas très développée chez lui, il ne se fait souvent aucun scrupule d'ajourner indéfiniment le paiement, à leurs échéances, des sommes qu'il a empruntées, se contentant uniquement d'en payer les intérêts et d'en atermoyer le capital, qu'il considère comme une simple ouverture de crédit pour une durée illimitée ou une simple reconnaissance de dette, suffisamment garantie par les terres données en hypothèque.

Comme ces prêts sont amortissables et qu'il n'a jamais bien compris le mécanisme de l'amortissement, il s' imagine que, pour ne pas augmenter la dette, il suffit de payer les intérêts et que les intérêts à payer uniquement sont ceux de l'annuité et ainsi sa dette ne fait qu'augmenter.

La banque, à bout de patience et pour sauvegarder ses droits, la loi ne lui garantissant à titre privilégié que deux années d'intérêts, commence sa procédure d'expropriation. Ce n'est qu'à ce moment que le débiteur se réveille de sa léthargie et, pour se procurer les fonds nécessaires à la suspension des poursuites, il s'adresse aux bons services de l'usurier qui, après l'avoir dépouillé pendant un temps

plus ou moins long de tous les revenus de son travail, l'exproprie et lui arrache sa propriété.

Une autre forme d'usure non moins dangereuse est la vente à crédit des semences, des engrais et des ustensiles où le prix est augmenté dans de fortes proportions, généralement de 40 à 60 %, ce qui équivaut à une avance au comptant avec une promesse de remboursement majorée de 40 à 60 %.

Il serait difficile de déceler cette forme d'usure, parce que les prix de ces marchandises ne sont pas fixes. Pourtant elle est assez répandue et certains commerçants poussent leurs acheteurs aux mêmes extrémités, par les mêmes procédés que les usuriers professionnels.

Une troisième forme d'usure consiste dans l'achat de la récolte des petits cultivateurs par certains marchands malhonnêtes à un prix inférieur de 20 à 30 % au cours du marché, tout en les volant sur le poids.

Pour remédier à cet état fâcheux, le Gouvernement a créé en 1912 des « Halaquas » ou marchés de coton, où les prix sont quotidiennement publiés et les poids contrôlés et où les cultivateurs peuvent venir vendre leurs récoltes, au lieu d'attendre le marchand qui passe chez eux. Souvent aussi la récolte de coton est achetée sur pied et pour cette raison, on cote à la Bourse d'Alexandrie deux cours, celui de la dernière récolte et celui de la prochaine, entre lesquels existe généralement un écart de 15 à 20 % en moyenne.

Le plus grand nombre parmi ceux qui se livrent à l'usure, l'utilisent pour se constituer un petit pécule et l'abandonnent par la suite pour d'autres occupations. Par contre, il y en a qui continuent à la pratiquer en grand en

fondant une petite banque. Voici par quel artifice l'usurier se transforme en petit banquier.

Enrichi après quelques années pendant lesquelles il a fait son apprentissage et fatigué de cette vie errante, l'usurier s'établit dans la grande ville qui est généralement le chef lieu de la moudirich. Il a enseigne sur rue et s'intitule banquier. Il a des démarcheurs qui vont à la chasse du client qu'il attend tout tranquillement dans son officine pour le saigner aux quatre veines.

Le client arrivé, il lui fait subir un long interrogatoire et établit une fiche à son nom. Quelle somme veut-il emprunter ? Combien de feddans possède-t-il ? Ceux-ci sont-ils hypothéqués ? Comment en est-il propriétaire ? Pour contrôler toutes ces déclarations, il se fait montrer les titres de propriété ainsi que le wîrd (cote des contributions). Déjà le rabatteur avait fait une enquête discrète sur les lieux.

Quand il se trouve satisfait de cet examen, il conclut qu'il accepte de traiter avec lui et commence à discuter les conditions de l'emprunt. C'est une somme de 100 livres qui lui est nécessaire et qu'il est disposé à rembourser en quinze mois : la moitié à la récolte de coton de l'année et l'autre moitié à la récolte de l'année suivante.

L'usurier accepte, parce qu'il trouve que le client est un brave type, et déclare qu'il va lui faire un prix d'ami et lui faire signer une traite de 75 livres payable dans trois mois, une deuxième traite de 25 livres payable dans huit mois, à la récolte du blé, et une troisième traite de 50 livres échéant dans quinze mois, à la récolte du coton de l'année suivante.

Le client sursaute : « Comment ? Cent livres remboursa-

bles à cent cinquante ? Dans ces conditions, ça fait plus de 100 % ».

« Mon cher ami, répond l'usurier, quoi que vous en pensiez, nous vous faisons des conditions de faveur. Nous ne forgeons pas l'argent. Nous avons dû l'emprunter nous-mêmes. Nous ne prenons aucune garantie. Nous vous économisons les frais exorbitants d'une inscription hypothécaire. Mais je ne veux pas vous forcer la main. Vous êtes libre d'accepter ou de refuser ».

Le client hésite, mais finit toujours par accepter. C'est que très souvent une parcelle de terrain lui appartenant est mise en vente par un de ses créanciers qu'il avait oublié de rembourser et il contracte le prêt usuraire pour suspendre la vente.

Le pseudo-banquier lui fait alors signer les traites et un engagement à peu près en ces termes :

« Je soussigné, M..., reconnais devoir à M... banquier, demeurant à ..., la somme de cent cinquante livres égyptiennes pour prêt, et en représentation de laquelle il va sans novation être créé trois traites dont la première de livres égyptiennes soixante-quinze échéant le...

« A défaut de l'entier paiement de l'une de ces traites exactement à son échéance, toutes les autres deviendraient de plein droit exigibles trois jours après une lettre recommandée restée sans effet et seraient productives d'intérêts à 9 % à partir de cette date. »

Au moment de la récolte, les prix sont tellement bas que le cultivateur retarde la vente de la récolte, espérant dans une prochaine amélioration des cours et l'échéance arrive sans qu'il ait payé. Le surlendemain il reçoit une lettre dans ce genre :

« Monsieur,

« Par suite du défaut de paiement de votre première traite à son échéance, votre dette est devenue entièrement exigible aux termes de l'engagement que vous avez signé.

« Nous vous engageons à passer dans nos bureaux dans la semaine qui suivra la réception de la présente lettre recommandée pour trouver un arrangement dans votre intérêt, sinon nous nous verrions dans l'obligation d'entamer des poursuites.

« Comptant que vous voudrez vous éviter des ennuis graves et les frais très élevés que nécessite la prise d'une affectation sur vos biens de ... *au hod* ... et leur vente aux enchères, veuillez recevoir, M... »

A la réception de cette lettre, le cultivateur affolé court chez l'usurier. Après une longue discussion, ils finissent toujours par trouver un arrangement et l'échéance est reculée contre un plus grand endettement de la part du cultivateur et, tôt ou tard il finit, tombé qu'il est entre les griffes d'un usurier, par perdre sa propriété.

On raconte qu'un banquier de ce genre, mort il y a quelques années en laissant une fortune colossale, composée en partie de terres qu'il avait spoliées à ses victimes, et plusieurs enfants qui roulent actuellement auto, avait un autre tour dans son sac.

Lorsqu'il se trouvait en présence d'un fellah ne sachant pas signer et qui devait, par conséquent, déposer son cachet portant son nom au bas des traites en guise de signature, il appelait un de ses jeunes enfants et lui faisait remplir les traites et poser le cachet. L'opération terminée, il les examinait et trouvait invariablement qu'elles contenaient une

erreur les rendant nulles. Furieux, il insultait son fils, lorsqu'il ne le frappait pas, chiffonnait les traites et les jetait par la fenêtre qui donnait sur le jardin de l'immeuble. Il se remettait ensuite en maugréant à remplir lui-même de nouvelles traites et à les faire cacheter par le cultivateur. Le fellah parti, il ramassait les traites chiffonnées, les mouillait légèrement sur le dos, leur donnait un petit coup de fer et les gardait soigneusement pour l'échéance.

Ayant vécu très vieux, sa vue avait baissé ; aussi, deux commerçants roublards, dont le père avait été une des premières victimes de ce stratagème et avait été complètement ruiné, lui avaient juré, sur son lit de mort, de le venger. N'ayant pas l'étoffe d'assassins, ils ne cherchèrent pas à venger leur père par l'effusion du sang, mais par la ruse. Un labeur assidu leur avait permis d'arriver à une certaine aisance et ils avaient réussi, petit à petit, à racheter à l'usurier les terres dont il avait spolié leur père. Après quoi, prétextant un jour avoir besoin d'une forte somme d'argent pour parfaire le prix d'une grande propriété qu'ils venaient d'acquérir, ils s'adressèrent à ses bons offices pour qu'il leur procurât la somme. Les connaissant de longue date, il consentit à la leur avancer sur simples traites munies de leur double signature. Une fois les traites préparées, chacun signa sous son nez du nom de son frère, dont il s'était auparavant exercé à imiter la signature. Les traites, arrivées à échéance, ne furent pas payées et à la suite d'une expertise, les signatures furent déclarées fausses. L'usurier perdit ainsi la somme avancée et le père fut vengé. L'affaire en son temps fit quelque bruit et comme l'usurier mourut quelques mois après, des mauvaises langues en conclurent que c'était de chagrin..

Un autre opérait différemment. Quand un cultivateur naïf tombait entre ses griffes, il lui demandait un garant. Très souvent celui-ci n'en trouvait pas et, même s'il en trouvait un, l'usurier jugeait qu'il n'avait pas à ses yeux une surface suffisante. Après de nombreuses tergiversations, il lui proposait de se garantir lui-même. Cette opération consistait à lui faire signer un double nombre de traites : une première série à titre personnel et une seconde à titre de garant.

D'ailleurs, les usuriers opérant dans la même région se connaissent et sont solidaires. Ils se passent de main en main le client, le mouton à tondre, jusqu'à ce qu'il n'y ait pas un seul brin de laine à tirer.

Ils opéraient par légions dans les campagnes, mais la création de la banque du Crédit Agricole en a diminué beaucoup le nombre. Auparavant, chaque crise, par suite du plus grand besoin d'argent, en faisait apparaître de nouveaux que les liens de la complicité unissaient aussitôt aux chevronnés, aux vieux de la vieille.

Certains de ces usuriers sont victimes de temps à autre de quelques attentats dont la presse se fait l'écho, mais cela n'empêche pas leurs compères de continuer leurs opérations fructueuses.

Ce n'est pas uniquement l'usure qui dépouille le malheureux fellah du produit de son travail, on a vu plus haut que c'était également le commerçant, qui, exploitant ses besoins, lui vend cher et lui achète à bas prix. A moins de passer sous les fourches caudines de l'usurier, le fellah est obligé de vendre d'autant meilleur marché qu'il a plus besoin d'argent et, pour le même motif, de racheter d'autant plus cher qu'il a vendu meilleur marché, car l'acheteur, forcé d'acheter et qui n'a pas d'argent, ne se trouve pas en meil-

leure posture que le vendeur forcé de vendre et qui veut faire de l'argent de tout. Toutes ces solutions lui coûtent aussi cher les unes que les autres et le dépouillent d'une bonne partie du fruit de son travail.

Le seul remède vraiment pratique qui assurera au cultivateur la pleine jouissance de son labeur et augmentera dans de notables proportions ses revenus est la diffusion du crédit agricole. Lorsque le fellah trouve à emprunter à 5 ou 6 %, même à 7 ou 8, il ne va plus chez l'usurier, il n'achète pas à crédit et ne vend pas ses produits aussitôt après la récolte dans les plus mauvaises conditions, ce qui améliore notablement sa situation. Tel est le véritable but du crédit agricole ; c'est dans ce sens qu'il peut rendre d'immenses services et c'est ainsi que l'ont compris tous ses propagateurs.

CHAPITRE IV

La loi dite des cinq feddans

Pour tarir la source des avances que le petit cultivateur trouvait auprès des usuriers, avances qui lui étaient accordées dans des conditions ruineuses pour lui et qui finissaient toujours par le spolier de sa propriété, le Gouvernement égyptien crut lui fournir une protection efficace par la promulgation, en 1913, de la loi dite des cinq feddans. Je dis avec raison petit cultivateur et non petit propriétaire, parce que cette loi ne s'applique qu'à celui qui fait de l'agriculture sa profession habituelle et son gagne-pain.

Cette loi a rendu insaisissable la propriété agricole des petits cultivateurs qui ne sont propriétaires que d'une étendue de cinq feddans ou moins. L'insaisissabilité s'étend également à leur habitation et à ses dépendances, à deux animaux de trait et aux ustensiles d'agriculture nécessaires à l'exploitation de la propriété.

Voici en quels termes le Ministre de la Justice expose les raisons qui ont rendu nécessaire la promulgation de cette loi, dans la note explicative qui accompagnait le projet soumis à l'Assemblée législative mixte, en vue de le rendre opposable aux étrangers :

« Le Gouvernement a cru indispensable d'insérer dans le projet une disposition de protection en faveur de la classe des petits cultivateurs si souvent victimes des créanciers qui abusent de leurs passions ou de leurs faiblesses.

« La disposition de l'article 2 a pour objet d'assurer au fellah une superficie de terrain suffisante avec les animaux,

instruments et habitation indispensables pour lui permettre d'élever convenablement sa famille, et tout en lui laissant la faculté d'hypothéquer la fraction qui excède ce que lui et sa famille peuvent eux-mêmes cultiver sans emprunter sur le sol, pour obtenir du travail du dehors.

« Cinq feddans ont été fixés comme l'étendue moyenne répondant à ces conditions et toute protection moindre laisserait subsister une classe agricole indigente, incapable de vivre sur la terre et de la cultiver convenablement ».

Ce projet voulait rendre la propriété agricole insaisissable jusqu'à concurrence de cinq feddans. Mais l'Assemblée législative s'est opposée à la création de cette véritable réserve insaisissable au profit de chaque propriétaire, quelle qu'eût été l'étendue de son domaine et, dans l'exposé des motifs arrêtés par cette Assemblée, il est dit :

« L'idée de protéger la petite propriété agricole a rencontré une approbation générale. Toutefois le texte proposé en premier lieu par le Gouvernement a semblé présenter trop de difficultés dans son application. L'Assemblée s'est rangée à un texte modifié qui ne vise que le tout petit cultivateur, propriétaire jusqu'à cinq feddans.

« Certainement que le texte adopté prête également à la critique, mais il protège au moins la classe des cultivateurs qui a le plus besoin de protection. Il est certain aussi que des fraudes pourront se produire dans l'application de cette disposition, mais il y a lieu de croire que les tribunaux sauront les déjouer.

« Il est évident que la nouvelle disposition ne saurait avoir d'effet rétroactif et c'est pourquoi le Gouvernement avait déjà proposé qu'elle ne portera pas atteinte aux droits des créanciers inscrits au moment de sa mise en vigueur. Mais il a

semblé nécessaire de préserver également les droits antérieurement acquis des créanciers chirographaires, en tant que cette antériorité résulte d'un titre ayant date certaine. L'Assemblée a complété l'article 4 du projet dans ce sens ».

Un amendement a étendu cette disposition aux créanciers substitués de quelque manière que ce soit, par voie de cession, transfert, endossement, subrogation ou autrement.

Aussi, à cette époque, s'est produit un encombrement sans précédent aux guichets des Tribunaux Mixtes, pour l'apposition des dates certaines aux titres de créances chirographaires, encombrement qui a révélé la véritable révolution que la loi nouvelle est venue apporter dans le crédit chirographaire du pays. Depuis le mois de juin 1912 jusqu'au mois d'avril 1913, 519.741 actes ont été présentés par devant les Tribunaux Mixtes aux fins d'enregistrement contre 23.028 actes pendant la période antérieure correspondante.

Ce ne sont pas seulement les créanciers chirographaires qui assiégèrent les Greffes des Tribunaux pour sauvegarder leurs droits menacés, mais un nombre incalculable de propriétaires, tombant sous le coup de cette loi, s'empressèrent pour se réserver la faculté d'emprunter valablement dans un proche avenir, malgré l'interdiction formelle de la loi, de signer des seneds (titres de créances) purement fictifs et de les munir de la date certaine, pour pouvoir les offrir plus tard aux prêteurs, selon leurs besoins. Ces titres parfaitement en règle, seront naturellement acceptés et leur procureront du crédit par leur endossement ou leur cession.

Dès la mise en application de la nouvelle loi, on s'était demandé à quel moment il fallait se placer pour déterminer

la superficie de la propriété du débiteur. Est-ce au moment de la saisie ou au moment de la naissance de la dette ? Question d'une importance capitale pour certains cas, comme celui d'un propriétaire de dix feddans qui en hypothèque cinq, ou contracte une dette chirographaire et vend ensuite les cinq feddans libres.

Une disposition additionnelle de caractère interprétatif a édicté qu'il fallait se placer au moment de la naissance de la dette parce que le débiteur, qui était propriétaire de plus de cinq feddans lorsqu'il a contracté la dette, ne doit pas en effet s'abriter derrière l'insaisissabilité si, pour un motif quelconque, il n'en possède plus autant lorsqu'il est poursuivi en paiement. Par contre, le débiteur non saisissable au moment de la dette ne peut échapper à la saisie, si, au moment de celle-ci, il possède plus de cinq feddans.

Une autre disposition a autorisé les créanciers originaires ou substitués à accorder des renouvellements ou prorogations de terme.

Mais pour ne pas permettre aux intéressés d'éluder indéfiniment le principe de l'insaisissabilité de la petite propriété, une disposition spéciale a été insérée, pour préciser que les renouvellements ou prorogations de terme ne devront pas dépasser cinq ans à partir de la date de la mise en vigueur de la loi qui a créé l'insaisissabilité.

Une nouvelle loi, du 4 avril 1916, a étendu encore ce délai en édictant que la dernière échéance pourra être reportée à cinq années au maximum après la date fixée par le titre originaire.

Le Gouvernement a estimé ces délais amplement suffisants pour permettre au fellah de se libérer complètement et progressivement de ses dettes.

Cette loi est due à l'initiative de Lord Kitchener, qui en avait emprunté l'idée à une loi du Pendjab (Pendjab Land Alienation Act of 1900) sans en adopter les dispositions qui restreignent l'exercice du droit d'aliéner. Elle ne prévoit que l'insaisissabilité de la petite propriété et laisse toute liberté pour son aliénation. Elle a pour but principal de lutter contre l'usure qui rongeaient le petit cultivateur et de l'arracher au joug des usuriers.

Sans doute, l'insaisissabilité entraîne l'impossibilité d'hypothéquer ou de mettre en gage les propriétés de cinq feddans ou moins, en garantie d'un emprunt, mais rien n'empêche le fellah de vendre son bien, lambeau par lambeau, pour se procurer les fonds qu'il ne peut désormais obtenir par son seul crédit.

Elle le prive en outre d'un contrat très avantageux et très fréquent en Egypte, par lequel le petit cultivateur, voulant louer des terres à un grand propriétaire ou à une grande administration foncière, lui donne sur son bien une hypothèque comme garantie du paiement du prix de location ; avec une propriété de cinq feddans sur laquelle il donne hypothèque, le fellah, s'il a une famille nombreuse, loue trente ou quarante feddans qu'il cultivera avec ses proches.

De même, l'insaisissabilité va priver le petit cultivateur des avances que les grandes maisons de commerce lui faisaient sur le prix d'achat de sa récolte de coton, et la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte sur sa récolte de canne et cela, en raison de la garantie qu'offrait, en cas de non-livraison, la vente éventuelle de son petit lopin de terre.

Or le petit cultivateur, en Egypte plus que partout ailleurs, ne peut pas se passer de crédit parce que la culture

intensive, pratiquée dans la vallée du Nil, exige des frais considérables. Par suite des frais d'irrigation, d'achat d'engrais, de semences et d'ustensiles, le fellah a besoin jusqu'à la récolte de fortes avances, qu'il ne peut se procurer que par l'emprunt.

Cette loi va le priver en dernier lieu des prêts que lui consentait l'*Agricultural Bank of Egypt* au taux modéré de 8 % l'an et l'obliger de passer par les fourches caudines des usuriers qui élèveront d'autant plus le taux de leurs prêts qu'ils seront moins certains d'être remboursés à l'échéance, le taux usuraire étant en partie une prime d'assurance contre le risque d'insolvabilité du débiteur.

D'ailleurs, le petit cultivateur, avec sa ruse et sa fertilité d'imagination, n'a pas manqué de trouver des moyens pour se soustraire aux dispositions de cette loi qui avait pour but de le protéger contre ses faiblesses et son ignorance.

Celui qui vient en tête comme le plus fréquemment employé, c'est la vente à réméré. Par ce contrat, le propriétaire de cinq feddans ou moins, ayant besoin d'emprunter, vend sa propriété tout en se réservant le droit de la reprendre dans un délai déterminé, qui ne peut dépasser cinq ans d'après le code civil indigène et deux ans aux termes du code civil mixte, moyennant le remboursement du prix en principal, des frais et loyaux coûts de la vente, des dépenses faites pour les réparations nécessaires et du montant de la plus-value résultant des autres dépenses.

Contrairement aux ventes ordinaires où le prix est débattu librement, dans la vente à réméré, la vilété du prix est presque une règle de droit, l'acheteur spéculant sur le besoin du vendeur, et celui-ci s'en désintéressant, espérant dans son optimisme ne pas laisser passer le délai de

réméré sans reprendre sa propriété. Espoir souvent déçu. Il lui manque même la ressource de l'action en rescision pour récupérer ses droits, s'il a été lésé dans une proportion dépassant les $7/12$ de la valeur de l'immeuble, la législation égyptienne ignorant cette action entre capables.

Nous avons déjà expliqué dans le chapitre précédent comment les usuriers utilisent à leur profit la vente à réméré.

Un autre moyen consiste à acquérir des terrains sans valeur : salés, sablonneux ou marécageux, afin d'arrondir la modeste propriété de la quantité nécessaire pour dépasser les cinq feddans et échapper à l'étreinte de la loi.

Deux autres critiques peuvent être adressées à cette loi :

Elle n'a tenu aucun compte de la valeur du domaine, et elle a mis sur un pied d'égalité le propriétaire de cinq feddans dans lesquels sont compris une ferme, un verger, des dattiers ou des machines d'irrigation et dont le prix peut atteindre plusieurs centaines de livres, avec le propriétaire de cinq feddans de terres médiocres, voire même en friche comme il n'en manque pas en Egypte en bordure des terrains cultivés, dont la valeur peut ne pas dépasser quelques livres par feddan.

Elle a rendu insaisissables plus d'un million et demi de feddans représentant la superficie des domaines de cinq feddans et moins qui, avec les biens wakfs (sortes de fondations à caractère pieux), qui jouissent du même caractère, forment le tiers des terres cultivables. Proportion énorme qui entrave le développement de la richesse du pays par la disparition de tout le crédit auquel pourrait servir de base toute cette masse de terres.

La source de tout crédit au petit cultivateur ayant été tarie par cette loi, nous examinerons, dans le chapitre suivant,

les diverses tentatives faites pour créer le crédit mutuel à bon marché par l'institution de syndicats agricoles et de coopératives de crédit.

Lors de la réglementation des Sociétés coopératives en 1927, la loi a écarté dans les rapports entre les Sociétés coopératives et leurs associés, l'insaisissabilité résultant de la loi des cinq feddans. Il en a été de même pour les avances à consentir par le Crédit Agricole d'Egypte et le Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte aux propriétaires de cinq feddans et moins.

CHAPITRE V

Les avantages de l'association en agriculture

SECTION I

Les syndicats agricoles

Après cet exposé détaillé des entraves apportées au crédit agricole par la loi des cinq feddans, on se demande par quels moyens on peut y remédier et comment le propriétaire pauvre, n'ayant aucune ressource et ne possédant que cinq feddans ou moins, peut obtenir du crédit ailleurs que chez l'usurier.

C'est uniquement par l'association : ce que ne peuvent obtenir des cultivateurs pauvres dans leur isolement, devient pour eux un jeu lorsqu'ils s'associent.

Et c'est ainsi qu'en 1908 quelques riches cultivateurs, grands amis de la coopération, se réunirent sous la présidence de Son Altesse le Prince Hussein Kamel, dans le but d'introduire en Egypte les syndicats agricoles avec caisses rurales de crédit mutuel, et décidèrent d'envoyer quelques délégués en France, en Allemagne et en Italie étudier sur place l'organisation de la mutualité.

Un grand obstacle s'opposait à l'introduction en Egypte des sociétés coopératives, c'était la législation sur les sociétés qui ne répondait pas aux besoins de cette forme de société à capital variable.

Grâce aux efforts du Contentieux de l'Etat et à la bonne volonté du Gouvernement, cet obstacle fut aplani en rusant avec les codes par l'adoption de la forme de société civile avec un capital de fondation déterminé, mais pouvant être accru d'une façon illimitée chaque année par un vote de l'Assemblée. Par ce subterfuge, le premier syndicat-coopérative fut fondé le 21 janvier 1910, à Choubrah el Namlah, avec 97 membres et un capital de 337 livres égyptiennes constitué par des parts de vingt piastres au tarif chacune. Il fit, au cours de cette année, pour 1.604 livres de crédit à ses membres au taux de 7 % et leur a également fourni des semences et des engrais qu'il achetait aux prix de gros et revendait à ses membres avec un bénéfice de 3 %, plus un intérêt de 7 % pour les ventes à terme. Les recettes brutes de l'année furent de L. E. 159 laissant un bénéfice de L. E. 111 qui, après un léger prélèvement pour une « Caisse de Secours aux Pauvres » et une « Caisse de Propagande coopérative et d'Enseignement agricole », qui montre que le syndicat avait conscience de sa mission, a été partagé conformément aux statuts en trois parts égales : la première a alimenté la réserve, la deuxième a été distribuée comme « boni » aux acheteurs, au prorata de leurs achats et la troisième a été servie comme dividende aux membres du syndicat au prorata des parts souscrites par eux. Chacune de ces parts s'est vue attribuer L. E. 33.

Au mois de juin de la même année, un autre syndicat fut fondé à Nahiah avec 57 membres et un capital de L. E. 500, divisé également en parts de 20 piastres au tarif chacune. Il fit des opérations du même genre que le précédent, mais partagea ses bénéfices différemment. Il en attribua 50 % à la réserve, 20 % à titre de boni, 20 % à titre de dividende et

10 % à la Caisse des Pauvres et la Caisse de Propagande coopérative et d'Enseignement agricole. Dans ses ventes à terme, au lieu de calculer des intérêts, il a majoré légèrement les prix en les vendant à un prix égal à celui que payaient, chez les marchands, les autres paysans pour leurs achats au comptant, et ainsi, les membres du Syndicat avaient le bénéfice du délai, sans compter celui de la qualité qui était toujours contrôlée. D'ailleurs c'est un système très pratique qui simplifie beaucoup la comptabilité et que les paysans comprennent facilement. Les prêts en numéraire ont été faits à 9 %, taux bien minime pour des cultivateurs habitués à payer l'argent à un taux triple ou quadruple. Bienfait d'autant plus sensible que le syndicat ne demande ni hypothèque, ni cautionnement réel, mais se contente de la signature d'un garant.

En dehors de l'activité déployée pour la gestion des affaires sociales, le Conseil de ce syndicat s'est vivement intéressé au bien-être général de la localité en déléguant en permanence deux de ses membres pour prêter leur concours aux délégués du Gouvernement qui dirigeaient la lutte contre le ver du coton. De même, pendant la période des irrigations, les membres du Conseil se sont prodigués à démontrer aux membres du syndicat les inconvénients d'un arrosage trop abondant qui nuisait à la fibre du coton et provoquait des plaintes de la part des filateurs.

Le mouvement coopératif continua à se développer lentement. Toutefois il ne s'est développé que dans six moudiries et spécialement dans celles de Dakahlieh et de Gharbieh, comme le montre le tableau ci-après, donnant la statistique des syndicats agricoles, moudirieh par moudirieh, depuis 1910 jusqu'à 1923 :

Année	Dakhia	Charkia	Menoufia	Behéra	Guiza	Gharbia	Total
1910	4	—	—	—	1	3	5
1911	2	—	—	—	1	5	8
1912	3	—	—	—	2	7	12
1913	7	4	—	1	1	7	20
1914	12	5	—	1	2	13	33
1915	11	—	—	1	2	9	23
1916	10	1	10	1	1	7	30
1917	11	1	1	1	1	4	19
1918	11	—	1	1	1	4	18
1919	10	—	2	1	1	3	17
1920	10	—	2	1	—	3	16
1921	9	—	1	1	—	2	13
1922	10	—	—	1	—	2	13
1923	10	—	—	1	1	2	14

Le Gouvernement lui-même s'occupa de ce mouvement en appelant, en 1911, M. Joseph Ribet, inspecteur général du crédit mutuel agricole au Ministère de l'Agriculture en France, pour étudier la question. Celui-ci présenta un long rapport sur la question le 15 mars 1912. Un projet de loi fut alors élaboré et soumis, en 1914, à l'Assemblée législative égyptienne qui l'a voté après de vives discussions et après y avoir introduit plusieurs amendements importants, mais il a été sursis à sa promulgation à la suite de certaines circonstances, notamment de la proclamation de la Grande Guerre.

Parmi les nombreux syndicats fondés, plusieurs n'ont eu qu'une existence purement nominale ; certains ne faisaient que des achats et ventes de produits agricoles, pas de prêts, et d'autres avaient abandonné certains principes de la mutualité. Les résultats obtenus étaient peu encourageants,

mais les initiateurs continuaient néanmoins à s'y intéresser et réclamaient pour eux l'aide de l'Etat et un statut légal.

Pour faire face à leurs opérations, les syndicats ont dû recourir à des emprunts. La plupart leur ont été fournis par la *National Bank of Egypt* au taux modéré de 6 % et une faible partie par l'*Agricultural Bank of Egypt*. Ces emprunts furent régulièrement remboursés à leurs échéances et jamais un solde ne fut rapporté d'une année à l'autre. Cette ponctualité a été singulièrement facilitée par l'exactitude avec laquelle les membres des syndicats s'acquittèrent eux-mêmes de leurs engagements, tant pour les ventes à terme que pour les prêts en numéraire, dont le remboursement a été toujours effectué à l'échéance ; beaucoup de membres ont même payé avant terme, ce qui étonne de la part du fellah qu'on accuse d'ignorer ce qu'est une échéance ou un engagement. Cela s'explique avant tout par ce fait, que les prêts des syndicats sont des prêts productifs dont l'emploi est contrôlé et que l'avance est faite jusqu'après la récolte. Celle-ci a lieu au su et au vu de tous les membres du syndicat qui tous ont un intérêt égal à ce que le débiteur s'exécute. Une fois la récolte vendue, les rappels, les exhortations deviennent pressants, l'entourage exerce une pression tout amicale et le débiteur se fait un point d'honneur de s'exécuter, quels que soient ses engagements par ailleurs, sans papier timbré, ni citation en justice.

SECTION II

Les Sociétés Coopératives Agricoles

Après une longue léthargie, ce n'est qu'en 1923 que la question de la réglementation légale des Sociétés coopératives

fut de nouveau remise sur le tapis et confiée au Conseil économique qui institua une sous-commission pour examiner l'ancien projet sur les coopératives élaboré avant la guerre, y introduire, s'il y avait lieu, certains amendements, sans toutefois toucher aux principes fondamentaux adoptés par l'Assemblée législative et pour le promulguer dans le plus bref délai, en donnant ainsi satisfaction à tous ceux qui réclamaient l'intervention de l'Etat en faveur du mouvement coopératif en Egypte.

Cette sous-commission introduisit dans le projet certaines petites modifications pour le rendre plus clair et plus précis et ajouta quelques nouvelles règles concernant certains points qui n'avaient pas été discutés par l'Assemblée législative. Et ainsi est entrée en vigueur, le 19 juillet 1923, la loi qui a réglementé, pour la première fois, les Sociétés coopératives agricoles en Egypte.

A peine promulguée, cette loi fut l'objet de vives critiques. Le Docteur I. Levi, qui a contribué à son élaboration, lui reprochait, dans une critique parue en janvier 1925 dans « *L'Egypte Contemporaine* », revue publiée par la Société Royale d'Economie politique, de Législation et de Statistique, de n'avoir pas cherché à encourager le mouvement coopératif, ni même à le guider, mais d'avoir seulement voulu manifester une certaine tolérance à son égard, et surtout de le tenir sans contrôle. Il trouvait que le travail préparatoire avait été bâclé.

Nous n'allons pas étudier cette loi qui n'a eu qu'un règne éphémère de quatre ans. Désirant réglementer les Sociétés coopératives d'une façon complète et définitive, le Gouvernement constitua, dès juillet 1926, une Commission consultative avec mission de préparer un projet de loi sur cette ques-

tion qui, après son vote par le Parlement, devint la loi N° 23 de 1927.

Divisée en 12 chapitres et 110 articles, cette loi traite des Sociétés coopératives égyptiennes en général et non pas seulement des coopératives agricoles, comme le faisait la loi de 1923 qu'elle a abrogée, ainsi que l'indique la définition générale qu'elle donne dans son article premier des Sociétés coopératives égyptiennes. Ce sont celles qui, constituées en conformité des dispositions de la présente loi, ont pour objet d'améliorer la situation matérielle de leurs associés en matière de production, d'achat, de vente, de crédit, d'assurance, d'exploitation des terres, de travaux d'irrigation et de drainage, de construction d'habitations à bon marché ou en d'autres matières similaires, par l'association de leurs efforts et en s'inspirant des principes de la coopération. Elle a soin d'ajouter qu'une Société coopérative peut avoir seulement un ou plusieurs de ces objets.

Avant d'étudier cette loi dans ses grandes lignes, passons en revue le contenu de chaque chapitre.

Le chapitre premier renferme les dispositions générales (art. 1 à 8).

Le chapitre II impose certaines formalités à remplir pour fonder une Société coopérative et édicte certaines règles, non seulement dans un but de publicité, mais aussi pour assurer la régularité des opérations constitutives. Ces formalités consistent en la rédaction d'un acte préliminaire de fondation et l'établissement d'un projet des statuts, qui doivent être adressés en double exemplaire au Service des coopératives, revêtus des signatures dûment légalisées de tous les fondateurs en vue de l'enregistrement de la Société. Les statuts doivent être établis en conformité de la présente loi

et donner obligatoirement toutes les précisions nécessaires (art. 9 à 21).

Le chapitre III traite de la composition et des attributions du Conseil Supérieur des Coopératives, qui a pour mission d'examiner les directives d'ordre général concernant le mouvement coopératif. Il est présidé par le Ministre de l'Agriculture, aidé de 24 membres, dont 8 élus parmi les membres des Sociétés coopératives centrales (art. 22 à 24).

Le chapitre IV parle de l'émission des actions et de la constitution d'un fonds de réserve qui doit atteindre le quart du capital « actions » versé (art. 25 à 31).

Le chapitre V traite spécialement des règles relatives aux conditions des prêts, emprunts et dépôts consentis par les coopératives ayant pour objet d'effectuer des opérations de crédit ou d'acceptations de dépôts, et intéresse plus particulièrement notre sujet. Mais ces Sociétés n'en sont pas moins constituées d'après les règles posées dans les autres chapitres (art. 32 à 43).

Le chapitre VI énumère les différents avantages accordés aux coopératives, les conditions qu'il faut remplir pour en devenir membre et les causes de perte de la qualité d'associé (art. 44 à 57).

Les chapitres VII, VIII et IX traitent respectivement de l'administration des Sociétés coopératives (art. 58 à 79) ; de l'inspection et du contrôle de la comptabilité (art. 80 à 83) ; de la dissolution des Sociétés coopératives et de leur liquidation (art. 84 à 95).

Le chapitre X parle des Sociétés coopératives centrales et des Unions coopératives (art. 96 à 104).

Le chapitre XI contient des dispositions pénales (art. 105 à 107) et le chapitre XII et dernier les dispositions finales et transitoires (art. 108 à 110).

Ce rapide exposé terminé, examinons brièvement les principales dispositions de cette loi.

Une Société coopérative est formée d'un nombre variable de membres qui ne peut toutefois être inférieur à dix, avec siège social dans la localité où se trouve le centre de ses opérations. Elle ne peut étendre ses opérations au profit de tiers non associés que par voie accessoire, dans les limites fixées par les statuts et pour mieux assurer les intérêts des associés.

Quant aux opérations de prêts, elles ne peuvent dans aucun cas être étendues à d'autres qu'aux associés.

Les Sociétés coopératives, même celles de crédit, peuvent adopter au point de vue de l'étendue de la responsabilité de leurs associés, l'une des deux formes suivantes :

1° La responsabilité limitée, où la responsabilité des associés est limitée au montant de leurs actions dans les statuts de la Société ;

2° La responsabilité illimitée où les associés sont solidairement responsables de tous les engagements de la Société qui doit en faire mention dans sa dénomination.

Seules, les Sociétés à responsabilité illimitée peuvent être constituées sans capital.

Le capital des Sociétés coopératives à responsabilité limitée est variable. Il peut être représenté, soit par des cotisations, soit par des apports, soit par des actions. L'émission d'actions au-dessus ou au-dessous de la valeur nominale des actions originaires est interdite.

La valeur des actions devra être indiquée dans les statuts ; elle ne pourra être inférieure à une demi-livre égyptienne, ni supérieure à deux livres. Si la valeur de l'action est fixée à une demi-livre, elle devra être intégralement versée au moment de la souscription. Si elle est supérieure à ce montant, une somme d'une demi-livre, au moins, devra être versée au moment de la souscription, le reste pouvant être libéré ultérieurement en un ou plusieurs versements.

Aucun dividende, ni aucun boni ne peuvent être payés à un associé tant qu'il n'a pas libéré entièrement ses actions. Ce qui lui revient est imputé en déduction des sommes encore dues.

Chaque associé n'a qu'une voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède ; c'est l'adoption de la formule coopérative anglo-saxonne : *one man, one vote*, ce qui veut dire : un homme, une voix, et aucun associé ne peut posséder des actions d'un montant global supérieur au cinquième du capital social ; mais la souscription d'une seule action suffit pour être admis comme associé. Les actions sont toujours nominatives et indivisibles. Elles sont insaisissables sauf pour dette envers la Société.

Pour devenir membre d'une Société coopérative, il faut être de nationalité égyptienne, résider ou avoir le centre de ses affaires dans la localité où la Société exerce son activité, avoir un casier judiciaire vierge et adhérer par écrit aux statuts ; pour faire partie d'une Société coopérative agricole, il faut en plus être cultivateur ou exercer un travail quelconque se rattachant à l'agriculture.

On perd la qualité d'associé par décès, démission ou exclusion par décision de l'Assemblée générale, mais on reste responsable envers les tiers pendant deux années, à partir de

la sortie de la Société ou du décès, pour toutes les affaires conclues à cette date.

L'associé démissionnaire ne peut pas demander le remboursement de ses actions, mais il a la faculté de les céder à un tiers à condition que cette cession soit approuvée par le Conseil d'administration.

Pour encourager la création des Sociétés coopératives, le Gouvernement les exonère, lors de leur fondation, de tous droits fiscaux, des droits de douane sur les instruments et machines de premier établissement importés pendant les deux premières années, et leur accorde en même temps une réduction de 25 % sur le prix de leur transport en chemin de fer.

L'administration des Sociétés coopératives est confiée à un Conseil d'administration qui gère les affaires de la Société et un Comité de surveillance qui a pour mission de veiller au fonctionnement régulier de leurs opérations. Ils sont composés chacun de trois membres au moins, élus parmi les associés par l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration représente la Société en justice dans tous ses droits et obligations et accomplit tous les actes qui rentrent dans l'activité de la Société et qui ne demandent pas, par une clause spéciale des statuts, l'approbation de l'Assemblée générale.

Cette Assemblée doit obligatoirement se réunir une fois par an pour approuver le compte définitif de l'exercice financier et le compte des profits et pertes, dressés et arrêtés par le Conseil d'administration et soumis à l'examen du Comité de surveillance et du Censeur, qui n'est à l'heure actuelle qu'un fonctionnaire du Service des coopératives en attendant la création des Unions des coopératives dont il sera parlé plus loin et qui pourvoiront à sa nomination.

Sur les bénéfices, il est permis au moins 25 % pour constituer le fonds de réserve, pourcentage qui pourra être réduit jusqu'à 12 1/2 %, lorsque ce fonds aura atteint la moitié du capital social versé. Dans les sociétés sans capital et à responsabilité limitée, ce pourcentage ne doit pas être inférieur à 75 % des bénéfices nets.

Quand la part de la réserve est faite, le surplus peut servir au premier lieu à payer aux associés propriétaires d'actions, l'intérêt fixé par les statuts et dont le taux ne doit pas dépasser 5 %. Après quoi, une partie des bénéfices est réservée pour le développement des affaires de la Société, et se trouve la Société au double point de vue matériel et moral et le reste est distribué aux associés à titre de boni au prorata des affaires traitées par chacun d'eux avec la Société.

Dans les types de sociétés imposés par le Code de Commerce, toute Société coopérative doit avoir un organe des associés : le Conseil d'Administration doit en élire un d'entre eux au-delà de la majorité des associés, ou il doit élire, au même temps qu'un autre des membres de l'exécution approuvés par l'Assemblée générale, ou former un conseil d'administration.

Pour empêcher les Sociétés coopératives de servir à leur but, la loi leur interdit, sous peine de dissolution par décret de justice, de s'occuper de questions politiques ou religieuses ou de refuser assistance ou appui, directement ou indirectement, aux partis politiques.

La dissolution d'une Société coopérative peut être prononcée par son Assemblée générale, qui élit une ou plusieurs liquidateurs.

Quand la liquidation est terminée, les liquidateurs rendent les comptes définitifs et les soumettent à l'approbation des

censeurs, puis les communiquent au Service des coopératives pour être publiés.

Pour empêcher que les membres d'une Société, ayant une forte réserve, n'en provoquent la dissolution pour se la partager, la loi défend aux associés de toucher plus que le montant effectivement versé sur leurs actions, le restant devant être déposé à la Banque de la Société, en vue de la création d'une nouvelle Société coopérative dans la même localité ou au profit de toute œuvre d'intérêt public mentionnée dans les statuts.

La loi prévoit également la fondation de Sociétés coopératives centrales qui doivent être formées au moins par dix Sociétés coopératives et peuvent également accepter comme associés des individus remplissant les conditions nécessaires pour être membres d'une Société coopérative. Elles auront pour objet, soit d'effectuer en gros les opérations que chacune des Sociétés affiliées effectue pour son compte, soit de faciliter les moyens de procurer à ces Sociétés la réalisation de ces opérations, soit de leur procurer les produits que les dites sociétés consomment elles-mêmes.

Les actions de ces Sociétés doivent être intégralement libérées dès leur souscription et leur valeur pourra dépasser deux livres égyptiennes. De même leurs statuts peuvent stipuler que les Sociétés coopératives faisant partie des Centrales auront droit à plus d'une voix aux Assemblées générales. A part cela, elles sont régies par toutes les autres dispositions de la présente loi.

Les Sociétés coopératives et les Sociétés coopératives centrales peuvent former entre elles, en se réunissant à dix au minimum, des unions qui auront pour objet de procéder, dans les Sociétés membres de l'Union, aux deux opérations

de l'inspection de leurs opérations et de la vérification, assumées jusqu'à ce jour, par le Service des coopératives du Ministère de l'Agriculture.

Des peines, consistant en amendes et même en emprisonnement, sont prévues pour les fondateurs, les membres du Conseil d'administration et du Comité de surveillance, les directeurs, inspecteurs, censeurs et liquidateurs qui, dans leurs actes, comptes ou rapports, enfreindront les dispositions de la présente loi ou auront distribué des intérêts ou bonis fictifs.

Nous nous étendrons plus longuement sur les dispositions concernant les prêts, qui intéressent plus particulièrement notre sujet.

Les Sociétés coopératives ne peuvent consentir des prêts et avances qu'à leurs associés en vertu de contrats dans lesquels seront indiqués leur but et leur durée. Ces prêts doivent être entièrement affectés à des buts productifs rentrant dans le cadre des opérations que la Société traite et en tenant compte des besoins de l'emprunteur et de sa solvabilité.

Au cas où le montant emprunté serait utilisé pour d'autres buts que ceux pour lesquels il a été consenti, le Conseil d'administration a le droit d'exiger, immédiatement et sans sommation, le remboursement du prêt.

Cette prescription a été édictée pour empêcher le fellah d'utiliser les fonds obtenus à des opérations autres que celles qu'il a indiquées en faisant sa demande d'emprunt et qui seraient peut-être improductives ou hasardeuses et ne lui feraient pas retrouver les sommes qu'il y a consacrées, et pour lui permettre ainsi de se libérer facilement.

Les prêts consentis peuvent être de courte durée ou de durée moyenne.

Les prêts de courte durée sont consentis pour la période de temps nécessaire à l'achèvement de l'opération en vue de laquelle ils sont accordés. Leur durée ne peut toutefois dépasser douze mois, ni être prorogée tant que l'emprunteur n'aura pas remboursé au moins la moitié de sa dette, sans nouvelle prorogation pour quelque cause que ce soit.

Les prêts de durée moyenne, remboursables obligatoirement par annuités, sont consentis pour une durée fixée en rapport avec celle de l'opération en vue de laquelle le prêt est accordé et ne doivent en aucun cas dépasser cinq ans.

Le législateur égyptien s'est contenté de réglementer la durée de ces deux catégories de prêts, sans se soucier de les définir.

Les premiers sont les plus nombreux et permettent à l'agriculteur de payer les dépenses courantes d'exploitation qui consistent en achats d'engrais, de semences sélectionnées, en frais de culture et de récolte. Ce sont ceux qu'on appelle « prêts de campagne » et qui constituent l'opération type des coopératives de crédit agricole.

Les seconds, beaucoup moins nombreux, servent principalement à l'achat des animaux et à l'acquisition du matériel nécessaire à l'agriculture et à l'irrigation. La loi elle-même en limite le nombre, en édictant que le montant total des prêts de durée moyenne ne pourra dépasser le dixième des fonds affectés annuellement aux prêts par les Sociétés, sauf pour celles qui ont précisément pour objet de consentir des prêts de durée moyenne.

Pour garantir le remboursement des prêts de courte durée et en l'absence d'un privilège légal qui les protégerait, la loi

impose aux coopératives d'exiger de leurs emprunteurs l'une des trois garanties suivantes :

1° La caution personnelle d'un ou de plusieurs garants solvables, associés ou non de la Société.

Cette garantie est la seule utilisée, les membres se cautionnant réciproquement deux par deux.

2° La remise en gage d'effets de commerce, de titres admis par le Gouvernement ou autres objets de valeur et biens mobiliers.

3° Une hypothèque ou un gage immobilier.

Dans les deux derniers cas, le montant du prêt ne peut excéder 60 % de la valeur du dépôt ou du bien hypothéqué.

Ces deux dernières garanties ne sont guère utilisées : l'hypothèque serait, par ses frais, très coûteuse pour un emprunt de courte durée et le gage est superflu, le fellah ne possédant d'ordinaire aucun des objets énumérés pour le constituer, tandis que le gage sans dessaisissement est inconnu de la législation égyptienne.

De même, en garantie des prêts de durée moyenne, il faut fournir, soit une hypothèque de premier rang, soit un gage immobilier sur des biens libres de toutes charges, soit des titres financiers de premier ordre.

A cause de la plus grande durée de ces prêts, une caution ne suffit plus, toutefois le législateur s'est montré particulièrement sévère en exigeant une hypothèque en premier rang. Une hypothèque en second rang, très souvent, peut être une garantie sérieuse, si la première n'absorbe qu'une faible partie de la valeur du bien hypothéqué.

La loi laisse pleine liberté à l'Assemblée générale de chaque coopérative de fixer chaque année la limite maximum

(la loi dit à tort maxima) du total des sommes qu'elle pourra consentir à ses membres à titre de prêts et avances au cours de l'année, et le maximum de la somme que la Société pourra avancer à un même associé soit en un seul, soit en plusieurs versements. De même, elle pourra fixer la limite maximum du total des sommes que la Société pourra emprunter ou accepter à titre de dépôt.

Ces sommes sont indispensables à une coopérative de crédit pour exercer son activité. Ce n'est guère le capital minime, augmenté des faibles réserves, qui peut alimenter la caisse des prêts ; il peut, tout au plus, servir de garantie contre les emprunteurs défaillants. Ce sont surtout les emprunts et les dépôts qui forment les principales ressources.

La loi autorise les coopératives de crédit à recevoir des dépôts fixes ou à vue, soit des associés, soit d'autres personnes, mais elle spécifie que les dépôts à vue ne doivent pas être productifs d'intérêts, contrairement aux dépôts à échéance fixe qui peuvent en produire.

Elle interdit de disposer des fonds provenant des dépôts libres, mais elle l'autorise pour les dépôts à échéance fixe dans une proportion de 70 % de leur montant total, pour des placements dont la durée ne doit pas dépasser l'échéance des dépôts.

C'est une ressource inexistante pour les coopératives : les membres, manquant peut-être de confiance, préfèrent garder leurs économies, dans les rares cas où ils en ont.

Le seul moyen qui reste aux coopératives de se procurer les fonds dont elles ont besoin, consiste à recourir aux emprunts. L'Etat met à leur disposition des sommes importantes. Dans sa sollicitude envers tout ce qui touche à

l'agriculture, il a constitué en 1929 une réserve spéciale, sous le nom de « Réserve agricole », d'un montant de quatre millions et l'a portée à huit millions en 1930, pour être consacrée exclusivement aux avances à consentir aux cultivateurs, à l'aide à fournir aux Sociétés coopératives agricoles et aux mesures que le Gouvernement croira devoir prendre dans les crises économiques affectant les produits agricoles.

Par une disposition spéciale, la loi fixe que le taux moyen des prêts ne pourra dépasser celui des emprunts de plus de 3 % pour les prêts de courte durée et de 2 % pour les prêts de durée moyenne ; cependant, un autre décret-loi de 1929, ayant pour objet de réglementer les avances consenties sur la Réserve agricole, a établi un taux de 5 % pour les cultivateurs et de 3 % pour les Sociétés coopératives, en leur imposant de ne pas consentir sur ces fonds des prêts à leurs membres à un taux supérieur à 4 %. De plus les membres emprunteurs seront solidairement responsables avec leurs coopératives des avances, sans préjudice, pour leurs produits, du privilège qu'a établi le décret-loi.

Ce privilège bénéficie du même rang que celui établi par l'alinéa 4 de l'art. 601 du code civil indigène ainsi conçu : « Sont privilégiées les créances suivantes : (1° à 3° *omissis*) 4° les sommes dues pour les frais de récolte de l'année, et celles dues pour les semences qui ont produit la récolte, qui seront payées dans l'ordre indiqué au présent alinéa, après les créances précédentes, sur le prix de vente de la dite récolte ».

Par une disposition formelle, la loi stipule que les sommes avancées par le Gouvernement, tant pour l'achat d'engrais

ou semences que pour les frais de culture ou de récolte, seront considérées de plein droit, comme ayant été effectivement dépensées à ces fins, toute preuve contraire n'étant pas admise.

Ces avances pourront être faites, soit directement par le Ministère des Finances, soit par l'entremise des banques, aux cultivateurs qui se fournissent exclusivement auprès du Gouvernement des semences et engrais dont ils ont besoin, qu'ils soient détenteurs de leurs terres par voie de propriété ou par voie de fermage.

Elles sont faites pour les besoins des cultures du coton, du riz et du blé ; toutefois la loi autorise le Conseil des Ministres, par simple décision, à y ajouter des nouvelles cultures.

D'autre part, aucune avance ne peut être consentie sur plus de dix feddans cultivés ou à cultiver de l'une de ces cultures, mais à condition que la superficie dont dispose le cultivateur ne dépasse pas trente feddans, détenus par voie de propriété ou par voie de fermage, et aucun cultivateur ne peut obtenir, au cours d'une seule année agricole, plus de deux avances pour deux de ces cultures.

Par esprit d'économie et de célérité, la loi dispose que toutes ces avances, à l'instar des impôts, seront recouvrées par les voies administratives.

Le montant des avances agricoles et les prix des graines de coton et des engrais dus à l'Etat par les cultivateurs, en 1931, se sont élevés à presque deux millions de livres égyptiennes, mais, par une mesure de faveur et pour venir en aide aux agriculteurs, le Gouvernement a échelonné sur cinq années les prêts agricoles qui venaient à échéance le 31 décembre 1931.

Malgré tous les avantages qu'a retirés l'agriculture de cette floraison de lois promulguées pour lui venir en aide et spécialement de la récente réglementation des Sociétés coopératives, il est indispensable, pour que les coopératives agricoles puissent rendre tous les services qu'on est en droit d'attendre d'elles, de faire appel à toutes les bonnes volontés, de rechercher tous les concours. Il ne suffit pas que le législateur ait mis à la portée des coopératives toutes les ressources qui leur sont nécessaires, il faut encore que ces Sociétés soient vulgarisées et appréciées des cultivateurs.

Ce rôle n'incombe pas uniquement à l'Etat, mais tous les amis de l'agriculture doivent y contribuer de leur mieux par la voie de la presse et l'organe de la parole ; ils n'auront le droit de se reposer qu'après que toutes les localités d'Egypte seront dotées de leurs coopératives.

Il est également indispensable que, dans les diverses parties de l'Egypte, des hommes de dévouement prennent à cœur d'expliquer aux cultivateurs les immenses avantages qu'ils peuvent retirer de ces Sociétés. Les professeurs des villages peuvent rendre les plus grands services pour cette vulgarisation ; il suffirait d'éditer des brochures à leur intention, qui expliquent tous les rouages des coopératives et les avantages qu'elles procurent et les charger de faire la propagande nécessaire.

C'est actuellement aux cultivateurs qu'il appartient de profiter de ces institutions et de se servir des ressources mises à leur disposition.

Or, il est certain qu'un mouvement sérieux commence à se dessiner et que les coopératives prennent d'année en année, une extension de nature à encourager ceux qui veulent favoriser leur développement, comme le montre le

tableau ci-après donnant l'évolution de la coopération en Egypte depuis 1925 jusqu'à ce jour.

Année	Nombre de sociétés	Nombre de membres	Capital versé	Réserves
1925	139	10.673	35.404	—
1926	150	11.433	40.578	694
1927	147	12.289	46.465	3.997
1928	162	14.176	56.067	7.459
1929	217	22.336	80.985	9.558
1930	514	48.317	143.130	13.222
1931	539	53.441	154.243	19.175
1932	559	54.973	158.382	26.265
1933	587	57.568	163.394	29.669
1934	643	60.000 environ	170.000 environ	34.000 environ
1935	703	71.000 »	198.000 »	41.000 »

Cette progression lente, mais continue, est la meilleure récompense pour tous les militants de la coopération en Egypte.

Il serait injuste de terminer ce chapitre en passant sous silence les travaux innombrables et variés auxquels se consacre, depuis près de quarante ans, la Société Royale d'Agriculture.

Fondée le 22 avril 1898 par le très regretté sultan Hussein Kamel I^{er}, alors qu'il était prince, elle a pour but l'amélioration de l'agriculture du pays par tous les moyens utiles et légaux.

Largement subventionnée par l'Etat, elle a rempli pendant quelques années le rôle de Ministère de l'Agriculture, alors inexistant. Outre des laboratoires de chimie et d'entomologie où elle entreprend des études sur les engrais chimiques, l'amendement des terres arables et les insectes parasites, elle possède des branches locales ou « délégations »

tions », instituées au chef-lieu de chaque province, qui secondent ses efforts et s'occupent de la distribution des engrais et des graines de coton. Elle a acquis également des terres agricoles à Mit El Diba, à Bahtim et à El Dokki qu'elle a transformées en fermes d'expériences pour la sélection et le développement des plantes. Elle possède également une section qui s'occupe de l'élevage des bestiaux et des volailles, en vue de l'amélioration de leurs races par des croisements appropriés.

Elle s'efforce de faire connaître le résultat de ses recherches par des conférences, des publications et elle cherche à en faire bénéficier les agriculteurs par tous les moyens. Dans ce but, elle avait publié, jusqu'à la fin 1904, le *Journal of the Khedivial Agricultural Society & the School of Agriculture*, qui dès le début groupa une élite de collaborateurs, puis un annuaire en 1905, 1906 et 1909. Cet annuaire fut lui-même abandonné par suite de l'abstention de l'Ecole d'Agriculture. Un almanach le remplaça en 1916, 1918 et 1920 et disparut à son tour, laissant la place à un mémento, des bulletins et des mémoires dont les séries se poursuivent sans périodicité, au fur et à mesure des besoins.

En dehors de nombreuses expositions locales, elle organise de cinq en cinq ans une grande exposition agricole et industrielle où sont exposés, dans de vastes palais et hangars, tous les produits agricoles et industriels du pays, ainsi que toutes les machines utiles à l'agriculture. La dernière en date a eu lieu de la mi-février à fin mars 1936 et rivalisait avec certaines expositions européennes.

Toujours encouragée par les princes de la famille royale et dirigée par des hommes éminents, elle a répandu l'emploi des engrais chimiques en Egypte et a rendu des services inestimables à l'agriculture égyptienne.

CHAPITRE VI

Le crédit agricole avant 1931

SECTION I

Ses débuts hésitants

La première tentative de crédit agricole en Egypte a été faite par le Gouvernement égyptien.

En 1896, dans le but de combattre l'usure, et par là de venir en aide aux propriétaires agricoles, le Gouvernement décida de prêter dix mille livres égyptiennes aux fellahs. Ceux-ci se précipitèrent sur l'argent qui leur était proposé ; mais ne mirent pas le même empressement à le rendre.

Ensuite fut créée, en 1898, la *National Bank of Egypt*, sous les auspices du Gouvernement.

D'après ses statuts, cette banque avait pour objet, entre autres, de faire des avances aux cultivateurs, avec ou sans gage.

Le Gouvernement, pour l'encourager à remplir le rôle qu'elle s'était assignée, donna l'ordre à ses percepteurs « Sarrafs » de recouvrer, en même temps que les impôts, les sommes dues à la Banque. Il autorisa en outre celle-ci, pour lui permettre de rémunérer ses agents dans les campagnes, de percevoir 1 % en plus du taux maximum de l'intérêt conventionnel, fixé à 9 %.

La *National Bank* prêta, en 1899, une somme de 4.870 livres égyptiennes à 1.580 petits propriétaires de la localité de Belbeis, dans la Charkieh en Basse-Egypte, ce qui donne une moyenne de L. E. 3,082 par prêt. Tout le montant, peut-être sous la menace des sommations du percepteur, fut ponctuellement remboursé à son échéance.

En même temps que ces prêts, qui étaient à court terme et d'un montant maximum de L. E. 20, d'autres à plus longue échéance et d'une valeur plus importante, de dix à deux cents livres, furent faits dans la même région ; c'est ainsi que 26.720 L. E. furent avancées en 870 prêts, remboursables en cinq ans, soit une moyenne de L. E. 30,712 par prêt.

Ces essais, qui profitaient réellement aux petits cultivateurs, ayant en somme réussi, la *National Bank*, sous l'impulsion du Gouvernement, fit des opérations semblables dans d'autres localités et accorda 9.500 prêts pour un montant de 138.000 livres, en 1900, et 15.000 prêts pour une somme de 402.000 livres, en 1901.

Mais comme elle possédait le privilège d'émission des banknotes, beaucoup se demandèrent si une pareille activité était compatible avec le rôle essentiel de la banque, qui était de maintenir une saine circulation fiduciaire. Aussi, pour les tranquilliser, elle abandonna ce genre d'affaires plutôt hasardeuses pour un institut d'émission et contribua dans une large mesure à la fondation de l'*Agricultural Bank of Egypt* qui fut spécialement chargée du crédit agricole.

SECTION II

L'Agricultural Bank of Egypt

L'*Agricultural Bank of Egypt* est une société anonyme, constituée aux termes d'un décret en date du 17 mai 1902, en vertu d'une concession de même date accordée par le Gouvernement Egyptien pour une durée de cinquante ans. Son siège social est au Caire, mais le Conseil d'administration peut créer des agences dans tous les autres points de l'Egypte.

A l'origine, son capital était de deux millions et demi de livres sterling formé, pour une moitié, par 248.000 actions ordinaires de Lst. 5 chacune et 2.000 parts de fondateur (deferred shares) de Lst. 5 chacune et, pour l'autre moitié, par 125.000 actions privilégiées (preferred shares) 4 % de Lst. 10 chacune. Sur ces 248.000 actions ordinaire, la *National Bank* en a souscrit 80.000. Sir Ernest Cassel, qui avait contribué à la création de la *National Bank*, 110.000.

Aussi l'administration de la banque fut-elle confiée à un Conseil composé du Gouverneur de la *National Bank of Egypt*, comme Président, et de sept membres, dont trois furent choisis parmi les administrateurs de cette banque. La *National Bank* fut également intéressée dans ses bénéfices à titre de rémunération convenue pour l'expédition de ses opérations financières.

Le Gouvernement a trouvé dans cet établissement une solution au problème du Crédit agricole si nécessaire en Egypte.

Aussi, pour favoriser le nouvel établissement, il s'est engagé à garantir un bénéfice net de 3 % du capital investi

en prêts aux fellahs, en versant à la banque, en cas d'insuffisance de la réserve, au plus tard le 15 février de chaque année, le solde de la somme nécessaire pour attribuer 3 % au capital ainsi employé. Comme il ne rentrait dans ce compte que les sommes échues et effectivement encaissées au cours de l'exercice, les prêts ou termes échus et non recouvrés durant l'exercice et qui venaient à être encaissés dans les exercices suivants, devaient être versés au Gouvernement jusqu'à concurrence de la subvention par lui payée.

Le recouvrement, en principal et accessoires, des prêts dont le capital ne dépasse pas cent livres égyptiennes a été confié aux sarrafs des villages (percepteurs), qui reçoivent de la Société une commission d'un demi pour cent sur toute somme recouvrée. Cette prime encouragea les sarrafs à mettre plus de zèle à recouvrer en premier lieu les créances de la banque. La perception des impôts en pâtit quelquefois. Outre cette rémunération, la banque devait verser au Ministère des Finances les frais du personnel spécialement employé pour le service des prêts.

Un droit de contrôle était la contre-partie naturelle de ces avantages : aussi le Ministère des Finances s'est attribué le droit de déléguer deux commissaires pour représenter le Gouvernement auprès de la banque, dont l'un en la personne du contrôleur des Contributions directes ou du fonctionnaire qui le remplace et l'autre en la personne de l'un des deux commissaires délégués par le Gouvernement auprès de la *National Bank of Egypt*. Ils ont pour mission la stricte observation des statuts de l'*Agricultural Bank of Egypt* et peuvent, en tout temps, examiner les comptes de la Banque. Ils peuvent également assister aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative et, en cas d'infrac-

tion aux statuts de la banque, ils présentent leurs observations écrites au Conseil et, si elles ne sont pas prises en considération, ils doivent faire immédiatement un rapport au Ministre des Finances.

L'*Agricultural Bank* a pour seul objet de faire des avances aux petits cultivateurs. Lors de sa constitution, elle accordait :

1° Des avances ne dépassant pas chacune la somme de L. E. 500 et recouvrables en 20 ans $\frac{1}{2}$ au plus tard, garanties par première hypothèque sur des terres d'une valeur au moins double du montant de l'avance.

2° Des avances ne dépassant pas chacune la somme de L. E. 20 et recouvrables en quinze mois au plus.

L'intérêt des unes et des autres ne devait pas être supérieur à 9 %.

Les agriculteurs peu habitués à des taux pareils vinrent en masse aux guichets de l'*Agricultural Bank* qui leur accordait des prêts à partir de la modique somme d'une demi-livre égyptienne.

Aussi ses affaires prirent immédiatement une extension énorme et il lui était dû à la fin de 1902, après un peu plus de sept mois d'activité, une somme de L. E. 1.208.000 répartie en 46.572 prêts ;

A la fin de 1903, une somme de L. E. 2.186.746 répartie en 78.911 prêts ;

A la fin de 1904, une somme de L. E. 4.006.000 répartie en 134.207 prêts.

Devant ce développement imprévu des affaires, il a été résolu dans une assemblée générale des actionnaires, tenue le 18 mai 1905, de porter le capital social à Lst. 3.740.000 par l'émission de 248.000 nouvelles actions ordinaires de Lst. 5 chacune, qui furent souscrites par les porteurs d'actions anciennes, et d'augmenter le capital-obligations en le portant de Lst. 2.500.000 à Lst. 6.570.000, dont Lst. 4.220.000 avec la garantie directe du Gouvernement Egyptien.

En compensation de cette garantie, la Banque s'engagea, au cas où, à la fin d'un exercice, les avances en cours atteindraient un capital de sept millions de livres, à ne pas dépasser, à partir du premier jour de l'exercice suivant, 8 % par an comme taux maximum de l'intérêt, tant pour les nouvelles avances que pour celles en cours.

Ses opérations continuèrent à s'étendre de plus en plus et les prêts existants étaient à la fin de l'exercice

1905 au nombre de 185.530 pour L. E. 5.913.509 dont 21.829 sur signature ;

1906 au nombre de 228.060 pour plus de L. E. 7 millions dont 15.175 sur signature ;

1907 au nombre de 212.981 pour plus de L. E. 8 millions dont 5.082 sur signature.

Ces prêts sur signature constituaient bien du crédit personnel aux fellahs, mais leur chiffre global était relativement faible.

L'institution de cet établissement, qui a organisé des avances à la classe des petits emprunteurs, a eu pour premier effet de transformer sous forme hypothécaire nombre

de créances chirographaires appartenant à des usuriers. Par la modicité du chiffre de ses avances et le grand nombre de ses agences, la banque a attiré forcément la clientèle qui allait aux usuriers et a porté ainsi un coup fatal à l'usure.

A part le premier exercice, qui s'est étendu sur une période de plus de dix-neuf mois et ne s'est clôturé que le 31 décembre 1903, l'exercice, d'après les statuts originaux, devait se clore avec l'année civile, mais comme le gros des annuités venait à échéance en octobre et novembre, et afin de remédier aux inconvénients résultant d'un intervalle aussi court entre la date de ces échéances et la clôture du bilan, il fut décidé qu'il serait désormais clôturé le 31 janvier au lieu du 31 décembre, de façon que les encaissements effectués pendant le mois de janvier, qui devient le dernier mois de l'exercice, puissent être compris dans les sommes à distribuer pour cet exercice. A cette fin, l'exercice 1909 a été clôturé le 31 janvier 1910 et s'est étendu ainsi sur treize mois.

Le fellah fut, en règle générale, assez ponctuel à rembourser ce qu'il devait à l'*Agricultural Bank of Egypt*, comme le montre le tableau ci-contre, donnant le pourcentage des recouvrements, exercice par exercice. Il constitue le baromètre de la situation agricole de l'Egypte pendant cette longue période. Une récolte abondante, des prix élevés faisaient immédiatement hausser le pourcentage des recouvrements ; au contraire, une récolte déficitaire, des mauvais prix amenaient irrévocablement une baisse.

EXERCICE	Recouvrements sur annuités			Recouvrements sur arriérés		
	Annuités venues à échéance L. E.	Recouvrements durant l'exercice L. E.	Pourcentage des recouvrements	Arriérés reportés L. E.	Recouvrements durant l'exercice L. E.	Pourcentage des recouvrements
1904	917.942	890.224	97,0	6.967	5.333	76,5
1905	1 415.547	1 320.914	93,3	29.352	26.236	89,4
1906	1.740.117	1 685.795	96,9	97.728	89.395	91,4
1907	1.855.751	1.742.623	93,9	62.666	50.188	79,9
1908	1.886.046	1.622.288	86,0	125.676	93.293	74,2
1909-10	1.804.141	1.484.733	82,3	296.141	198.663	67,0
1910-11	1.750.616	1.420.811	81,2	416.887	244.110	58,5
1911-12	1.587.634	1.340.076	84,4	502.582	234.420	46,6
1912-13	1.507.841	1.170.485	77,7	515.720	199.742	38,7
1913-14	1.392.255	1.024.499	73,6	653.334	316.263	48,4
1914-15	1.212.087	309.949	25,6	704.977	212.569	30,1
1915-16	1.001.304	742.386	74,2	1.394.546	444.278	31,9
1916-17	820.192	700.421	85,4	1.209.186	511.703	42,3
1917-18	702.019	629.994	89,8	817.254	485.493	59,4
1918-19	628.869	580.467	92,3	403.786	300.862	74,5
1919-20	590.920	552.175	93,4	151.326	102.581	67,7
1920-21	572.726	434.758	76,0	83.724	47.700	56,9
1921-22	630.685	458.352	72,7	172.760	119.481	69,1
1922-23	585.781	403.496	68,9	223.988	175.820	78,5
1923-24	578.934	398.219	68,8	229.203	200.374	87,4
1924-25	558.453	393.451	70,5	207.798	192.873	92,8
1925-26	542.255	350.370	64,6	179.708	166.465	92,6
1926-27	457.294	278.964	61,0	205.006	147.939	85,3
1927-28	427.384	353.075	82,6	205.880	187.510	91,1
1928-29	392.241	355.744	90,7	92.547	87.411	94,4
1929-30	346.484	318.789	92,0	41.594	39.324	94,5
1930-31	277.933	219.083	78,8	29.962	28.164	94,0
1931-32	221.008	134.613	60,9	60.648	42.281	69,7
1932-33	164.578			104.759		

Cela ne veut pas dire que l'*Agricultural Bank* n'a pas été souvent amenée à poursuivre certains de ses clients retardataires. Mais la procédure était lente et les frais disproportionnés avec la valeur du gage. M. G. Blanchard, notre vénéré professeur, cite le cas d'un bien sis dans la province de Fayoum, d'une contenance de 22 kirats 20 sahmes, soit moins qu'un feddan, estimé à L. E. 80, qui a été adjugé en 1912 sur saisie à L. E. 10 avec des frais se montant à L. E. 17,635 m/ms. (1).

Une loi promulguée en 1913 améliora, dans une certaine mesure, la procédure d'expropriation, et des changements introduits dans les tarifs judiciaires réduisirent les frais d'expropriation d'environ 25 %.

De plus, l'éloignement des Tribunaux, où a lieu l'adjudication, obligeait très souvent la Banque à se rendre adjudicataire des petits lots mis en vente, qu'elle revendait plus tard sur les lieux à crédit. Ceci provenait de ce que le Règlement d'organisation judiciaire intervenu entre les Puissances capitulaires et l'Egypte en 1875, n'a établi les Tribunaux de la Réforme, communément appelés Tribunaux Mixtes, que dans trois villes qui sont : Le Caire, Alexandrie et Mansourah actuellement en remplacement de Zagazig, et ainsi, par exemple, un bien situé à Kena en Haute-Egypte doit être mis en vente au Caire, soit à 500 milles de distance.

La défaillance de certains emprunteurs à remplir leurs engagements provenait très souvent de l'usage imprévoyant qu'ils avaient fait de l'argent à eux prêté, en ne l'employant pas dans une opération productive. La Banque, avec ses 250.000 clients, ne pouvait songer à vérifier l'usage qu'on

(1) Voir le N° 15 de « *L'Egypte Contemporaine* » du mois de mai 1913.

comptait faire du montant de l'emprunt, s'il était destiné à augmenter la productivité par l'achat d'instruments aratoires, de semences, d'engrais, de bétail, le creusement d'un canal d'irrigation ou le drainage d'une terre, ou s'il devait servir à une dépense voluptuaire et improductive, telle que les frais d'une fête, d'un mariage, d'une circoncision ou le paiement du rachat du service militaire.

L'activité de l'*Agricultural Bank* ne s'est pas bornée uniquement à des avances aux particuliers. Aux termes d'une modification de ses statuts, approuvée par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 avril 1912, la Banque a obtenu le pouvoir de consentir, avec ou sans hypothèque, à des syndicats agricoles, à des groupes de cultivateurs ou à des Sociétés coopératives de crédit agricole, des avances ne dépassant pas, chacune, la somme de cinq mille livres égyptiennes et remboursables en un an au plus. Le recouvrement, en principal et accessoires, de ces prêts devant être fait par les soins de la Banque.

Par suite du lent développement des syndicats agricoles en Egypte, aucun prêt collectif n'a été fait durant l'exercice 1912-13. Puis nous relevons dans le bilan des exercices :

1913-14, 6 prêts à des syndicats agricoles pour L. E. 6.516 et 40 prêts collectifs pour L. E. 5.048 ;

1915-16, 5 prêts à des syndicats agricoles pour L. E. 3.171 et 32 prêts collectifs pour L. E. 3.249 ;

1916-17, 3 prêts à des syndicats agricoles pour L. E. 1.880 et 6 prêts collectifs pour L. E. 404 ;

1917-18, 2 prêts à des syndicats agricoles pour L. E. 1.046 et 4 prêts collectifs pour L. E. 420 ;

1918-19, 3 prêts à des syndicats agricoles pour L. E. 1.800 et 4 prêts collectifs pour L. E. 405.

A partir de cet exercice les prêts consentis à des syndicats et les prêts collectifs figurent sous une seule rubrique dans les bilans. Nous trouvons pour les trois exercices 1919-20, 1920-21 et 1921-22, respectivement 2, 10 et 1 prêts pour un montant de L. E. 850, 2.350 et 300. Puis, pendant l'exercice 1923-24, a été consenti pour la dernière fois un prêt de L. E. 250. Tous ces prêts ne donnèrent aucun déboire à la Banque et furent ponctuellement remboursés.

Cette activité fut ralentie par l'entrée en vigueur, le 4 juin 1913, de la loi dite des cinq feddans, que nous avons étudiée dans un précédent chapitre et qui n'a pas malheureusement écarté l'*Agricultural Bank* de ses dispositions, le Gouvernement estimant qu'en ce qui concerne les propriétaires de cinq feddans ou moins, il valait mieux leur enlever tout crédit.

Cette nouvelle législation a constitué un revirement radical dans l'ordre d'idées poursuivi par le Gouvernement lors de la création de l'*Agricultural Bank*, celui-ci ayant été fondé, en 1902, sur la demande même du Gouvernement pour consentir des avances aux petits cultivateurs, sous la garantie de leurs propriétés, et les mettre ainsi en mesure d'obtenir du crédit à un taux raisonnable.

Le tableau ci-après, extrait du bilan de l'*Agricultural Bank* de l'exercice 1912-13, montre pour l'année 1911 le nombre des propriétaires fonciers de nationalité égyptienne répartis suivant la superficie de leurs propriétés, et permet de se rendre compte de l'étendue des conséquences résultant de l'application de la nouvelle loi.

Superficie possédée	Nombre de propriétaires	Nombre de feddans
5 feddans et moins	1.292.398	1.376.370
de 5 à 10 feddans	75.615	528.562
de 10 à 20 »	35.801	495.067
de 20 à 30 »	10.861	265.265
de 30 à 50 »	7 921	306.176
au delà de 50 feddans	10.827	1.780.577
Total	1.433.423	4.752.017

La nouvelle loi eut une répercussion immédiate sur les affaires de la Banque comme le démontrent les deux tableaux ci-contre :

Prêts consentis durant l'exercice

EXERCICE	Prêts sur signature			Prêts hypothécaires		
	Nombre	Montant	Moyenne	Nombre	Montant	Moyenne
1903	33.216	222.547	6,70	49.266	1.427.236	28,97
1904	47.753	304.600	6,38	64.350	2.130.267	33,11
1905	47.941	401.745	8,38	58.432	2.462.766	42,15
1906	37.220	326.410	8,77	51.762	3.140.320	60,67
1907	22.594	217.128	9,61	24.487	1.309.075	53,46
1908	26.107	274.907	10,53	17.906	1.525.054	85,17
1909-10	18.552	196.132	10,57	16.656	1.109.949	66,63
1910-11	10.613	111.967	10,55	12.750	918.122	72,01
1911-12	10.917	115.711	10,6	6.140	522.743	85,13
1912-13	9.939	106.746	10,7	13.131	1.132.870	86,3
1913-14	1.221	25.588	20,9	1.054	305.505	289,8
1914-15	792	19.118	24,1	640	231.487	361,7
1915-16	154	3.856	25,	197	68.495	347,7
1916-17	190	3.964	20,6	402	123.129	306,2
1917-18	190	4.936	25,9	341	91.602	268,6
1918-19	130	4.231	32,5	208	59.466	285,8
1919-20	97	2.733	28,1	150	37.009	246,7
1920-21	537	27.424	51,	240	119.023	495,9
1921-22	965	43.574	45,1	1.286	459.210	357,
1922-23	410	10.500	25,6	344	110.120	320,
1923-24	356	9.592	26,9	286	93.005	325,
1924-25	241	7.055	29,3	111	38.200	344,
1925-26	188	5.541	29,4	54	20.080	371,8
1926-27	198	6.288	31,8	81	27.760	342,7
1927-28	145	5.394	37,2	87	28.670	329,5
1928-29	188	5.668	30,1	78	28.410	364,2
1929-30	132	4.197	31,8	48	15.530	323,5
1930-31	99	3.222	32,5	56	18.580	331,8
1931-32	3	200	66,7	7	2.580	368,6

Prêts existants à la fin de l'exercice

EXERCICE	Prêts sur signature			Prêts hypothécaires		
	Nombre	Montant	Moyenne	Nombre	Montant	Moyenne
1908	4 459	47.200	10,6	222.242	8.265.586	37,1
1909-10	6 675	71.515	10,7	231.181	8.065.968	34,8
1910-11	1.572	17.156	10,911	233.927	7.628.753	32,61
1911-12	3.419	36.950	10,807	231.647	6.970.297	30,09
1912-13	3.241	35.422	10,9	232.466	6.841.199	29,3
1913-14	364	8.606	23,6	203.579	6.112.635	30
1914-15	5	192	38,4	159.337	5.491.749	34,4
1915-16	67	1.721	25,6	122.632	4.933.297	40,2
1916-17	60	1.300	21,6	97.395	5.540.779	46,6
1917-18	32	907	28,3	87.903	4.178.567	47,5
1918-19	24	939	39,1	84.413	3.824.347	45,3
1919-20	26	823	31,6	82.388	3.480.679	42,2
1920-21	329	17.981	54,6	80.455	3.246.327	40,3
1921-22	19	1.149	60,5	79.826	3.312.268	41,5
1922-23	98	3.456	35,2	79.109	3.062.286	38,7
1923-24	70	1.999	28,6	78.363	2.789.223	35,6
1924-25	68	2.559	37,6	77.698	2.455.410	31,6
1925-26	63	2.272	36,1	54.580	2.089.413	38,3
1926-27	66	2.531	38,3	47.229	1.805.147	38,2
1927-28	42	2.087	49,7	39.904	1.510.813	37,8
1928-29	73	2.780	38,	30.488	1.210.267	39,7
1929-30	60	2.300	38,3	21.579	932.827	43,2
1930-31	49	1.625	33,2	16.214	722.735	44,6
1931-32	2	180	90,	9.807	544.569	55,5

C'est surtout la partie sud du Delta comprenant les provinces de Menoufieh et Galioubieh, où la densité de la population est forte et les petites propriétés nombreuses — cette région étant spécialement appropriée à la culture du coton par petits lots — qui en pâtit le plus.

Voici les propres termes du bilan de l'exercice 1912-1913 :

« Il existe, dans ces districts, un grand nombre de paysans qui ont emprunté et payé régulièrement leurs échéances ; beaucoup d'entre eux se sont entièrement libérés ou sont près de l'être. C'est là que les restrictions apportées par la nouvelle loi se feront le plus sentir ».

Afin de parer aux conséquences préjudiciables de cet état de choses, le Gouvernement accepta, pour donner plus d'étendue à la sphère d'action de la Banque, l'augmentation, sous certaines conditions, de la limite des avances accordées avec sa garantie et recouvrables par l'entremise de ses sarrafs (percepteurs).

Et ainsi le maximum des prêts hypothécaires a été porté à L. E. 1.000 et celui des prêts sur signature à L. E. 100. En outre, des prêts sur signature peuvent être consentis pour des sommes de L. E. 100 à L. E. 200 avec la garantie du Gouvernement, mais recouvrables par les soins de la Banque.

Toutes ces modifications n'empêchèrent pas la diminution des affaires de la Banque : aussi, dans le but d'avoir un nouveau débouché pour ses disponibilités, elle a acquis une très forte participation dans la *Mortgage Cy of Egypt Ltd*, spécialisée dans le crédit hypothécaire urbain et rural, à qui elle consentait en plus des avances sur ses fonds disponibles. Elle s'est également constituée un portefeuille titres et a consenti, pendant quelques années, des avances

sur valeurs mobilières. Puis à partir de l'exercice 1919-20, elle avança pour plus de 13.000 livres de prêts hypothécaires supérieurs à L. E. 1.000 chaque.

On peut affirmer, à juste raison, que la loi des cinq feddans a sonné le glas du crédit agricole en Egypte.

Jusqu'en 1920, la question du crédit agricole passa au deuxième plan. Ce n'est pas uniquement à cause de l'importance des événements politiques qui se déroulaient et vers lesquels tous les regards étaient tendus, mais aussi parce que le besoin ne s'en faisait pas sentir, par suite de la forte hausse du coton et de tous les produits agricoles.

Puis vinrent des années maigres et le Gouvernement dut accorder en 1921, par l'entremise de l'*Agricultural Bank of Egypt*, des prêts sur signature à des cultivateurs possédant moins de cinq feddans. Ces prêts se sont élevés au nombre de 6.313 pour une somme de L. E. 40.831, remboursable partie en octobre 1921 et partie en juin 1922. De même, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1922, des prêts sur signature ont été accordés aux cultivateurs qui n'avaient pas vendu leur coton, pour leur permettre de faire face à leurs engagements courants et leur éviter la nécessité de disposer de leur coton à un moment défavorable. Le nombre total de ces prêts s'est élevé à 2.400 pour un montant total de L. E. 27.962, remboursable au plus tard en septembre 1923.

Pour soutenir le prix du coton, le Gouvernement intervint également en 1921, 1922, 1923, 1925 et 1926 sur le marché du disponible en achetant des quantités plus ou moins fortes et en 1929 sur le marché des contrats et prit ainsi consignment d'environ trois millions de cantars.

En 1926, le Gouvernement a de nouveau consenti des avances aux agriculteurs par l'entremise des banques en mettant à leur disposition les fonds nécessaires, pour les empêcher de vendre à perte leur récolte cotonnière. Les banques avancèrent une somme de L. E. 737.608 sur 224.401 cantars à 5 ½ %. Il en fut de même en 1928 et 1929.

Après tous ces tâtonnements, le Gouvernement se décida, en 1930, pour assurer aux agriculteurs d'une façon permanente le crédit dont ils ont besoin, à participer à la création de la Banque du Crédit Agricole.

Ce ne sont pas les seules avances faites aux agriculteurs au cours de cette longue période : les banques commerciales leur en ont aussi accordé. Nous lisons dans le discours prononcé par le Gouverneur de la *National Bank of Egypt* à l'Assemblée générale des actionnaires, tenue en 1929, que les effets sur l'Egypte se composent en partie d'effets de commerce, et, en partie, de traites escomptées à des cultivateurs et représentant, en fait, des avances à ces derniers pour les besoins de leur exploitation agricole.

Il en est de même de la *Land Bank of Egypt* qui, en plus des prêts hypothécaires qu'elle accorde aux cultivateurs propriétaires, leur fait des avances, sans affectation hypothécaire, pour les besoins de leurs cultures annuelles, dans les limites des revenus de leurs terres.



DEUXIEME PARTIE

LE CRÉDIT AGRICOLE
DEPUIS SON ORGANISATION



CHAPITRE PREMIER

L'organisation du crédit agricole

La Banque du Crédit Agricole d'Egypte a été fondée suivant un acte préliminaire d'association passé au Caire, le 25 juin 1931, et à Alexandrie, le 29 juin 1931, entre le Gouvernement Egyptien et les principales banques commerciales et hypothécaires opérant dans le pays.

C'est une société anonyme au capital d'un million de livres égyptiennes avec siège social au Caire, constituée pour une durée de 99 ans, à partir du décret royal en date du 25 juillet 1931 qui en sanctionne la constitution. Ce décret a été publié avec l'acte constitutif et les statuts de la Société au Supplément du Journal Officiel du Gouvernement Egyptien du jeudi 6 août 1931.

Le capital social représenté par 250.000 actions de livres égyptiennes quatre chacune, entièrement libérées, a été souscrit de la manière suivante :

Le Gouvernement Egyptien..	125.000	actions pour L. E.	500.000
The National Bank of Egypt..	50.000	»	200.000
Banque Misr.....	25.000	»	100.000
Crédit Foncier Egyptien.....	25.000	»	100.000
Deutsche Orientbank, A. G. ..	5.875	»	23.500
Crédit Lyonnais	2.500	»	10.000
Land Bank of Egypt	2.500	»	10.000
Ottoman Bank	1.250	»	5.000
Banque d'Athènes	1.250	»	5.000
Banque d'Orient	1.250	»	5.000
Comptoir National d'Escompte de Paris	1.250	»	5.000
Banco Italo-Egiziano	1.250	»	5.000
Barclays Bank (Dominion, Co- lonial et Overseas)	1.250	»	5.000

Banque Belge et Internationale en Egypte	1.250	»	5.000
Banca Commerciale Italiana per l'Egitto	1.250	»	5.000
Compagnie du Gaz (Lebon et Cie)	1.250	»	5.000
Mosseri et Cie	1.000	»	4.000
Crédit foncier d'Orient	750	»	3.000
Ionian Bank	625	»	2.500
Caisse Hypothécaire d'Egypte..	500	»	2.000
TOTAL...	250.000		1.000.000

Pour encourager la création de la Banque du Crédit Agricole, le Gouvernement, outre sa souscription à la moitié du capital social, assura aux actionnaires un dividende de 5 % sur le montant de leurs actions et s'engagea, au cas où les bénéfices d'une année ne permettraient pas cette distribution, à parfaire le reste.

Par contre, si les bénéfices nets sont supérieurs à la somme nécessaire à la distribution du dividende statutaire de 5 %, le solde devra être réparti de la manière suivante :

a) Une somme égale au quart de ce solde sera payée au Gouvernement Egyptien ;

b) La moitié du reliquat, après le prélèvement ci-dessus prévu, sera employé à constituer un fonds de réserve. Ce prélèvement cessera lorsque le fonds de réserve aura atteint une somme égale au quart du capital social. Il sera, de plein droit, effectué de nouveau si la réserve vient à être entamée ;

c) L'autre moitié sera répartie aux actionnaires à titre de dividende supplémentaire ou bien, sur proposition du Conseil d'administration, sera reportée ou destinée à créer des fonds de prévoyance ou d'amortissements extraordinaires.

La garantie assumée par le Gouvernement a joué pour les deux premiers exercices. Le premier exercice, qui s'est étendu, conformément aux statuts, depuis la constitution définitive de la Société jusqu'au 31 décembre de l'année suivante, a laissé L. E. 48.881,017 mms. de bénéfices nets à distribuer, ce qui faisait un dividende de 3,509 % sur le montant versé des actions et le Gouvernement a parfait le complément en versant une somme globale de L. E. 35.045,401 mms. Quant au deuxième exercice, il a laissé L. E. 35.000 de bénéfices nets et le Gouvernement a complété les 5 % en versant L. E. 15.000 (le rapport du Conseil dit à tort L. E. 25.000). Les bénéfices nets des deux exercices suivants, de 1934 et de 1935, s'étant élevés à L. E. 50.000, ont permis la distribution du dividende statutaire sans le secours du Gouvernement.

Toutefois cette garantie n'explique pas le prélèvement par le Gouvernement du quart du solde des bénéfices après distribution du dividende. Si c'est pour le dédommager de la garantie qu'il assume, ce prélèvement aurait dû s'arrêter dès qu'il atteignait les sommes qu'auraient versées le Gouvernement.

D'ailleurs, en compensation de cette garantie, le Gouvernement s'est réservé la nomination de l'administrateur-délégué par décision du Conseil des Ministres, après avis du Conseil d'administration. L'administrateur-délégué sera d'office le président du Conseil d'administration, aura la signature sociale et qualité pour représenter la Société en justice, tant en demandant qu'en défendant.

La Banque est administrée par un Conseil composé de douze membres au moins et de seize membres au plus, qui élira parmi ses membres un vice-président, muni des pou-

voirs les plus étendus, à l'exclusion de ceux qui seront réservés expressément à l'Assemblée générale et dont il sera parlé plus loin.

Le Gouvernement Egyptien est représenté dans le Conseil d'administration dans une proportion égale à sa quote-part dans le capital social et nomme lui-même ses représentants.

Quant aux autres membres, ils sont nommés à l'Assemblée générale par les actionnaires autres que le Gouvernement et doivent comprendre obligatoirement deux administrateurs de nationalité égyptienne.

Pour qu'une délibération du Conseil soit valable, il faut que sept administrateurs au moins, dont l'administrateur-délégué ou, en cas d'empêchement, son remplaçant désigné par le Conseil d'accord avec le Gouvernement, soient présents à la réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents et, en cas de partage, la voix du président ou, en son absence, celle du vice-président, est prépondérante.

Toutefois le Ministre des Finances pourra demander la révision de toute décision du Conseil d'administration qu'il estimerait devoir compromettre les intérêts de la Société, dans un délai de dix jours à partir de la date de cette décision.

Dans ce cas, la décision ne pourra être mise en exécution que si elle est adoptée par les deux tiers des membres du Conseil d'administration.

Le Ministre des Finances possède les mêmes pouvoirs, qu'il doit exercer dans le même délai, vis à vis de toute décision prise par l'Assemblée générale ordinaire ou extraordi-

naire qu'il estimerait devoir compromettre les intérêts de la Société. Et, dans ce cas, la décision ne pourra être mise à exécution que si elle est adoptée de nouveau à une majorité des deux tiers des actions représentées à une nouvelle Assemblée générale convoquée dans un délai de quinze jours après notification de la demande de révision formulée par le Ministre des Finances.

Celui-ci peut également demander des copies certifiées conformes des délibérations du Conseil ou de l'Assemblée générale, copies qui doivent lui être communiquées au plus tard dans les cinq jours qui suivent la réunion.

Une Assemblée générale ordinaire se réunit annuellement pour approuver les comptes de l'exercice et fixer les dividendes à distribuer ; tout actionnaire porteur d'au moins dix actions y est admis on peut s'y faire représenter. Il a autant de voix qu'il possède de fois dix actions.

Les Assemblées générales doivent être tenues au Caire et elles ne peuvent délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour. Elles sont présidées par le président du Conseil ou, en son absence, par le vice-président. Les décisions sont prises à la majorité des voix et les Assemblées ne sont régulièrement constituées que si la moitié du capital social est représenté, sauf pour les modifications aux statuts qui demandent la réunion d'une Assemblée générale extraordinaire où les trois quarts du capital social seraient présents ou représentés, et la décision de modification doit être approuvée par la moitié du capital social.

Toutefois, si la première Assemblée ne réunit pas un nombre d'actions représentant les trois quarts du capital, elle peut, à la simple majorité des actionnaires, prendre une résolution provisoire et une nouvelle Assemblée devra être

convoquée dans un délai d'un mois. Les convocations font connaître les résolutions provisoires adoptées par la première Assemblée et ces résolutions deviendront définitives et exécutoires, si elles sont approuvées par la nouvelle Assemblée, composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

De plus, toutes modifications ou additions aux statuts doivent être sanctionnées par Décret et publiées au Journal Officiel et dans deux quotidiens paraissant au Caire dont l'un de langue étrangère.

Toutes ces dispositions des statuts montrent que le Gouvernement s'est réservé un droit d'ingérence continuelle dans les affaires du Crédit Agricole et n'auraient pas leur raison d'être tant qu'il conserve la moitié du capital social, qui lui assure déjà la maîtrise complète de la Banque. Elles ne serviront que si le Gouvernement se décide, un jour, à se défaire d'une partie de ses actions, ce qui lui fera perdre la majorité qu'il a aujourd'hui.

Le Gouvernement, en créant le Crédit Agricole, a cherché à se décharger du poids des opérations qu'il était obligé — sous la pression des conditions économiques et en l'absence d'une institution *ad hoc* — d'entreprendre, quoique ne rentrant pas habituellement dans les attributions gouvernementales, telles que : vente à terme des engrais et semences, avances sur coton, avances pour les besoins de la culture et de la récolte.

Aussi, la Banque du Crédit Agricole, comme son nom l'indique, a pour objet, d'après l'art. 2 de ses statuts, le crédit agricole en général et notamment les opérations suivantes :

a Avances aux Sociétés coopératives, ainsi qu'aux petits propriétaires agricoles pour les besoins de la culture et de la récolte.

b) Ventes à terme d'engrais et semences aux cultivateurs indistinctement.

Ces deux catégories d'opérations sont faites avec la garantie d'un privilège créé par un décret-loi de 1930 et dont nous étudierons plus loin les conditions.

c) Avances aux Sociétés coopératives, ainsi qu'aux petits cultivateurs sur leurs récoltes.

Toutes ces opérations se font à un court terme ne dépassant pas quatorze mois.

d, Avances pour l'achat de machines agricoles et de bestiaux.

e) Avances pour l'amélioration de terrains agricoles par le creusement de rigoles, canaux et drains.

Ces deux catégories d'avances se font pour un terme ne dépassant pas dix ans et sont limitées, sauf cas exceptionnels, aux petits propriétaires ou groupements de petits propriétaires, ainsi qu'aux Sociétés coopératives en vue d'en encourager la formation et le développement.

f) Avances en vue de la mise en valeur et de l'amélioration de terrains pouvant bénéficier des travaux publics d'irrigation et de drainage.

g, Financement de toutes institutions utiles à l'agriculture en vue de leur création ou développement.

Ces deux dernières catégories d'opérations se font à un terme ne dépassant pas vingt ans.

Toutes les avances à un terme dépassant quatorze mois seront, sauf en ce qui concerne les groupements de petits

propriétaires agricoles ainsi que les Sociétés coopératives, garanties par une inscription hypothécaire venant en premier rang, à moins qu'à titre exceptionnel, le Conseil d'administration n'en décide autrement, au cas où la marge hypothécaire permettrait de prendre une inscription venant en second rang.

Toutefois le Crédit Agricole a restreint son champ d'action, au cours de la première année de son existence, aux opérations conclues à un terme ne dépassant pas quatorze mois, ainsi qu'aux avances aux Sociétés coopératives pour achat de machines agricoles et de bétail, se réservant de l'étendre graduellement.

La mise à exécution de ce programme, même réduit, lui a demandé un effort considérable. C'est qu'il devait s'organiser au plus vite pour entreprendre l'opération des avances sur le coton, produit de la récolte de 1931, qu'il lui fallait commencer le 15 septembre au plus tard. Aussi a-t-il été obligé de créer, au cours de cette courte période, treize agences dans les chefs-lieux des moudiries ou provinces, soixante-quatre sous-agences dans les chefs-lieux des markaz ou districts, plusieurs chounahs pour entreposer le coton, dans les localités où n'existaient pas d'usines d'égrenage, et dans celles où il avait été impossible d'arriver à un arrangement avec ces usines pour l'entreposage du coton. La plupart des chounahs ont été créées hâtivement et à titre provisoire.

D'après les propres termes du rapport du Conseil d'administration, présenté à la première Assemblée générale de la Banque, « la difficulté ne résidait alors pas dans le choix des locaux pour les agences, sous-agences et chounahs, ce choix est chose aisée avec quelque sacrifice. Toute la diffi-

culté était, et est encore, dans le choix d'un grand nombre de fonctionnaires, appelés à travailler soit au Siège social, soit dans les agences et sous-agences. Le manque d'un nombre suffisant d'Egyptiens, familiarisés avec une organisation sans précédent dans le pays, rend difficile le recrutement d'un personnel aussi grand. »

Malgré des difficultés de toute nature, le Crédit Agricole a pu accomplir sa mission d'une façon satisfaisante et vaquer à sa besogne, quand son organisation intérieure était à peine terminée. Il n'avait pas le choix des opérations à entreprendre ; il y procédait selon les besoins de l'agriculture et au fur et à mesure qu'elles se présentaient.

Voici, d'après le même rapport, les opérations variées qu'il lui a fallu entreprendre au cours de son premier exercice :

« Dès que les dispositions pour l'opération d'avances sur le coton ont été prises, il a eu à s'occuper de l'achat et de la distribution de très grandes quantités de semences de fèves et de blé. Peu de temps après, il a eu à faire face aux demandes d'engrais pour les cultures chetoui. En même temps il avait à distribuer les boutures de pommes de terre importées, sur la demande des cultivateurs de cette variété, et sur la recommandation du Ministère de l'Agriculture, d'Irlande, pour la culture chetoui et, d'Italie, pour la culture nili. Il a eu ensuite à prendre les dispositions nécessaires en vue de l'établissement des chounahs pour l'entreposage des produits agricoles, chounahs dont le nombre a fini par atteindre 250.

« Entre temps il avait à entreprendre la distribution de la graine tagawi pour le coton, ainsi que les semences de riz.

« Ces deux opérations à peine achevées, les produits des cultures chetoui sont venus le surprendre avec des récoltes d'une abondance non prévue. C'est alors que le Gouvernement craignant que les prix des deux principales récoltes, les fèves et le blé ne soient affectés par une offre abondante, en a cherché la stabilisation par une réglementation de l'offre. A cet effet, un accord a été conclu avec le Crédit Agricole aux termes duquel celui-ci consentirait, contre nantissement des fèves et blés, des avances à raison de P. T. 100 par ardeb ayant 23 kirats de degré de propreté. Dans la suite, le taux d'avances sur le blé a été porté à P. T. 110 au lieu de P. T. 100. Le Gouvernement s'était engagé à relever le Crédit Agricole des pertes qu'il pourrait subir du fait de consentir des avances sur une base non en pratique dans les banques.

« Pendant que les agences et sous-agences étaient occupées par la distribution de la graine tagawi de coton, et simultanément par celles des semences de riz, dans certaines régions ainsi que par la préparation des chounahs, en vue de recevoir les produits agricoles, elles avaient également à préparer les bordereaux de recouvrement des avances échues, de les envoyer aux Moudirihs pour en effectuer le recouvrement par les soins des Sarrafs et avaient en outre à surveiller de près cette opération de recouvrement.

« Cependant que les produits agricoles arrivaient en très grandes quantités dans nos chounahs, le Crédit Agricole avait à procéder à la distribution des engrais nécessaires aux cultures séfi et nili (maïs et autres), ainsi qu'à celles des boutures de pommes de terre pour la culture nili, distribution faite, ainsi qu'on l'a précédemment dit, sur la demande des cultivateurs de ce produit. »

A peine le mouvement d'avances sur produits agricoles s'était-il quelque peu ralenti que le Crédit Agricole dut procéder à l'achat des semences de fèves et de blé nécessaires à la nouvelle saison de culture.

Le Crédit Agricole n'avait pas seulement à entreprendre son propre travail : il avait aussi à procéder, sur la demande du Gouvernement, à d'autres opérations en dehors du cadre de son activité et dont nous parlerons dans un chapitre spécial.

Le premier exercice, ayant duré plus d'une année, a vu la répétition de certaines opérations. Le Crédit Agricole avait déjà parcouru un cycle entier de rotation agricole quand s'achevaient la distribution des engrais nécessaires aux cultures nili et celle des boutures de pomme de terre pour la culture nili. Il en a commencé un autre par les opérations d'avances sur coton, de distribution d'une partie des engrais nécessaires aux cultures chetoui et d'avances sur produits agricoles nili. C'est normalement par ces opérations que se termine l'exercice, le 31 décembre de chaque année.

Pour éviter des erreurs ou des abus, par suite du manque d'expérience du personnel, le Crédit Agricole avait au début tout centralisé dans les agences, assujettissant ses opérations à des formalités quelque peu longues. Mais au fur et à mesure que son personnel se mettait davantage au courant de sa tâche, il étendait les attributions des sous-agents et simplifiait les formalités.

A l'heure actuelle, les sous-agents sont compétents pour approuver les demandes de graines et semences d'une quantité n'excédant pas six ardebs et celles des engrais dont la quantité n'excède pas dix sacs, à l'exception du superphosphate de chaux dont ils peuvent approuver les deman-

des jusqu'à vingt sacs. En ce qui concerne les frais de culture, les sous-agents sont compétents pour approuver les demandes pour les superficies ne dépassant pas cinq feddans, portées plus tard à trente feddans.

De plus, durant la période de distribution des graines et semences, des engrais et des prêts pour frais de culture et des avances sur récolte, les agents se rendent deux fois par semaine dans chaque sous-agence pour approuver sur place les demandes qui sont de leur compétence.

Pour simplifier le travail, les comptes des clients ont été transférés des agences aux sous-agences de la Banque, ce qui permet leur examen sans difficulté et sans perte de temps.

Dans un but de célérité, les prêts en nature ou en numéraire sont réalisés aussitôt qu'ils sont approuvés et leur approbation se fait dans les trois jours de la présentation d'une demande régulière.

De même, les formalités relatives aux avances sur produits agricoles ont été simplifiées dans la mesure du possible et le paiement des avances est effectué dès l'achèvement de l'entreposage du produit donné en gage, et sa classification par les soins des sous-agences dans les chefs-lieux des markaz : ceux-ci ne doivent, au préalable, que s'assurer que l'emprunteur est cultivateur et n'est pas débiteur de la Banque. De plus, si la classification du produit n'est pas terminée le jour même, le demandeur peut recevoir, à titre d'acompte, une somme qui n'est pas inférieure à la moitié de l'avance à consentir. Assez souvent le paiement est effectué dans les villages au lieu même de résidence de l'emprunteur.

Le Crédit Agricole avance jusqu'à 80 % du prix de chaque produit, lors de son entreposage, et ne réclame de couverture en cas de baisse de prix que lors de la liquidation de l'avance, soit par le retrait du produit gagé avant l'échéance du contrat du gage, soit par la vente du produit à l'expiration de ce contrat. La Banque n'avance qu'aux cultivateurs dont la plupart sont des propriétaires ruraux, les risques que comporte pareille politique sont donc minimes, le Crédit Agricole étant toujours en mesure de récupérer tout montant non couvert.

Dans son désir de rendre les plus grands services à ses clients, le Crédit Agricole ne s'est pas borné à simplifier son organisation intérieure, mais il a également réduit : 1° le taux d'intérêt de 7 % pour les cultivateurs et de 5 % pour les Sociétés coopératives, à 6 et 4 % respectivement, pour les avances à un terme ne dépassant pas quatorze mois ; 2° les droits d'emmagasinage et les frais y afférents, à un taux jusqu'ici inconnu dans le pays au risque de sacrifier une partie sensible de ses revenus.

Il a également plus que doublé le nombre de ses chounahs dont la plupart sont élevées sur les principales routes agricoles à proximité des grandes agglomérations et peuvent ainsi desservir les localités avoisinantes. En outre, des entrepôts privés sont rattachés à ces chounahs et la Banque accepte que les produits agricoles y soient emmagasinés, après s'être assurée qu'ils remplissent toutes les conditions légales en ce qui concerne la conservation du gage — le warrant agricole étant inconnu en droit égyptien — de même que celles requises pour un bon emmagasinage.

D'autre part, le Crédit Agricole a étendu le champ de son activité qu'il avait volontairement restreint au cours de son

premier exercice. Pendant les exercices suivants, il a fait droit à toutes les demandes qui lui ont été adressées et qui rentraient dans le cadre de son programme.

Comme cet établissement avait été créé spécialement pour venir en aide aux petits cultivateurs, la Banque n'accordait des avances, au début, qu'aux propriétaires ne possédant pas plus de quarante feddans. Des plaintes s'étant élevées de toutes parts contre cette mesure qui ne tenait aucun compte de la valeur des terres, la Banque étendit et révisa sa définition du petit propriétaire. Dorénavant, est considéré comme petit propriétaire toute personne ne possédant pas plus de quatre-vingt-dix feddans dont l'impôt s'élève à L. E. 98.400 m/ms, c'est-à-dire le montant de l'impôt perçu sur soixante feddans payant le maximum d'impôts, soit L. E. 1, 640 m/ms.

Ceux que ne vise pas cette définition peuvent toujours profiter des avantages accordés par le Crédit Agricole en devenant membres d'une Société coopérative agricole et en empruntant par son intermédiaire, aucune limite n'étant fixée pour les membres de ces Sociétés.

Les dates d'échéance des prêts en nature et des prêts pour frais de culture sont portées à la connaissance des emprunteurs par des communications téléphoniques adressées aux omdehs, ou maires, et par des avis affichés à la porte de leur maison ainsi qu'à celle des chounahs, magasins, sous-agences et agences de la Banque. Ces prêts viennent toujours à échéance au moment de la récolte en vue de laquelle ils ont été faits.

Cependant un délai de vingt jours est accordé aux emprunteurs pour le remboursement des prêts, délai qui peut être porté à deux mois pour les clients qui entretien-

nent de bons rapports avec la Banque, pour leur permettre de préparer leur récolte et de rembourser leur dette au cas où ils parviendraient à la vendre, sinon, de la consigner à la Banque pour contracter un prêt qui servira à rembourser l'ancien. Si l'emprunteur ne s'exécute pas dans ce délai, la Banque fait pratiquer contre lui la saisie administrative.

Pour obliger ses clients à rembourser leur dû, la Banque exige, avant d'accorder un prêt à un cultivateur pour une saison déterminée, qu'il ait remboursé au moins la moitié des sommes qu'il lui doit de la saison écoulée correspondante et tout ce qu'il doit des saisons antérieures. Ainsi elle n'accordera de prêt pour les cultures seifi 1936 que si le demandeur a remboursé au moins la moitié de ce qu'il lui doit de la saison seifi 1935, même si les prêts des saisons nili 1935 ou chetoui 1935-36 sont venus à échéance et n'ont pas été remboursés. En d'autres termes, la Banque continue ses rapports avec les cultivateurs jusqu'à ce qu'ils lui doivent les prêts d'une année agricole complète, et avec les Sociétés coopératives, à condition qu'elles aient remboursé les 80 % des sommes dues sur la base précédente. Cette mesure a été établie en faveur des coopératives, en prévision du retard que peuvent mettre certains membres à rembourser leur dû et pour ne pas priver les autres membres des services de la Banque.

Ce n'est pas le seul avantage dont profitent les coopératives, la Banque leur en accorde beaucoup d'autres dont nous examinerons quelques-uns ci-après. Elle leur vend les graines et semences et les engrais avec une réduction de 5 % sur leur prix. Elle accepte également de payer pour leur compte le prix des graines et semences que distribuent le Ministère de l'Agriculture, la Société Royale d'Agriculture

et la Société Lombroso qui possède le monopole de la vente des graines de coton fouadi, ainsi que le prix des semences de canne à la Société des Sucreries.

Lors de la fixation de la date de remboursement des prêts, la Banque en avise les coopératives par des lettres particulières et leur accorde un délai de deux mois pour le remboursement de ce qu'elles doivent. Au cas où la Société coopérative n'arrive pas, au cours de cette période, à rembourser ce qui est dû à la Banque, elle doit présenter, une semaine au moins avant l'expiration de ce délai, un état indiquant les noms des membres retardataires et les montants qu'ils doivent, pour permettre à la Banque de rentrer dans ses fonds par la voie administrative et éviter que la saisie ne soit pratiquée contre d'autres membres parmi ceux qui ont remboursé leur dû.

Quant aux Sociétés coopératives qui ne désirent pas se voir accorder ce délai de deux mois, elles doivent en aviser la Banque pour qu'elle puisse demander au sarraf (percepteur) de pratiquer la saisie aussitôt après l'échéance. De plus, les Sociétés qui entretiennent de bons rapports avec la Banque peuvent lui demander pour une raison spéciale, la prorogation du délai par une requête qui sera examinée.

Les demandes des coopératives, pour toutes les quantités de graines et semences et d'engrais qui leur sont nécessaires, doivent être présentées sur une formule portant la garantie des membres de leur Conseil d'administration. Pour faire tomber leur garantie, ces derniers doivent, dans un délai de deux mois de la livraison, présenter à la Banque, sur une formule appropriée, un état montrant la répartition effective aux membres des quantités commandées ; sinon, la réclamation en paiement et l'exécution de la saisie se concen-

trent sur eux personnellement pour la contre-valeur totale des prêts.

Pour permettre à la Banque du Crédit Agricole de faire face à ses opérations à un taux modéré, le Gouvernement Egyptien a pris l'engagement de lui octroyer des avances pour un montant total de six millions de livres égyptiennes, tout en s'interdisant d'en exiger le remboursement avant la liquidation de la Banque. Ces fonds sont mis à sa disposition, à un taux d'intérêt qui ne devra pas dépasser 2 ½ %, à raison de trois millions de livres la première année de sa création et d'un million par an pour les trois années suivantes, à condition que le taux des avances à consentir aux petits cultivateurs ne dépasse pas 7 % et aux Sociétés coopératives 6 %, sauf celui des intérêts moratoires qui peut atteindre 9 %. Il n'a été utilisé, jusqu'à présent, qu'un million avancé en compte courant par le Ministère des Finances et deux millions par le Gouvernement au taux de 2 %.

Pour garantir la créance du Gouvernement du chef de ces avances, le décret-loi n° 50 du 18 novembre 1930, qui a autorisé le Gouvernement à participer à la création du Crédit Agricole et fixé les modalités de cette participation, que nous avons déjà analysées en partie plus haut, a institué un privilège sur tous les biens meubles ou immeubles en possession de la Banque lors de sa liquidation, privilège qui comporte un droit de priorité sans droit de suite.

De même, pour garantir les avances consenties par la Banque pour frais de culture ou de récolte, ainsi que les sommes dues pour achat d'engrais, le dit décret-loi a établi un privilège et a fixé le rang à donner à ce privilège par rapport aux autres créances, ainsi que les biens sur lesquels

il s'exercera. Ce privilège prend rang, immédiatement après celui accordé aux frais de justice, aux sommes dues au trésor public pour impôts et aux sommes dues aux gens de service.

Quoique les sommes dues pour frais de récolte et pour les semences, qui ont produit la récolte, fussent déjà privilégiées au même rang par le § 3^e de l'art. 727 du code civil mixte et le § 4^e de l'art. 601 du code civil indigène, le dit décret-loi a étendu ce privilège à toutes les avances à court terme consenties par la Banque du Crédit Agricole comme les frais de culture ou les sommes dues pour fourniture d'engrais.

Pour prévenir toute contestation et renforcer la protection des intérêts de la Banque, il a été stipulé que les fonds avancés pour frais de culture et de récolte seront considérés comme ayant été employés dans ce but, la preuve du contraire n'étant pas admise.

De même, en vue de faciliter la perception des créances dues à la Banque et d'alléger les frais à encourir par les emprunteurs, il a été stipulé que cette perception se fera par la voie de la saisie administrative à l'instar des impôts, par l'intermédiaire du sarraf ou percepteur.

CHAPITRE II

Les avances garanties par un privilège

Toutes les avances garanties par un privilège se font à un terme ne dépassant pas quatorze mois et échoient au moment de la récolte en vue de laquelle elles avaient été faites.

Elles peuvent être réunies en trois groupes qui formeront les trois sections de ce chapitre.

SECTION I

Les avances consenties indistinctement à tous les cultivateurs et aux Sociétés coopératives

Ces avances comprennent la vente à terme des graines et semences et des engrais.

§ I. — LES GRAINES ET SEMENCES

La Banque choisit avec le plus grand soin les graines et semences qu'elle distribue au comptant et à terme et qui proviennent des meilleures récoltes, après leur agrément par le Ministère de l'Agriculture à titre de semences, et après s'être assurée de leur grand pouvoir germinatif et du haut degré de leur pureté et de leur propreté. Cela l'oblige généralement à les acquérir à des prix supérieurs à ceux du marché ; toutefois les grandes quantités qu'elle achète, lui permettent de se les procurer à des conditions acceptables.

Les graines et semences fournies par la Banque ont toujours donné pleine et entière satisfaction et le Crédit Agri-

cole n'a jamais reçu aucune plainte à leur sujet. Elles ont une vogue de plus en plus grande parmi les cultivateurs à cause de leur qualité supérieure bien que le commerce des graines et semences soit déjà protégé par plusieurs lois.

La Banque distribue les graines et semences à tous les cultivateurs grands et petits, quelle que soit la superficie qu'ils cultivent et sans distinguer entre propriétaires et fermiers, à condition que ces derniers fournissent la garantie de leurs bailleurs ou, à défaut, celle de n'importe quel autre propriétaire solvable et de bonne renommée.

Elle se charge de fournir les graines et semences à ses clients des localités qu'ils lui désignent et accepte de les leur expédier directement de ces localités.

De plus, elle accorde aux Sociétés coopératives une réduction de 5% sur ses prix de vente.

Du 17 septembre 1931 au 31 décembre 1932, les semences étaient d'une valeur totale de L. E. 417.446 ; en 1933, de L. E. 242.072 ; en 1934, de L. E. 516.665 et, en 1935, de L. E. 613.889.

Le tableau suivant donne les quantités distribuées de toutes les variétés année par année :

Quantités distribuées au 31 décembre 1932		en 1933	en 1934	en 1935
—		—	—	—
Fèves	ardebs	64.169	10.645	36.367
Blé	»	119.007	97.076	158.176
Helba (fenugrec) .	»		2.968	6.774
Orge	»	46	702	2.032
Bersim (luzerne) .	»		48	66
Lentilles	»	409	851	659
Pois chiches	»	50	5	
Riz	»	29.796	1.993	11.774
Graines de coton.	»	69.951	104.241	145.038
Boutures de canne				
à sucre	cantars	75.719	299.967	839.590
Boutures de pom-				
mes de terre....	tonnes	2.731	678	1.335
				2.484

§ 2. — LES ENGRAIS

La Banque vend toutes sortes d'engrais chimiques au comptant et à terme. Avant de les acheter, elle en fait l'analyse et s'assure qu'ils contiennent effectivement les matières fertilisantes qu'ils indiquent. Elle vérifie également leur poids.

Elle accorde aux cultivateurs, qui achètent leurs engrais au comptant, des réductions sensibles qu'elle indique dans les listes des prix qu'elle affiche en permanence dans ses magasins d'engrais, ses chounahs, ses sous-agences et agences. Quant aux cultivateurs qui emploient des engrais organiques ou naturels, tels que les poudrettes et les colombines, la Banque est disposée à payer leur prix au vendeur, y compris le nolis qu'elle considère comme accessoire du prix.

Le Crédit Agricole distribue les engrais à tous les cultivateurs petits et grands. Les grands propriétaires, qui emploient de fortes quantités d'engrais égalant une charge complète, ont intérêt à commander ce qui leur est nécessaire cif Alexandrie, et le prix leur sera calculé en conséquence. Il n'y sera ajouté que le prix du nolis par chemin de fer, par le Nil ou par les canaux navigables, au choix du client.

Etant donné la modicité des frais de transport par le Nil, qui économisent jusqu'à vingt piastres au tarif par tonne pour certaines moudiriehs de la Haute-Egypte, la Banque s'est mise d'accord avec une Société de navigation pour le transport des engrais par cette voie.

Pour faire bénéficier les Sociétés coopératives du prix réduit des commandes cif Alexandrie qui ne peuvent être faites que pour des charges complètes, la Banque accepte de concourir avec les Sociétés qui n'ont besoin que d'un

quantité moindre pour importer une charge complète cif Alexandrie, et ne leur donner que les quantités qui leur sont nécessaires, tout en calculant le prix sur la base de la charge complète.

De même, lorsqu'une Société commande des engrais cif Alexandrie et qu'elle se trouve avoir besoin d'une partie de la quantité commandée avant l'arrivée de la commande, la Banque accepte de lui fournir la quantité qu'elle désire, à condition qu'elle lui soit restituée à l'arrivée de la commande.

Outre toutes ces facilités, la Banque accorde aux Sociétés coopératives une réduction de 5 % sur le prix des engrais.

Jusqu'au 31 décembre 1932, le Crédit Agricole avait distribué à crédit 79.972 tonnes d'un prix total de L. E. 764.592 et vendu au comptant 1.700 tonnes, qui ont été expédiées d'Alexandrie directement aux acheteurs. En 1933, elle en a distribué 50.132 tonnes, d'une valeur de L. E. 389.771, à 144,338 emprunteurs pour 516.138 feddans. En 1934, 102.898 tonnes, d'une valeur de L. E. 783.996, ont été distribuées à 268.115 emprunteurs pour 958.030 feddans, et, en 1935, 128.239 tonnes, d'une valeur de L. E. 942.990, à 286.878 emprunteurs pour 1.157.009 feddans.

Ces quantités ne comprennent pas les engrais naturels du pays, le guano, etc., achetés par les clients eux-mêmes et dont la valeur a atteint L. E. 34.117, en 1935.

Tous ces chiffres montrent la constante progression du nombre des cultivateurs qui s'adressent au Crédit Agricole pour l'obtention des engrais qui leur sont nécessaires, ce qui entraîne logiquement l'augmentation de la quantité distribuée, de sa valeur et de la superficie des terres.

La plus grande partie des avances en engrais a été accordée pour la culture de superficies de moins de cinq feddans.

La proportion des emprunteurs de cette catégorie par rapport au total général a été de 82,1 %, en 1931-32 ; 87,1 % en 1933 ; 88,3 % en 1934 et 87,2 % en 1935.

SECTION II

Les avances consenties uniquement aux petits cultivateurs et aux Sociétés coopératives

Ces avances sont limitées aux petits cultivateurs qui ne détiennent pas plus de 90 feddans, à condition qu'ils ne payent pas plus de L. E. 98,400 mms. d'impôts fonciers proprement dits, ainsi qu'aux membres des Sociétés coopératives quelle que soit la superficie qu'ils détiennent.

Elles comprennent : 1° les avances pour frais de culture et de cueillette du coton ; 2° les avances pour les besoins de la culture et de la coupe de la canne à sucre et 3° les avances pour les frais de sarclage et de repiquage de la culture du riz.

§ I. — LE COTON

Le coton reste jusqu'à ce jour la principale production de l'agriculture égyptienne et a représenté, avec ses sous-produits (graines, huile de coton et tourteaux), 90,6 % du total des exportations de l'Egypte pour la période quinquennale 1924 à 1928, baissant progressivement à 87 % en 1929 ; 84,4 % en 1930 ; 81,4 % en 1931 ; 75,3 % en 1932 et 79,8 % en 1933, par suite de l'avisement progressif des prix qui ont obligé le pays à exporter une quantité plus grande d'autres produits. Cependant, en 1934, la proportion remonte à 87,4 % à la suite d'une récolte très abondante.

A lui seul, il couvre environ le tiers des terres cultivées et le Gouvernement a édicté à plusieurs reprises des lois en limitant l'acréage pour éviter une plus grande extension qui l'aurait transformé en véritable monoculture.

Le cotonnier est un arbuste buissonneux de 1 m. 10 à 1 m. 30 de hauteur et est cultivé en terre alluviale, dans la zone des pays dont la température moyenne se maintient, pendant sa végétation, entre 20 et 30 degrés centigrades. Il se sème en Egypte à la fin de l'hiver, entre le 15 février et le 15 avril, quand la pluie et le froid ont cessé. Les semailles les plus précoces se font en Haute-Egypte et les plus tardives en Basse-Egypte, au voisinage de la mer.

Le sol, préalablement labouré, est disposé en billons parallèles distants de 0 m. 90. Sur le flanc des billons, dans des poquets ou trous plus ou moins profonds, creusés à un demi-mètre d'intervalle, on dispose 8, 10, 15 et même 20 graines. Un feddan demande quatre kelahs et demi de semences. L'usage se répand de plus en plus de tremper les graines dans l'eau pendant vingt-quatre heures environ avant de les semer. Celles-ci se gonflent et germent ensuite avec plus de facilité ; quand elles ont germé, il est procédé au démarriage ou éclaircissage, opération qui consiste à éclaircir chaque touffe en ne conservant que les deux ou trois pieds les plus vigoureux.

Le coton reste en terre de 6 à 7 mois, jusqu'à la récolte qui se fait de fin août à fin octobre suivant les régions, et requiert pour la période végétative un volume moyen de 4.000 à 5.000 mètres cubes d'eau, que l'on répartit habituellement en dix ou douze arrosages distants de quinze à vingt jours.

Dès le mois de juin, apparaissent sur l'arbuste des fleurs blanches ou jaunâtres de courte durée qui se transforment

en fruits. Le fruit est une capsule de la grosseur d'une noix, qui éclate à maturité pour laisser échapper les graines contenues dans trois ou quatre lobes et munies d'une petite touffe de duvet, destinée à faciliter leur dissémination. C'est cette touffe qui forme le coton et que l'on cueille à la main. Il est procédé aujourd'hui à deux cueillettes, rarement à trois : la première est la plus importante et la meilleure ; la dernière donne une soie de qualité inférieure appelée « doum ».

Cueilli, le coton est grossièrement ensaché, puis transporté dans les usines d'égrenage pour séparer la fibre de la graine. Cette opération doit obligatoirement se faire avant le 1^{er} mai de l'année qui suit la récolte.

La graine de coton ne sert pas uniquement comme semence : on en extrait une huile douce employée dans l'alimentation, pour l'éclairage et la fabrication du savon. Les résidus ou tourteaux sont donnés comme nourriture aux bestiaux ou utilisés comme engrais. De grandes quantités de graines de coton et de tourteaux sont exportées annuellement.

L'emballage du coton pour l'exportation se fait en balles de jute ; les filateurs se sont plaints de cet emballage ; les fibres de cette plante se mêlant à celles du coton causent des ennuis aux filatures. Pour cette raison, il est question de remplacer le jute par du coton dans l'emballage des balles et on emploierait à cet usage la plus mauvaise qualité du coton égyptien, qu'on appelle « scarto » ou « linters », provenant des fibres qui restent aux graines après le premier égrenage, et de celles qui ont été plus ou moins coupées par les dents du métier. Cet emballage serait d'un coût un peu plus élevé, mais éviterait l'importation du jute.

Quoique connue en Egypte sous les pharaons, comme en témoignent l'examen des tissus qui enveloppent des momies, ou les graines recueillies dans des cercueils, la culture intensive du coton n'a été introduite en Egypte que sous le règne de Méhémet-Ali, sur les propositions de l'agronome français Jumel, qui avait découvert une fort belle variété de coton, originaire de l'Ethiopie.

C'est surtout la guerre de Sécession qui, en privant l'Europe pendant quelques années du coton américain, favorisa le développement de sa culture dans la vallée du Nil. Depuis, la production du coton égyptien, de plus en plus améliorée et encouragée, n'a cessé de croître. La superficie cultivée en coton était de 1.732.000 feddans en 1934, 1.669.005 en 1935 et 1.715.805 en 1936.

Sa variété la plus appréciée, jusqu'à ce jour, est le Sakel ou Sakellaridès, du nom de l'agronome grec qui l'a créée et répandue. C'est un coton à fibres longues et fines, cultivé surtout en Basse-Egypte.

Le rendement du coton varie suivant les terrains et oscille entre 3,50 et 5 cantars suivant les variétés : le Sakellaridès ne donne habituellement que 3 cantars et demi par feddan, tandis que le Fouadi et le Maarad, variétés nouvelles appelées à un brillant avenir, produisent facilement de 4,50 à 5,50 cantars.

Le tableau suivant, extrait de l'annuaire statistique 1933-1934, donne la moyenne des chiffres relatifs à la récolte cotonnière depuis le commencement du siècle jusqu'à 1929, par périodes quinquennales, et de 1930 à 1933, année par année :

Années —	Superficie en milliers de leddans —	Récolte en milliers		Rendement moyen par leddan en			Prix moyens		Valeur de la récolte en milliers de livres —
		de cantars coton —	d'ardebs graines —	cantars coton —	ardebs graines —	tallaris coton —	P. T. graines —		
1900-04	1.305	6.093	4.211	4,67	3,23	13,69	62,0	19.294	
1905-09	1.583	6.379	4.606	4,03	2,91	18,21	72,9	26.591	
1910-14	1.711	7.301	5.217	4,27	3,05	17,61	82,4	30.006	
1915-19	1.482	5.304	4.054	3,58	2,74	45,03	125,8	52.875	
1920-24	1.684	6.181	4.729	3,67	2,81	35,94	123,7	50.281	
1925-29	1.761	7.661	5.821	4,34	3,30	25,58	95,6	44.329	
1930	2.082	8.276	6.256	3,97	3,00	12,04	54,0	23.323	
1931	1.683	6.357	4.799	3,78	2,85	10,08	61,2	15.753	
1932	1.094	4.956	3.745	4,53	3,42	12,28	69,0	14.756	
1933	1.804	8.575	6.458	4,75	3,58	11,39	39,3	22.072	

Le rendement moyen du coton par feddan, qui était de 5,67 pour la période de 1895 à 1899, baissait progressivement comme le montre le tableau précédent.

Les causes de cette diminution sont multiples : appauvrissement du sol par suite d'une culture intensive ou d'un assolement biennal, multiplication des parasites (ver rose et ver de la feuille), imperfection du système du drainage, emploi trop restreint d'engrais chimiques.

De nos jours, l'emploi de quantités de plus en plus fortes d'engrais (175 kilogr. de superphosphate ou 75 kilogr. de nitrate de sodium) et la lutte contre les parasites tendent à en relever de nouveau le rendement.

Quant à la quantité produite, l'Égypte se place au quatrième rang avec 6 % de la production mondiale.

Le Crédit Agricole avance, pour les frais de culture du coton, deux livres égyptiennes par feddan, qu'il remet en trois versements : le premier, d'une valeur d'une livre égyptienne, aussitôt après les semences, afin de permettre aux agents de la Banque de s'assurer que les terres ont été réellement semencées ; le deuxième, d'une valeur d'une demi-livre, du 1^{er} mai à fin juillet, c'est-à-dire pendant la saison de la lutte contre le ver du coton et le troisième, soit la dernière demi-livre, à partir du mois d'août lorsque la cueillette commence, afin de permettre à l'emprunteur de préparer une partie de la récolte soit pour la vendre, soit pour la gager dans les chounahs de la banque et obtenir les fonds dont il a besoin. Le deuxième versement peut se faire en même temps que le premier, dans les moudirichs où le cotonnier n'est pas attaqué par les parasites, c'est-à-dire dans toutes les moudirichs de la Haute-Égypte, à l'exception de celles de Guizeh et du Fayoum.

Au début, ces avances étaient faites sur la base de P. T. 150 par feddan ; elles ont été portées ensuite à deux livres égyptiennes pour empêcher les cultivateurs de vendre leurs récoltes en été pour un prix à fixer et leur éviter ainsi la perte qu'ils subissaient de ce fait.

La Banque n'accorde des prêts pour les frais de culture du coton qu'aux cultivateurs qui ont acheté chez elle leurs graines de semences ou qui prouvent qu'ils les ont achetées au comptant. Ceux qui ont acheté leurs semences à terme, ailleurs qu'à la Banque, doivent produire une déclaration du vendeur par laquelle celui-ci accepte de céder à la Banque le rang d'antériorité de sa créance du prix.

Pour l'exercice 1932, ces avances ont été faites à 1751 emprunteurs pour L. E. 7014, uniquement destinées aux frais de cueillette. En 1933, une somme de L. E. 64.782 a été avancée à 15.365 emprunteurs, pour les frais de culture du coton, et de L. E. 22.505 à 8.964 emprunteurs, pour les frais de cueillette, outre une somme de L. E. 11.386 avancée, d'accord avec le Gouvernement, afin d'aider les cultivateurs à effectuer la cueillette de leurs cotons saisis administrativement pour assurer le recouvrement des impôts, droits de gardiennage (1), créances du Gouvernement du chef d'avances agricoles. Les avances pour frais de culture et de cueillette du coton ont été, en 1934 et en 1935, de L. E. 419.486 et 556.703 respectivement pour 64.110 et 54.271 emprunteurs, donnant une moyenne de L. E. 6,543 et 10,258 par emprunteur.

(1) Ces droits de gardiennage, qui rapportaient 600.000 livres annuellement à l'Etat, ont été supprimés dans les villages à partir du 1^{er} mai 1936.

§ 2. — LA CANNE A SUCRE

La culture de la canne à sucre est à l'heure actuelle la plus rémunératrice. Elle se trouve localisée en Haute-Egypte à l'exception de la moudirieh de Fayoum.

Répandue surtout par le khédivé Ismail, qui lui-même l'introduisit sur ses terres domaniales, elle s'est développée grâce à l'irrigation pérenne et occupe à l'heure actuelle une superficie qui oscille annuellement entre 60 et 70 mille feddans. C'est une culture séfi qui ne peut se faire que sur un sol limoneux et fertile et qui demande de nombreux labours, de fréquents arrosages et des engrais azotés (150 kilogr. de nitrates de chaux par feddan). La canne à sucre se plante par boutures prélevées sur des tiges robustes, à partir de fin janvier jusqu'en avril et occupe le même sol pendant deux, rarement trois années, après quoi elle est extirpée. Une première coupe, la plus abondante, effectuée dix ou douze mois après la plantation, rapporte en moyenne mille cantars au feddan. La deuxième se fait dix mois après la première et produit encore 900 cantars au feddan et la troisième, si elle a lieu, donne encore un rendement moindre.

Plusieurs variétés de cannes sont cultivées en Egypte. Les principales sont : la « baladi » ou la canne du pays à tige rayée, de qualité inférieure et de plus en plus supplantée par la jamaïque, de couleur blanche ou rouge, et la javanaise, qui fut introduite en 1905 et se distingue par sa robustesse et sa plus grande teneur en sucre.

La canne à sucre égyptienne renferme de 8 à 9 % de sucre et est traitée dans les usines de la Société générale des Sucrieries et de la Raffinerie d'Egypte, établies en haute et moyenne Egypte à portée des champs de production. Les

paysans emploient également la canne à sucre pour la fabrication de la mélasse.

Le Crédit Agricole accorde aux cultivateurs de canne, ainsi qu'aux membres des Sociétés coopératives, en plus des prêts pour semences et pour engrais, des avances allant jusqu'à quatre livres égyptiennes par feddan, dont trois sont versées aussitôt après les semences et la quatrième avant le commencement de la coupe.

Ces prêts sont accordés uniquement à ceux qui sont liés par contrat à la Société des Sucreries pour la fourniture de leur récolte et seulement s'ils n'empruntent pas d'elle. Les emprunteurs doivent déléguer, sur leur compte avec la Société des Sucreries, le montant de leurs prêts avec le prix des semences, des engrais et les intérêts. Les délégations sont notifiées par les soins de la Banque, aux frais des emprunteurs. Ces frais sont fixés à 30 piastres au tarif si le montant délégué n'excède pas 400 livres égyptiennes et à 80 piastres s'il excède cette somme.

Pour ceux qui ne sont pas liés par contrat à la Société des Sucreries, le Crédit Agricole n'accorde cette avance que lorsque la récolte est prête à être pressée, dans les régions où existent des pressoirs et des usines pour la préparation de la mélasse.

Ce n'est qu'en 1934, que le Crédit Agricole commença à accorder des prêts pour les frais de culture et de coupe de la canne. Au cours de cette année, il avança, dans ce but, une somme de L. E. 20.725, à 897 cultivateurs, ce qui donne une moyenne de L. E. 23,105 par prêt. En 1935, il accorda des prêts pour L. E. 36.824 à 2.497 emprunteurs, avec une moyenne de L. E. 14,747 par prêt.

§ 3. — LE RIZ

La superficie cultivée en riz dépend de l'abondance de la crue et, par suite, varie dans de fortes proportions d'année en année, parce que le Service de l'Irrigation ne lui laisse que les restes des eaux d'inondation. Pendant les années où l'étiage du Nil est bas, le Gouvernement limite l'étendue des rizières, le riz demandant une moyenne de soixante mètres cubes d'eau par feddan et par jour.

Il est généralement semé en août et récolté fin octobre ; toutefois, dans certaines régions se plante une variété « séfi » qui est récoltée en août, après semailles en mai. Les provinces les plus rizicoles sont la Dakahlieh et la Gharbieh qui fournissent, à elles deux, la moitié de la récolte totale du pays.

Le meilleur mode de culture consiste à semer un riz assez dru sur une parcelle soigneusement choisie et largement fumée, puis de repiquer les plants sur une surface beaucoup plus grande. Les avantages de ce système, sur la culture par semis direct, sont multiples : semailles hâtives et par conséquent récolte précoce, économie de 30 à 50 % sur la quantité de semence, économie d'eau, harmonisation entre la date de plantation et la fourniture d'eau, économie considérable de binage, suppression du sarclage, régularité de la plante et augmentation du rendement qui peut atteindre jusqu'à trois tonnes par feddan et être aussi rémunérateur que le coton.

La culture du riz est fortement recommandée pour défricher et dessaler les terres médiocres ou incultes du nord du Delta et les préparer progressivement à la culture du coton. Après les arrosages intenses et nécessaires, il faut chaque fois évacuer avec soin les eaux qui ont dissous les sels pendant leur séjour dans la rizière.

Le Crédit Agricole avance une livre égyptienne par feddan cultivé en riz en une seule fois, aussitôt après les semences pour aider aux opérations du sarclage et du repiquage.

Il a commencé à accorder ce genre de prêts en 1934 pour un montant de L. E. 31.434 à 4.508 cultivateurs, ce qui donne une moyenne de L. E. 6,973 mms. par emprunteur. En 1935, il a prêté L. E. 52.266 à 7.275 emprunteurs, avec une moyenne de L. E. 7,184 mms. par prêt.

SECTION III

Les avances consenties exclusivement aux Sociétés coopératives

Elles comprennent les avances pour les frais de culture des oignons, de sarclage et de binage des vergers et pour l'achat de combustible.

§ I. — LES OIGNONS

Les oignons se cultivent en Egypte en pleine terre pendant la saison « chetoui ». Les semis s'exécutent au moment de la décrue et la récolte se fait cinq mois après (mars-avril). La superficie moyenne, cultivée en oignons pour la période quinquennale 1929-1934, a été d'environ 45 mille feddans par an. Un feddan planté d'oignons demande 120 kilogr. de nitrates comme engrais. La récolte de Haute-Egypte, qui donne un oignon à odeur forte et à saveur piquante, est expédiée à l'étranger en majeure partie.

Le Crédit Agricole avance deux livres égyptiennes par feddan pour les frais de culture des oignons en plus des prix des semences et des engrais qu'il distribue. Cette avance est faite

en deux fois : une livre après les semences et la seconde lors de la cueillette.

En plus de ces avances, il fournit également aux coopératives des régions où se cultive l'oignon, les sacs nécessaires pour ensacher ce produit et paie le nolis pour son transport à Alexandrie. Les sacs sont vendus au comptant et à terme. Le Crédit Agricole perçoit une commission de cinq millièmes par livre sur le prix des sacs vendus à terme, ainsi que sur les frais de transport à condition que le délai de remboursement ne dépasse pas un mois. Une commission de dix millièmes est perçue si le délai excède un mois et ne dépasse pas deux mois. Au cas où le délai excède deux mois, il est calculé un intérêt de 4 % par an sur la durée supplémentaire.

Pour recevoir les carnets des formules nécessaires à l'expédition, les membres du Conseil d'administration des coopératives doivent signer un engagement de ne les employer que pour l'expédition de l'oignon et d'envoyer à la Banque tous les dix jours des copies et un relevé des formules. Ils se portent forts de l'expédition, du transport, du triage et de la vente de l'oignon au marché de Gabbari à Alexandrie et donnent mandat aux commissionnaires, qu'ils chargent de la vente, d'en verser tout le prix, après prélèvement de leur commission, à la succursale d'Alexandrie de la National Bank of Egypt pour le compte de la Banque du Crédit Agricole. Ils signent également une déclaration par laquelle ils font connaître que les engagements précédents n'enlèvent pas à la Banque le droit de se faire rembourser directement son dû, soit par eux, soit par les emprunteurs. Pour cela ils s'engagent à donner à la Banque le nom de tout membre de la coopérative qui ne fournit pas sa récolte afin de lui permettre de prendre contre lui, toutes les mesures nécessaires pour se faire rem-

bourser son dû et éviter ainsi qu'elle ne se retourne contre la coopérative, en sa qualité de contractante, ou contre les membres du Conseil d'administration, en leur qualité de garants ou contre d'autres garants.

Avant que la coopérative ne commence l'expédition de l'oignon, elle doit envoyer au sous-agent de la Banque de la localité dont elle dépend et à celui à qui est délégué le prix de l'oignon à vendre, un relevé des noms des membres qui expédient leurs oignons par son intermédiaire. Elle indique dans ce relevé la somme due par chaque membre, que ce soit du chef des prêts pour oignon ou d'autres prêts échus. Cela afin de permettre au sous-agent de déduire, du prix de l'oignon vendu, ce qui est dû par chaque membre séparément, y compris les frais de nolis.

C'est à partir de 1934, que le Crédit Agricole a commencé à faire ces avances. Il en a accordé, en 1934, pour un montant de L. E. 287 et, en 1935, pour L. E. 1.905.

§ 2. — LES VERGERS

La superficie des vergers a plus que quadruplé dans l'espace des vingt dernières années. Les chiffres suivants, extraits d'un rapport officiel de la section d'horticulture, montrent la progression rapide des surfaces plantées en arbres fruitiers, qui ont passé de 7.623 feddans en 1915, à 11.286 en 1929-1930, et à 33.000 à fin 1931.

Les principaux arbres fruitiers qui composent les vergers égyptiens sont : l'oranger, le mandarinier, le figuier, l'abricotier, le citronnier, le bananier, le manguier, le goyavier et la vigne. Quant au dattier, il se rencontre en bouquet le long du Nil en Haute-Egypte, dans les terres sablonneuses du Nord du Delta et surtout dans les oasis et paie une dîme spéciale.

Le Crédit Agricole accorde aux membres des coopératives qui possèdent des vergers dont les arbres sont arrivés à maturité, en plus des engrais, des prêts destinés aux frais de binage et de sarclage en rapport avec l'état du verger pour lequel le prêt est demandé. Ces prêts sont accordés avec la garantie des membres du Conseil d'administration de la coopérative. Il paye également pour les cultivateurs, avec la même garantie, les frais de fumigation des arbres fruitiers au Ministère de l'Agriculture qui entreprend cette opération et se les fait rembourser au cours de la saison de vente des fruits.

Ces prêts n'ont été accordés par le Crédit Agricole qu'à partir de 1934, pour une somme de L. E. 1.512, et se sont élevés en 1935 à L. E. 6.854.

§ 3. — ACHAT DE COMBUSTIBLE

La Société coopérative, qui possède, ou dont quelques-uns des membres possèdent des machines agricoles qui ont besoin de combustible, doit présenter, au commencement de chaque saison agricole, une demande pour la quantité de combustible qui lui est nécessaire, que ce soit du pétrole, du mazout ou du charbon, à l'agence du Crédit Agricole dans le ressort de laquelle elle se trouve, tout en spécifiant, dans la demande, l'espèce qu'elle désire, ainsi que le nombre et le genre des machines auxquelles elle est destinée.

Dès que la Banque approuve la demande d'une coopérative, elle exige la garantie des membres de son Conseil d'administration à concurrence de la contre-valeur du combustible fourni et en paye directement le prix au vendeur contre subrogation dans son privilège.

Au moins un mois avant l'échéance, la coopérative doit envoyer à l'agence de la Banque qui a payé le prix, la liste

des membres qui se sont fournis en combustible à terme et ce que doit chacun d'eux, pour que le Crédit Agricole puisse se faire rembourser directement des membres emprunteurs, par les voies administratives. Toutefois la garantie de la coopérative et des membres de son Conseil d'administration subsiste jusqu'au remboursement total.

Pour venir en aide dans une plus large mesure aux Sociétés coopératives, le Crédit Agricole serait disposé, si le Service des coopératives le lui demandait, à ouvrir une adjudication pour l'achat, aux meilleurs prix, du combustible qui leur est nécessaire, après évaluation des quantités approximatives dont elles auraient besoin au commencement de chaque saison agricole, sans aucun engagement d'acheter de la part de la Banque ou des Sociétés coopératives.

Le Crédit Agricole n'a commencé qu'en 1934 à pratiquer ce genre de prêts et il en a accordé au cours de cette même année pour une somme de L. E. 1.905 et au cours de 1935, pour L. E. 4.498.



CHAPITRE III

Les prêts gagés par les récoltes

Le Crédit Agricole accorde des prêts gagés par des récoltes aux cultivateurs et aux Sociétés coopératives.

Les récoltes dont la banque accepte actuellement le nantissement sont celles du coton, du blé, du maïs, des lentilles, des fèves, d'orge, de riz, de helba (fenugrec), des arachides, de sésame, des lupins, des pois chiches, de graines de lin, de guibane (vesce) et de bersim (luzerne ou trèfle d'Alexandrie). Cependant la Banque est disposée à examiner les demandes d'avances sur toutes autres récoltes susceptibles d'emmagasiner.

La durée de ces prêts varie suivant les différentes récoltes. Elle est actuellement de trois mois pour le coton, durée qui peut être renouvelée d'accord avec la Banque qui calcule, pour la période de renouvellement seulement la moitié des frais perçus à l'origine. La Banque ne perçoit pas de frais d'emmagasiner sur le coton déposé dans les usines d'égreinage ou dans des entrepôts appartenant à des particuliers et agréés par la Banque, pourvu que ces usines et ces entrepôts ne perçoivent pas de frais d'emmagasiner.

La durée des prêts est également de trois mois pour les fèves, l'orge, le maïs, le riz et les arachides. En ce qui concerne la helba (fenugrec), le blé, les lentilles, le sésame et les pois chiches, cette durée est de quatre mois. Toutefois toutes ces durées sont susceptibles de renouvellement d'accord avec la Banque.

Les frais d'emmagasiner ne sont pas proportionnels et n'augmentent pas en proportion de la quantité. Ils se réduisent également pour les périodes de renouvellement des prêts. En tous cas, les frais d'emmagasiner perçus par le Crédit Agricole sont inférieurs à ceux des autres banques pour les mêmes produits et, malgré leur modicité, ils sont abaissés chaque fois que les circonstances le permettent. Ces tarifs sont affichés en permanence dans les chounahs, les sous-agences et agences et les modifications qui y sont apportées sont publiées immédiatement.

Le maximum de la quantité sur laquelle le Crédit Agricole accorde des prêts à un cultivateur, qu'il soit propriétaire ou fermier, est de 100 cantars de coton ou 200 ardebs des autres produits. Il est fait cependant exception pour les cultivateurs qui sont débiteurs de la Banque, qui doivent des impôts fonciers, taxes de gardiennage ou prêts agricoles au Gouvernement pour lesquels aucune limite n'est fixée, de manière que le prêt accordé puisse suffire au remboursement des sommes dues. De même, aucun maximum n'est fixé pour la quantité des produits offerts par les coo-opératives.

Les prêts gagés par les récoltes sont versés dans le plus court délai, dès la présentation des produits et à peine terminés leur examen, leur pesée et leur classement. Lorsque les récoltes d'un cultivateur sont mises en vente à la suite d'une saisie administrative pratiquée pour le remboursement des impôts fonciers ou autres, sommes dues au Gouvernement ou au Crédit Agricole, et lorsque ce cultivateur s'engage à les produire dans une des chounahs de la Banque, pour se faire accorder une avance, les formalités de la vente sont immédiatement suspendues. Si le cultivateur n'a pas les moyens de transporter ses récoltes à la chounah, la Banque l'aide à les

transporter à la chounah la plus proche ou à un entrepôt privé, par elle agréé, en déduisant les frais de transport du montant du prêt qu'elle lui accorde. Au cas où le prêt accordé rembourse les impôts et les autres sommes dues au Gouvernement, la saisie tombe et le solde, qui reste lors de la vente de la récolte, revient à l'emprunteur. Celui-ci conserve également le droit de retirer la récolte, s'il rembourse le prêt avec ses accessoires.

Le Crédit Agricole accorde des prêts sur toutes les récoltes jusqu'à concurrence de 80 % de leur prix, calculé au cours du jour de l'emprunt. Malgré cela, il ne réclame pas de couverture si le prix du produit gagé vient à baisser. Au contraire, au cas où il vient à hausser et que cette hausse se stabilise, il accorde des prêts supplémentaires en proportion de la hausse et aux conditions qu'il stipulera. Les risques que comporte pareille pratique sont presque inexistants, comme l'a prouvé l'expérience faite depuis la création de la Banque. Ceci provient du fait que la Banque n'avance qu'aux cultivateurs (dont la plupart sont des propriétaires ruraux) et seulement après avoir évalué exactement et prudemment le montant de l'avance.

La forte proportion du montant avancé a eu pour résultat de donner une grande ampleur au mouvement des avances contre nantissement des différents produits agricoles. Les chiffres ci-après donnent un état comparatif aux 30 septembre et 31 décembre 1935 des stocks de céréales, emmagasinés auprès du Crédit Agricole, avec ceux existants auprès de toutes les Banques accordant pareilles avances en Egypte. Ces stocks étaient respectivement, à ces dates, de 1.033.459 et

1.015.843 ardebs auprès du Crédit Agricole contre 1.881.513 et 1.656.019 ardebs auprès de toutes les banques.

Le Crédit Agricole a également participé, dans une large mesure, à la réglementation de l'offre et de la demande de tous les produits agricoles, et, partant, au relèvement de leurs prix ainsi qu'à la stabilisation de ce relèvement. Il a été un grand facteur pour maintenir les prix au début des saisons agricoles en empêchant les petits cultivateurs, qui forment la majorité, de vendre leur récolte dès son apparition.

Pour l'entreposage des produits, le Crédit Agricole a construit de nombreuses chounahs dont le nombre s'élevait, d'après le dernier rapport de l'exercice 1935, à 485, outre les nombreux magasins privés qui y sont rattachés. Cependant si une coopérative ou les habitants d'une localité, qui ne possède pas de chounah, en demandent la création dans leur village, il exauce leur désir dès qu'il s'assure que la région peut fournir une quantité suffisante de produits à entreposer. Au cas où la Banque doute de la réussite de la chounah, elle ne recule pas devant sa création si la coopérative ou les habitants du village lui offrent, gracieusement pour une année, un feddan de terrain au choix de la Banque pour y ériger la chounah, avec engagement par elle de payer un loyer équivalent à celui des terres avoisinantes, à partir de la deuxième année, en cas de réussite de la chounah.

En outre, le cultivateur, qui désire entreposer ses récoltes seul ou avec quelques habitants de sa région dans un entrepôt privé lui appartenant, doit présenter sa demande à la Banque qui accède à son désir, dès qu'elle est assurée que l'entrepôt convient à l'entreposage et que le requérant accepte

toutes les conditions qu'elle exige pour l'entreposage dans des entrepôts privés, au point de vue de la sécurité et de la convenance à la conservation des produits, pourvu que la quantité offerte soit suffisamment grande. Le Crédit Agricole calcule, dans ce cas, des frais d'inspection équivalents à la moitié des frais d'entreposage et ne réclame que la moitié des autres frais habituels, pourvu que le requérant assume lui-même les frais de gardiennage. Quant aux frais de pesée et à la commission que reçoit le sarraf (percepteur), lorsque l'argent lui est versé, il les paye en entier. Les Sociétés coopératives peuvent agir de même, et, en plus de ces avantages, la Banque les dispense des frais de pesée si elles l'ont effectuée par leurs soins.

§ I. — LE COTON

A peine créé, le Crédit Agricole devait s'organiser au plus vite en vue d'entreprendre l'opération d'avances sur le coton, produit de la récolte 1931, c'est-à-dire qu'il avait à commencer à faire ces avances le 15 septembre au plus tard, soit 40 jours après sa fondation.

Jusqu'au 31 décembre 1931, il en avait avancé pour une somme de L. E. 110.271, contre nantissement de 71.537 cantars de coton ; en 1932, pour L. E. 135.456 à 3.493 emprunteurs, contre nantissement de 85.102 cantars ; en 1933, pour L. E. 795.189 à 14.962 emprunteurs, contre nantissement de 438.971 cantars ; en 1934, pour L. E. 1.751.010 à 39.044 emprunteurs, contre nantissement de 785.743 cantars et en 1935, pour L. E. 1.295.846 à 23.581 emprunteurs, contre nantissement de 558.743 cantars.

La cause de la diminution des quantités de coton données en nantissement au Crédit Agricole, en 1935, provenait d'une

plus forte demande de la part des exportateurs et des prix plus élevés qu'ils offraient et qui étaient sensiblement supérieurs à ceux de 1934. Cette abondance de demandes s'est traduite par l'expédition, depuis le début de la campagne cotonnière jusqu'au 27 mars 1936, de 7.586.413 cantars de l'intérieur vers Alexandrie et l'exportation, du 1^{er} septembre 1935 jusqu'à cette même date, de 5.728.687 cantars. Cette dernière quantité est supérieure de 301.241 cantars à celle exportée durant la même période de l'année précédente.

§ 2. — LE BLÉ

Par suite de la baisse sans précédent des cours du blé sur les marchés mondiaux et pour empêcher la disparition de cette culture vivrière du fait de la modicité des prix, qui ne rémunéraient plus les frais de culture, le Gouvernement Egyptien a été amené à suivre une politique douanière spéciale, en ce qui concerne cette céréale, par l'augmentation progressive des droits de douane et, en dernier lieu, par l'adoption d'une échelle mobile.

Le tarif du 24 juillet 1930 imposait à 165 P. T. la tonne de blé, dont P. T. 150, droits de douane, et P. T. 15, droits de quai et autres, mais par suite de la baisse des cours du blé à Lst. 5 la tonne, le blé australien revenait au Caire à P. T. 102 l'ardeb et, à cette parité, le blé égyptien ne pouvait se vendre qu'à P. T. 90. Devant cette situation désastreuse, le Gouvernement Egyptien porta, le 14 décembre de la même année, les droits de douane à P. T. 330 par tonne, mais le marché a continué à baisser jusqu'à faire disparaître les avantages escomptés de cette nouvelle surélévation de droits, d'où, le 9 février, nouvelle augmentation du tarif qui a été porté à P. T. 484 la tonne et, ainsi, le cours du blé a pu remonter à

P. T. 140/145. C'est sur la base de ce dernier prix qu'a été immédiatement élaborée l'échelle mobile qui stabilise, dans une certaine mesure, les cours du blé égyptien et l'empêche de baisser sous l'influence des prix mondiaux : les droits à percevoir augmentant au fur et à mesure que les prix extérieurs (pratiqués à la Bourse de Londres) tendent à baisser sous l'influence des cours mondiaux. Et, dans ce but, les cours du blé australien à Londres sont câblés quotidiennement en Egypte.

En 1932 et en 1933, le Gouvernement Egyptien ne s'est pas contenté de cette mesure et, pour empêcher l'avilissement des prix au moment de la récolte par une trop grande abondance de produits sur les marchés, il a chargé la Banque du Crédit Agricole de consentir des avances sur la base de P. T. 100 et 110 par ardeb de blé « baladi » et « hindi » respectivement, ayant 23 kirats de degré de propreté, tout en lui garantissant les pertes qu'elle pouvait subir de ce fait. De nouveau, en 1936, le Conseil des Ministres, en sa séance du 4 juin, décida, à la suite d'une baisse sensible du prix du blé au début de la récolte, baisse qui amena le directeur du Crédit Agricole d'Egypte, pour éviter des pertes à son établissement, de réduire les avances à consentir sur chaque ardeb de blé à moins de P. T. 90, de relever la Banque de toutes les pertes qu'elle pourrait subir du fait des avances qu'elle continuerait à consentir sur la base de P. T. 100 et 110 par ardeb. La même mesure a été prise avec certaines autres banques qui consentaient ce genre de prêts. Dans sa note, le Ministre des Finances affirme que le Gouvernement ne court aucun risque de ce fait, car une fois les forts arrivages du début de la récolte liquidés, les prix devront fatalement remonter, étant donné que la récolte de cette année ne saurait dépasser sept millions

devant une consommation annuelle de neuf millions d'ardebs.

Par suite du chiffre élevé de ces avances, faites sur la demande et avec la garantie du Gouvernement, cette opération a pris une grande envergure et il s'en est suivi que le Crédit Agricole a avancé en 1932 une somme de L. E. 513.540 à 22.454 emprunteurs, gagée par 500.187 ardebs de blé ; en 1933, L. E. 386.201 à 19.583 emprunteurs, gagées par 402.872 ardebs ; en 1934, L. E. 955.700 à 34.151 emprunteurs, gagées par 733.726 ardebs et, en 1935, L. E. 201.077 à 49.435 emprunteurs, gagées par 774.454 ardebs.

§ 3. — Les FÈVES

Dans le même but, le Gouvernement a donné la même garantie à la Banque du Crédit Agricole pour ses avances sur les fèves des récoltes 1932 et 1933. Il l'a autorisée à consentir des avances sur la base de P. T. 110 par ardeb de fèves ayant 23 degrés de pureté.

Les avances, consenties de ce chef, se sont élevées en 1932, à L. E. 271.646, gagées par 296.291 ardebs, répartis entre 12.680 emprunteurs ; en 1933, à L. E. 24.634, gagées par 41.109 ardebs, répartis entre 1.774 emprunteurs ; en 1934, à L. E. 72.393, gagées par 157.398 ardebs, répartis entre 7.295 emprunteurs, et en 1935, à L. E. 139.406 gagées par 121.651 ardebs, répartis entre 8.453 emprunteurs.

En 1933, lorsque vint à son terme la garantie fournie par le Gouvernement relativement aux avances sur fèves et blé, le Crédit Agricole, eu égard à la hausse survenue dans les prix de ces deux produits et afin d'empêcher que leurs cours ne se ressentent du fait de voir jeter sur le marché les quantités gagées de blé et de fèves, jugea opportun de relever le

Gouvernement de cette garantie et de prendre les avances en cours pour son compte.

Par contre, en 1932, le Gouvernement a subi, du chef de sa garantie pour ces deux produits, une perte globale de L. E. 177.500, due à l'effondrement des cours, à l'avarie de certaines récoltes dont la semence avait été fournie par la Banque et enfin à la mévente d'une partie du stock.

§ 4. — LE RIZ

En 1933, pour empêcher l'effondrement des cours de ce produit, le Gouvernement, outre une prime allouée pour encourager son exportation, garantit au Crédit Agricole les pertes qu'il pouvait subir du fait de ses avances. Cette mesure a eu un effet salubre et stabilisa les prix, ce qui a permis à la Banque de continuer les avances pour son propre compte, une fois expiré le délai pour lequel le Gouvernement avait fourni sa garantie.

Les avances consenties par le Crédit Agricole sur ce produit ont été, en 1932, de L. E. 2.360, accordées à 117 emprunteurs sur 7.118 ardebs ; en 1933, le L. E. 17.025, à 474 emprunteurs sur 49.481 ardebs ; en 1934, de L. E. 72.393, à 2.678 emprunteurs sur 157.398 ardebs et, en 1935, de L. E. 150.524, à 5.829 emprunteurs sur 309.625 ardebs.

§ 5. — LES AUTRES PRODUITS

Le Crédit Agricole a consenti également des avances sur presque tous les produits agricoles susceptibles d'emmagasiner.

Le tableau ci-après donne, année par année, les quantités entreposées de ces divers produits en ardebs et le montant avancé sur ces quantités en livres égyptiennes :

	1935		1934		1933		1932	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Mais	415.272	290.661	224.609	164.571	41.109	24.634	64.214	32.786
Lentilles ...	26.845	33.772	16.258	21.176	3.205	1.756	13.956	10.264
Orge	90.740	59.888	37.474	20.659	6.930	1.868	26.443	10.359
Helba	16.997	24.823	9.383	11.095	1.228	640	8.882	3.238
Arachides ..	4.284	2.396	7.441	3.896	3.950	2.171	2.679	1.244
Bersin	11.339	24.884	11.236	19.894	80	48		
Sésame	2.851	3.227	6.870	8.150	142	168		
Lupins	5.193	5.189	2.647	2.078				
Pois chiches.	1.664	1.620	657	869	36	36		
Divers	1.778	1.375	2.457	2.594				

La rubrique « divers » comprend, pour l'année 1935, les graines de lin, graines d'oignons, « guelbane » (vesce), graines de « meloukhia », graines de laitue et graines de carthame et, en 1934, les graines d'oignons, « guelbane » (vesce), graines de « meloukhia », graines de coton et graines de guimauve.



CHAPITRE IV

Les autres avances

Le Crédit Agricole accorde aux cultivateurs des prêts à un terme ne dépassant pas dix ans et au taux de 7 % pour les opérations suivantes :

a) achat de bétail, pour une durée ne dépassant pas trois ans ;

b) achat de machines agricoles, pour une durée variant entre trois et dix ans suivant le genre de la machine ; par exemple, pour un tracteur Fordson, le prêt est accordé pour trois ans, pour un Deering, un Lenz ou une batteuse, le prêt est accordé pour cinq ans, tandis que les prêts pour l'achat de machines d'irrigation sont accordés pour dix ans. La Banque paye le prix des machines directement au vendeur à la place du requérant et se fait subroger dans le privilège du vendeur.

Pour accorder les prêts de ce genre, le Crédit Agricole examine séparément chaque demande et exige, pour leur octroi, un gage hypothécaire même en second rang, pourvu que la marge entre la valeur du gage et le montant de la première hypothèque permette de prendre une seconde inscription qui puisse venir en rang utile.

En plus de ces deux genres de prêts, le Crédit Agricole accorde aux Sociétés coopératives des prêts pour la création d'entreprises agricoles telles que laiteries et autres et des prêts pour l'amélioration des terres agricoles par le creusement des rigoles, des canaux et des drains, y compris les opérations de nivellement des terres.

Tous ces prêts sont accordés aux Sociétés coopératives pour une durée ne dépassant pas dix ans et à un taux annuel de 5 % et le Crédit Agricole exige, pour les accorder, uniquement la garantie personnelle des membres du Conseil d'administration, à l'exception des prêts pour l'amélioration des terres agricoles, pour lesquels il exige une garantie hypothécaire dans les mêmes conditions que pour les particuliers.

Quant aux prêts pour achat de bétail, leur remboursement est actuellement exigé en trois versements annuels. Quand la Banque a pris cette mesure en 1934, elle a voulu en faire profiter les Sociétés coopératives qui avaient auparavant contracté des prêts remboursables en deux ans. Aussi, a-t-elle résolu de ne leur réclamer, lors de l'échéance du premier versement, que le remboursement du tiers du prêt, et pour celles qui avaient déjà effectué la premier versement en entier, elle leur a réparti leur second versement sur deux années.

Les prêts pour achat de bétail sont accordés sur la base du besoin des membres des coopératives en bétail, et en rapport de ce qu'ils possèdent comme terres, soit en propriété, soit en location. Ce besoin est évalué à une tête de bétail par membre cultivant jusqu'à huit feddans, à condition que la superficie en sa possession ne soit pas inférieure à trois feddans pour les bonnes terres, à quatre pour les terres moyennes et à cinq pour les mauvaises terres. Pour ce qui excède les huit feddans, il est accordé une tête de bétail dans les mêmes conditions jusqu'à seize feddans et ainsi pour chaque huit feddans. De ce chiffre, on déduit le nombre de bêtes possédées par le membre. C'est la règle suivie pour les bêtes nécessaires aux travaux, comme les vaches et les buffles. Quant aux autres animaux utiles à l'agriculture,

comme les chameaux, les mulets et les ânes, leur nombre est évalué suivant les circonstances.

Le Crédit Agricole examine également les demandes des Sociétés coopératives relatives à l'achat des têtes de bétail pour l'élevage, comme les veaux dans les régions où se pratique l'élevage ; il examine également les demandes des coopératives qui possèdent des laiteries, tendant à l'achat de bêtes laitières pour leurs membres.

Il porte le plus grand soin à l'examen de ces demandes en tenant compte des circonstances de chaque Société. Dans le cas d'approbation d'un prêt pour l'un de ces deux buts, l'achat doit se faire par l'intermédiaire de la coopérative et sous le contrôle des fonctionnaires spécialisés du Service coopératif ou agricole.

Les prêts pour achat de bétail aux Sociétés coopératives ne sont accordés que sur rapport favorable des inspecteurs compétents du Service agricole et, pour leur octroi, le Crédit Agricole tient compte du prix du bétail au moment de l'approbation du prêt. Un délai maximum de quinze jours lui suffit pour l'examen de chaque demande de prêt dont les papiers sont au complet.

La Société coopérative, qui a obtenu un prêt pour achat de bétail, peut demander d'autres prêts du même genre, pourvu qu'ils soient destinés à des membres n'ayant pas encore obtenu de pareils prêts ou qui auraient totalement remboursé ce qu'ils doivent pour de tels prêts.

Les prêts pour achat de bétail sont versés par les coopératives à leurs bénéficiaires en présence d'un délégué de la Banque et d'un délégué du Service des coopératives ; quant aux prêts qui ne sont pas versés aux membres à qui ils ont été accordés, ils sont restitués à la Banque.

On tient compte, en fixant les échéances des prêts pour achat de bétail, de ce que celles-ci coïncident avec la période de rentrée des revenus ; quant aux prêts qui avaient été accordés dans le passé et dont les termes venaient à échéance entre les saisons de recouvrement des revenus, le Crédit Agricole en recule le remboursement jusqu'aux premières rentrées sans calculer des intérêts moratoires.

A l'échéance du terme d'un prêt pour achat de bétail, le Crédit Agricole accorde à la Société coopérative un délai de deux mois pour le rembourser ; si, au cours de ce délai, la Société en rembourse la moitié, il patiente pour le solde jusqu'aux premières rentrées de la campagne suivante. Si, à ce moment, la Société rembourse la moitié du restant, la Banque accorde un délai pour le remboursement du solde jusqu'à la campagne qui suit, pourvu toutefois que ce remboursement ait lieu ayant l'échéance du terme suivant.

Quant à la Société coopérative qui n'arrive pas à rembourser la moitié du terme au cours du délai de deux mois, elle doit présenter au Crédit Agricole un relevé des noms des membres qui sont en retard dans le remboursement et des montants qu'ils doivent, pour lui permettre de procéder contre eux à la saisie administrative. Ce relevé doit parvenir à la Banque une semaine au moins avant l'expiration du délai de deux mois, pour ne pas mettre la Banque dans l'obligation de pratiquer la saisie contre tous les membres qui ont contracté des prêts et les membres du Conseil d'administration qui sont garants solidaires du remboursement. C'est la coopérative qui sera responsable, si la saisie est pratiquée contre des membres qui auraient remboursé ce qu'ils doivent. Le Crédit Agricole est libre de saisir jusqu'à concurrence du montant, échu seulement, ou de tout le prêt devenu exigible.

Le Crédit Agricole accorde également des prêts aux Sociétés coopératives pour l'achat des machines agricoles dont elles et leurs membres auraient besoin pour le labour, le battage, l'irrigation, le drainage ou tout autre but agricole, sous les mêmes conditions et garanties exigées pour les prêts d'achats de bestiaux.

Dans sa demande de prêt, la Société coopérative doit indiquer le genre, la marque et la puissance de la machine qu'elle désire acheter, ainsi que la superficie pour laquelle elle servira, la durée nécessaire pour le remboursement du prix et les noms et propriétés des membres du Conseil d'administration qui garantiront le montant du prêt. La Banque accepte également de payer, contre subrogation, les termes non payés des machines agricoles achetées à terme par une coopérative, ou un de ses membres, sans son entremise.

La durée du remboursement du prix diffère suivant le prix et la solidité de la machine. Le prix des machines pour le labour est remboursable dans une période variant entre trois et cinq ans, celui des batteuses en cinq ans ou un peu plus et celui des machines pour l'irrigation ou pour le drainage avec leur complet équipement, y compris les frais nécessaires pour le creusement des puits artésiens, dans un délai allant jusqu'à dix ans.

Pour venir en aide aux coopératives et sur la demande du Service des coopératives du Ministère de l'Agriculture, le Crédit Agricole serait disposé à engager des pourparlers pour l'achat des machines agricoles au plus bas prix et à indiquer à la Société coopérative le prix qui lui est proposé, ainsi que les autres conditions de vente. Si la coopérative, ne pouvant obtenir isolément un prix ou des conditions meilleurs, accepte ce que la Banque peut obtenir et signe le contrat de prêt, le

Crédit Agricole paye le prix à sa place directement au vendeur.

Le Crédit Agricole paye également, pour les membres des Sociétés coopératives, le prix des différentes sakiehs dont elles ont besoin et exige le remboursement en deux termes annuels égaux.

Toutefois, le Crédit Agricole n'accorde les prêts pour achat de machines qu'après avis favorable du Service des coopératives du Ministère de l'Agriculture.

Jusqu'à fin 1932, le Crédit Agricole avait avancé aux Sociétés coopératives, pour ces deux genres de prêts, une somme de L. E. 36.016. A fin 1933, le montant total de ces avances s'élevait à L. E. 45.327, dont L. E. 630 seulement pour achats de machines agricoles ; à fin 1934, il s'élevait à L. E. 111.912, réparties entre 294 Sociétés et 326 prêts, et à fin 1935, à L. E. 177.940, réparties en 482 prêts accordés à 357 Sociétés.

Sur la demande du Département du Commerce et de l'Industrie, élevé au cours de cette année au rang de ministère, le Crédit Agricole, à partir de 1933, vend à terme avec la garantie du Gouvernement, des batteuses de riz et des tracteurs aux Sociétés coopératives, ainsi qu'aux grands et petits cultivateurs agricoles. Le prix de vente est payable dans un délai de cinq ans pour les particuliers et de dix ans pour les Sociétés coopératives.

Jusqu'au 31 décembre 1933, il avait distribué 4 batteuses et 5 tracteurs, d'un prix total de 2.905 livres égyptiennes. En 1934, il a distribué 9 batteuses et 25 tracteurs, d'un prix total de L. E. 15.010, à 6 Sociétés coopératives et à 25 particuliers et, en 1935, 37 batteuses et 74 tracteurs, d'un prix total de L. E. 38.571, à 7 Sociétés coopératives et à 70 particuliers.

Pour créer à l'agriculture égyptienne d'autres sources de revenus que ceux provenant de la culture de la terre, le Crédit Agricole accorde aux Sociétés coopératives des prêts, pour un délai ne dépassant pas dix ans, en vue de l'établissement d'entreprises agricoles telles que laiteries, fabriques de sauce ou de confiture, centres modernes d'apiculture ou autres entreprises similaires, soit pour le compte des Sociétés coopératives elles-mêmes, soit pour le compte de quelques-uns de leurs membres, mais sous la condition expresse que l'établissement de ces entreprises soit fait sous la surveillance directe du Ministère de l'Agriculture qui doit contrôler que les fonds avancés par la Banque sont employés réellement dans le but auquel ils sont destinés.

Dans sa demande, la Société coopérative doit indiquer le montant du prêt, son but, sa durée, ainsi que les noms et les propriétés des membres du Conseil d'administration qui en sont les garants. Ces prêts ne sont accordés que sur avis favorable du Service des coopératives et doivent être remboursés en cinq ou six annuités.

Ce genre d'avances s'est limité jusqu'au 31 décembre 1935 à 3 prêts accordés à 2 Sociétés coopératives pour la création de laiteries.

Le Crédit Agricole accorde également aux Sociétés coopératives des prêts, à un terme ne dépassant pas dix ans, pour l'amélioration des terres agricoles par le creusement de rigoles, canaux et drains. Les opérations de nivellement rentrent également dans la catégorie de ces prêts.

Pour accorder de pareils prêts, le Crédit Agricole ne se contente plus de la garantie du Conseil d'administration de la coopérative, mais exige de la part du ou des membres, qui ont besoin de tels prêts, la présentation d'un gage hypothécaire, même en second rang, pourvu que le montant de

la première inscription laisse une marge suffisante pour sa garantie.

Les demandes pour ces prêts doivent indiquer, outre le montant du prêt, la superficie du terrain qu'on veut améliorer et un état détaillé des opérations d'amélioration à entreprendre, ainsi que la durée du prêt et la garantie qu'on veut offrir. Le Crédit Agricole n'accorde ces prêts que s'il juge que la garantie offerte est suffisante.

Ce n'est qu'en 1933 que le Crédit Agricole a commencé à octroyer ce genre de prêts et, à la fin de l'année, il en avait accordé pour une somme de L. E. 3.699. A fin 1934, le montant des prêts réalisés s'élevait à L. E. 11.134, réparties en 24 emprunts, et à fin 1935, à L. E. 19.509, réparties en 35 prêts.

Le prêt ne devient totalement exigible que lorsqu'une société coopérative retarde le paiement de deux termes entiers : le Crédit Agricole exerce alors les poursuites d'expropriation pour rentrer dans son dû.

Outre ces prêts, le programme du Crédit Agricole comprend également l'octroi aux Sociétés coopératives, pour un délai ne dépassant pas vingt ans, de prêts destinés à l'amélioration et la bonification des terres qui peuvent profiter des travaux publics d'irrigation et de drainage.

Ces prêts sont soumis aux mêmes règles que les précédents quant à la garantie, à la forme des demandes et à l'échéance des termes. Aucun prêt de ce genre n'a été accordé par le Crédit Agricole, jusqu'à ce jour.

Le Crédit Agricole a accepté de transférer à son compte environ 80 % des prêts que le Gouvernement avait consentis aux Sociétés coopératives par l'entremise de la Banque Misr. Ces prêts ont été atermoyés pour une durée maximum de cinq ans et à leur taux originaire de 4 %. Le transfert a eu

lieu pour 289 prêts, d'un montant global de L. E. 150.662, dont L. E. 98.730 ont été remboursées à fin décembre 1935. Les prêts qui n'ont pas été transférés sont au nombre de 49, les Sociétés auxquels ils avaient été accordés n'ayant pas rempli les conditions exigées pour l'échelonnement de leurs dettes. Ces conditions consistent à avoir remboursé une partie correspondante du prêt aux termes qui seraient échus, si le prêt avait été réalisé, dès l'origine, pour une durée de cinq ans. Toutefois le Crédit Agricole est disposé, à titre de faveur, à accepter la cession à son profit, des prêts des Sociétés coopératives dont la situation se rapproche de la base précédente, pourvu qu'il reste dû sur ces prêts une somme moindre que la moitié d'un terme, calculé sur la base de l'atermolement sur cinq ans.

Le Crédit Agricole se fait rembourser le montant de ces prêts par la voie administrative comme il le fait pour toutes ses créances. Aux Sociétés coopératives dont les prêts ont été atermoyés sur plusieurs années, le Crédit Agricole accorde un délai de deux mois lorsqu'un terme échoit pour le rembourser. Comme l'échéance des termes de ces prêts est fixée au 31 décembre de chaque année, le Crédit Agricole patiente jusqu'à fin février sans réclamer son dû. Si, à cette date, la moitié du terme est remboursée, la banque accorde un délai jusqu'à la récolte chetoui et si, à ce moment, la Société rembourse la moitié du restant, elle se voit accorder pour le paiement du solde un délai à la récolte séfi, à condition toutefois que le terme soit remboursé en entier avant l'échéance du suivant. Dans ces conditions, la Banque ne calcule pas d'intérêts. La coopérative qui n'arrive pas à s'exécuter dans les délais précités doit présenter au Crédit Agricole un relevé des noms des membres retardataires, pour que celui-ci puisse prendre

les mesures nécessaires contre eux et se faire rembourser par les voies administratives, sinon la procédure sera faite exclusivement contre les membres du Conseil d'administration de la coopérative qui sont garants des prêts.

Depuis 1934, le Crédit Agricole a beaucoup développé le financement des Sociétés coopératives, ce qui les a encouragées à multiplier leurs rapports avec lui. Cette augmentation s'est encore accentuée en 1935 et s'est traduite par un accroissement de plus de 50 % par rapport à 1934.

Cet accroissement des relations de la Banque avec les Sociétés coopératives provient de la grande extension que prend le mouvement coopératif en Egypte, du fait des nombreuses facilités et des avantages appréciables qui leur sont accordés ; ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre de ces Sociétés et leur développement constant par l'admission de nombreux membres parmi les grands et moyens propriétaires, désireux de profiter par leur entremise du Crédit Agricole.

Les chiffres suivants constituent la preuve palpable de l'accroissement des Sociétés coopératives en Egypte et de la part qui revient à la Banque dans l'extension de ce mouvement :

Année	Nombre total des sociétés en fin d'année	Sociétés ayant en des rapports avec la banque	Valeur des opérations entreprises avec les sociétés
1931 (oct.-déc.).	539	162	L. E. 37.000
1932	559	290	85.000
1933	587	298	97.000
1934	643	470	548.000
1935	703	544	836.000

En vue de parfaire et de mettre au point les rapports de la Banque avec la Section coopérative du Ministère de l'Agriculture et avec les Sociétés coopératives, le Ministère a, sur

la demande de la Banque, délégué auprès d'elle, depuis 1934, un inspecteur de la Section coopérative, de même que la Banque, après s'être mise en rapport avec les représentants des Sociétés — afin de connaître leurs besoins — a établi un règlement régissant les rapports de la Banque avec ces Sociétés. Ce règlement, publié en langue arabe, a eu pour effet d'ordonner et d'augmenter les rapports du Crédit Agricole avec elles et a été d'une grande utilité pour notre travail sur cette question.

Pour rendre plus efficace leur collaboration avec les Sociétés coopératives qui se trouvent dans leur ressort, les sous-agences et les agences de la Banque leur envoient régulièrement :

a) Des avis indiquant la date d'échéance des prêts des graines et semences, un mois au moins avant cette échéance ;

b) Des avis concernant chaque paiement versé par la Société à la Banque, soit directement à la sous-agence ou à l'agence, soit par l'entremise du sarraf ;

c) Un relevé du compte pour le premier semestre, soit pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et la fin juin. Ce compte n'est que très approximatif car quelquefois il omet des sommes que les sarrafs (percepteurs) ont pu encaisser, sans en avoir donné avis à la Banque ;

d) Un relevé annuel du compte des opérations de la Société coopérative, relevé qui doit parvenir avant la fin du mois de février de l'année suivante.

De plus, les agences de la Banque envoient régulièrement aux Inspections agricoles de la moudirieh où elles se trouvent, les pièces suivantes :

a) Un relevé des opérations des Sociétés coopératives de la moudirieh avec la Banque, à la fin de chaque mois ;

b) Deux copies du relevé semestriel du compte des Sociétés coopératives de la circonscription : l'une sera conservée à l'Inspection agricole, l'autre remise au Service des coopératives ;

c) Deux copies du relevé annuel également dans le même but ;

d) Des avis de la date d'échéance des prêts pour chaque saison agricole, permettant de veiller à ce que les Sociétés coopératives en effectuent le remboursement dans le délai imparti.

Par contre, le Service des coopératives a accepté que les Inspections agricoles, dans les moudiriehs, envoient régulièrement aux sous-agences compétentes de la Banque :

a) Une copie du procès-verbal de la réunion annuelle de l'Assemblée générale des Sociétés coopératives avec une copie de tout ce qui lui a été soumis comme rapports, comptes et bilans, après approbation des comptes de ces Sociétés :

b) Une situation provisoire de l'état de n'importe quelle Société coopérative à n'importe quel moment que la Banque la demande ;

c) Un relevé indiquant si la situation de la Société coopérative est bonne, moyenne ou médiocre au point de vue :

1° De la régularité de la direction et des opérations et de leur conformité avec les principes coopératifs ;

2° De l'intensité des opérations et de la proportion plus ou moins grande des membres qui en profitent ;

3° De la régularité avec laquelle la Société coopérative encaisse les sommes qui lui sont dues et les verse à la Banque.

Ce relevé doit lui être expédié pour chaque année après clôture des comptes.

De leur côté, les Sociétés coopératives sont obligées de rédiger les formules des demandes de prêts à la Banque en trois exemplaires, dont un est expédié à la Banque, le deuxième à l'Inspection agricole compétente et le troisième est conservé par elles.

Le Crédit Agricole approuve directement les demandes de prêts à court terme présentées par les Sociétés coopératives. Quant aux demandes de prêts sur bestiaux, elles ne sont approuvées que sur rapport favorable de l'Inspection agricole compétente. Pour les autres prêts à moyen et à long termes, la Banque exige, pour leur octroi, un avis favorable de la part du Service des coopératives au Ministère de l'Agriculture. Les Inspections agricoles doivent donc lui envoyer les demandes de ce genre avec leurs observations pour que ce Service puisse écrire au Crédit Agricole et lui faire part de son avis. Ces derniers prêts ne peuvent pas être accordés aux Sociétés coopératives dont la fondation ne remonte pas à plus d'une année.

Avec chaque demande, les Sociétés coopératives doivent envoyer au Crédit Agricole une copie du procès-verbal de leur Conseil d'administration les autorisant à contracter le prêt. La Banque se contente de cette autorisation et n'exige pas la réunion d'une Assemblée générale pour l'autorisation de chaque prêt, tant que les demandes des Sociétés coopératives se trouvent dans les limites des décisions prises par leur Assemblée générale annuelle.

Les membres, ayant les pouvoirs d'encaisser le montant des prêts accordés aux Sociétés coopératives, ont intérêt à laisser un spécimen de leur signature au siège de la sous-agence ou de l'agence de la Banque, pour qu'ils puissent donner mandat à une autre personne de toucher les deniers à leur place.

Chaque Société coopérative doit contracter tous ses prêts auprès d'une seule sous-agence de la Banque, même pour les terres des membres qui seraient situées dans la circonscription d'une autre sous-agence, pourvu que, dans ce cas, cette dernière soit avisée du versement des deniers. En d'autres termes, les opérations d'une Société doivent nécessairement se limiter à une seule sous-agence.

Lorsque certains membres d'une Société coopérative retardent le remboursement de ce qu'ils lui doivent, des capitaux qu'elle a empruntés du Crédit Agricole pour leur compte et portent par suite préjudice à sa réputation et à sa situation, celle-ci doit envoyer à la sous-agence auprès de laquelle elle a contracté ces prêts, une liste de leurs noms et l'indication de la somme arriérée due par chacun d'eux, ainsi que la date de l'échéance. Muni de cette liste, le Crédit Agricole refuse d'accorder à ces membres de nouveaux prêts à titre personnel, tant qu'ils n'auront pas remboursé les arriérés des prêts que la Société coopérative a empruntés pour eux à la Banque. Il n'est tenu aucun compte des sommes que ces membres devraient à la Société coopérative et qui proviendraient d'autres sources.

Cependant, pour permettre aux Sociétés coopératives de récupérer les sommes qu'elles ont prêtées à leurs membres sur leurs capitaux particuliers, ou les prix des marchandises qu'elles leur ont vendues à terme, celles-ci peuvent, lors de la réalisation des récoltes, imputer les sommes qu'elles encaissent, en premier lieu, sur les montants qu'elles leur avaient avancés de leurs propres deniers et le restant sur les sommes dues au Crédit Agricole. Et ce n'est qu'au cas où les sommes dues au Crédit Agricole ne seraient pas totalement réglées,

qu'elles inscriraient leurs noms sur la liste des membres retardataires.

Pour s'assurer que la Société coopérative n'a pas outrepassé ses droits, les listes doivent être approuvées par l'Inspection agricole compétente. Il en est de même des listes que présentent les Sociétés coopératives au Crédit Agricole pour que celui-ci fasse rembourser directement son dû par les voies administratives.

Ces listes doivent être dressées avec soin et comprendre tous les noms des membres retardataires sans exception. De plus, les membres du Conseil d'administration de la Société coopérative doivent attester qu'ils prennent la responsabilité de ce qui est porté sur les listes et que celles-ci sont conformes à la réalité et à ce qui est inscrit dans les registres de la Société ; leur déclaration est appuyée par tous les documents en leur possession.

Cependant si le Conseil d'administration d'une Société coopérative retarde, pour une cause quelconque, l'envoi au Crédit Agricole du relevé des arriérés dûs par les membres, l'Inspecteur de la comptabilité des coopératives de la circonscription pourra, pour éviter que la saisie ne soit pratiquée contre des membres qui auraient effectivement remboursé ce qu'ils doivent, préparer une liste exacte des noms des membres en retard et des sommes dues par eux, d'après les registres et les documents de la Société. Après quoi cette liste est envoyée au Crédit Agricole par l'entremise de l'Inspection agricole compétente, après son approbation par l'Inspecteur des coopératives, afin que la Banque puisse pratiquer la saisie administrative.



CHAPITRE V

Les opérations extraordinaires

Le Crédit Agricole est chargé chaque année d'entreprendre plusieurs opérations extraordinaires, soit qu'elles se rattachent à certaines de ses opérations ordinaires, soit que les circonstances aient exigé qu'il les entreprenne sur la demande du Gouvernement, soit pour réaliser un but d'ordre général, soit pour rendre un service public, soit enfin, pour alléger les effets de la crise.

Nous passerons en revue, année par année, depuis la fondation de la Banque, ces différentes opérations, qui sortent du cadre normal de son activité.

La première de ces opérations a consisté dans la décision prise par le Gouvernement, aussitôt après la fondation du Crédit Agricole et à la suite de la multiplicité, sans précédent dans le pays, des actions d'expropriation intentées devant les Tribunaux Mixtes, au cours de l'été de 1931, et du grand nombre des ventes forcées, qui ont avili les prix de la propriété rurale en Egypte — propriété qui forme la base de la fortune nationale du pays — de confier aux membres du Conseil d'administration du Crédit Agricole, pris en leur qualité personnelle, la mission d'intervenir auprès des créanciers poursuivant l'expropriation des terrains agricoles, pour trouver, d'accord avec eux, les moyens de suspendre les poursuites, dans les cas susceptibles d'arrangements, par le paiement, dans des conditions déterminées, de l'une des annuités arriérées. Pour lui permettre d'accomplir cette mission, le Gouvernement mit à sa disposition une somme d'un million de livres.

A la suite de cette intervention et contre paiement d'une somme de L. E. 709.483, il a été possible de suspendre, dans 2.842 cas, la vente de terrains agricoles d'une contenance de 148.946 feddans dont l'expropriation était poursuivie à la requête des trois plus grands établissements hypothécaires opérant dans le pays : le Crédit Foncier Egyptien, la *Land Bank* et la *Mortgage Cy.*

Sauf une petite partie, cette somme a été comprise dans un arrangement conclu le 11 mars 1933 avec ces trois établissements, arrangement qui comportait contre paiement par le Gouvernement des deux tiers des arriérés dus à cette époque, consolidation du capital et des annuités arriérées, avec prorogation de délai de remboursement des prêts et réduction de taux. La superficie hypothéquée à ces trois établissements s'élevait à 636.014 feddans contre une superficie cultivée de 5.463.667 feddans pour tout le territoire, soit 11,64 %.

Devant le succès de cette intervention, le Gouvernement songea à organiser, auprès du Crédit Agricole, une branche pour le crédit hypothécaire, dans le but de venir en aide aux petits propriétaires, les soustraire au joug des usuriers et sauver leurs biens des poursuites d'expropriation auxquelles recouraient la plupart des créanciers par suite de l'état de crise. La création de cet organisme devenait indispensable, du fait que l'*Agricultural Bank* avait suspendu ses opérations depuis deux ans.

Dans ce but, un accord a été conclu entre le Gouvernement et le Conseil d'administration du Crédit Agricole d'Egypte, en vue de la création du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte, au capital de trois millions de livres, à fournir par le Gouvernement au cours d'une période de cinq ans. Il a été convenu que le Conseil d'administration du Crédit Agricole assumera le contrôle du Crédit Hypothécaire Agricole et que sa direction

sera dévolue au Président du Conseil, administrateur-délégué. Une Assemblée générale extraordinaire du Crédit Agricole, tenue le 11 avril 1932, a ratifié cet accord.

Il est à signaler, à ce propos, que les deux établissements, quoique ayant une même direction générale, sont complètement indépendants l'un de l'autre. Cette séparation n'empêche pas toutefois que le personnel du Crédit Agricole, dans les agences et sous-agences, travaille également pour le compte du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte.

Du capital de trois millions que le Gouvernement s'est engagé à fournir au Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte, une première tranche d'un million de livres a été mise immédiatement à sa disposition. Cette tranche a servi en particulier à acheter la créance due à l'*Agricultural Bank of Egypt* et, une fois totalement investie, le Gouvernement mit à la disposition du Crédit Hypothécaire, pendant l'été de 1934, une deuxième tranche d'un demi-million.

Suivant décision du Conseil des Ministres en date du 25 novembre 1931, le Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte a été autorisé à négocier avec l'*Agricultural Bank of Egypt* pour la cession de ses créances.

Un accord est intervenu entre les deux banques, le 18 janvier 1933, pour l'achat des créances dues à l'*Agricultural Bank* aux conditions suivantes : 1° En ce qui concerne les gros et petits prêts, leur compte sera arrêté au 31 janvier 1933 et ils seront cédés au Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte après déduction de 5 % de leur valeur nominale, sous la condition expresse que le montant à déduire ne sera pas inférieur à 20.000 livres ; 2° Il ne sera calculé comme frais judiciaires que les frais de procédure qui ont été effectivement payés au Gouvernement.

Les prêts ainsi cédés ont été au nombre de 5.084, d'une valeur de L. E. 581.804. De ce nombre, il y avait 3.804 prêts, répartis en 3.772 prêts ordinaires, 22 gros prêts et 10 ventes de terrains à prix atermoyé, dont les titulaires étaient en retard dans le remboursement pour une somme de L. E. 143.933, valeur au 31 janvier 1933. L'*Agricultural Bank* était en train d'exercer des poursuites d'expropriation pour 1.500 de ces prêts, poursuites qui ont été suspendues à la suite du transfert.

Le Conseil des Ministres a approuvé la consolidation d'un montant de L. E. 143.933, représentant la valeur des arriérés dûs sur ces 3.804 prêts, tout en réduisant à 6 % le taux des intérêts perçus des emprunteurs, taux dont la moyenne s'élevait auparavant à 8,60 %.

Le transfert des 22 gros prêts de l'*Agricultural Bank*, d'un montant supérieur à mille livres chacun, a été la première brèche apportée au cadre étroit qui astreignait le Crédit Hypothécaire Agricole à ne consentir des prêts qu'aux petits propriétaires. Une seconde brèche beaucoup plus étendue, lui a été faite en 1935, par la cession des créances de la *Mortgage Cy of Egypt*, d'un montant total de plus de deux millions (1). Pour ce montant, il lui a été donné des obligations de 3 3/4 %, jouissance au 1^{er} mai 1935, garanties par le Gouvernement, obligations amortissables en dix ans par tirage au sort avec coupons payables par semestre le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année.

(1) Ce montant serait de L. E. 2.017.732,679 mms., d'après le rapport du conseil d'administration du Crédit Agricole d'Egypte pour l'exercice 1935 et de L. E. 2.037.609, d'après le rapport du Ministre des Finances, sur le budget de l'exercice 1936-37.

Cette cession a été consentie, sous déduction de 10 % sur le capital et de 20 % sur les arriérés, sans aucune garantie, sauf l'existence de la créance. Elle a eu lieu uniquement pour les prêts ruraux et les prêts mixtes, garantis à la fois par un gage rural et un gage urbain. Quant aux prêts urbains, ils ont été cédés au Crédit Foncier Egyptien.

Cette opération a facilité la liquidation de l'*Agricultural Bank of Egypt* qui détenait 197.975 actions sur 200.000, représentant le capital de la *Mortgage Cy of Egypt*.

Une fois le transfert accompli, les créances cédées, d'une valeur de L. E. 1.914.935, sous déduction des créances en distribution, ont été scindées en 2 parties :

a. Une partie susceptible de remboursement, d'une valeur de L. E. 1.694.098, productives d'intérêts à 5 1/2 % et amortissables en 33 ans ;

b. Une partie différée, d'une valeur de L. E. 220.836, productive d'intérêts à 1 % l'an pendant une période de cinq ans après laquelle le taux sera porté à 2 % et à 3 % au cas où le cantar de coton Sakellaridès atteindra 35 tallaris. L'amortissement du capital de la partie différée est suspendue jusqu'à l'expiration de la durée du prêt, à moins que le débiteur, se trouvant en mesure de l'amortir, ne préfère le faire avant cette date.

Pour l'évaluation de la créance susceptible de remboursement, on a calculé le revenu net du feddan, en en déduisant 30 % pour les dépenses du débiteur et de sa famille et le solde, soit 70 %, a été affecté à l'annuité que devrait payer le débiteur sur chaque feddan. Au cas où ce solde ne suffirait pas au règlement de l'annuité, le surplus formerait la partie différée.

Les intérêts moratoires sont calculés pour tous les prêts cédés au taux contractuel du prêt, augmenté de 1 %, sans

pouvoir dépasser 7 1/2 % ; sauf en cas d'expropriation où les intérêts moratoires seront calculés à leur taux originaire, tel qu'il est stipulé dans le contrat de prêt, taux qui est généralement fixé au maximum du taux conventionnel, soit à 9 % l'an et ce, sans que le débiteur retardataire puisse profiter de la réduction des intérêts moratoires résultant de cet arrangement.

Des arrangements faits dans le même esprit ont été conclus avec le Crédit Foncier Egyptien et la *Land Bank of Egypt*.

Par une décision du Conseil des Ministres du 10 juillet 1935, le Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte a été également chargé du règlement des créances de second rang. A cet effet, une Commission a été constituée au Ministère des Finances pour examiner les solutions à proposer dans chaque cas, à condition toutefois que le montant de la créance en premier rang et des créances subséquentes, après déduction de la partie bonifiée par les créanciers, ne dépasse pas les 75 % de la valeur actuelle des biens.

Etant donné que les ressources du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte sont limitées à ce que lui avance le Gouvernement et que le paiement des dettes de second rang demandera probablement de gros montants, il a été décidé que les nouveaux prêts seront réalisés en obligations 3 1/2 %, émises par le Crédit Hypothécaire Agricole avec la garantie du Gouvernement.

Une fois le transfert effectué, il ne sera calculé sur ces prêts qu'un intérêt de 3 3/4 % ; le quart pour cent perçu en plus représente les frais de la Banque que lui occasionnera cette opération. D'autre part, pour faciliter le remboursement aux emprunteurs, l'amortissement du capital de ces prêts ne commencera qu'en 1940.

Cependant, si le créancier accepte de se désister d'une partie importante de sa créance, non inférieure à 40 %, le Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte serait disposé à lui régler le solde en numéraire. Toutefois, ce paiement en numéraire est subordonné aux disponibilités dont disposera la Banque et à ce que lui avancera le Ministère des Finances.

Dans le même but, a été confié à la même Commission, par décision du Conseil des Ministres du 11 avril 1936, l'examen des prêts dus aux banques commerciales, aux maisons exportatrices de coton et aux petites banques.

Au cas où les prêts dûs à ces établissements en y ajoutant, s'il y a lieu, les prêts en second rang ne dépassent pas les 75 % de la valeur actuelle des biens, ils seront traités aux mêmes conditions que celles fixées par la décision du Conseil des Ministres précitée, du 10 juillet 1925, relatives aux dettes de second rang. La dette sera divisée en deux parties : une partie qui sera considérée comme prêt en premier rang équivalent aux 60 % de la valeur hypothécaire du gage et sur laquelle seront calculés des intérêts, au taux de 5 1/2 %, et une deuxième partie, composée du solde, à laquelle s'appliqueront les conditions des créances en second rang, avec calcul des intérêts au taux de 3 3/4 % et qui ne viendra qu'en second rang.

Le Gouvernement a également confié au Crédit Agricole le recouvrement des annuités échues des avances agricoles et du prix de vente des graines et engrais par lui consenties avant la création de la Banque et dont le remboursement a été réparti sur plusieurs années, ainsi que le recouvrement du solde des avances sur coton de la saison 1929.

Sur un montant transféré s'élevant à L. E. 1.342.876, le Crédit Agricole a recouvré et a porté au compte du Gouver-

nement, depuis qu'il a été chargé de cette opération, une somme de L. E. 959.014, dont L. E. 250.294 au cours de l'année 1934, et L. E. 288.917 au cours de l'année 1935.

Le Crédit Agricole a été également chargé de l'achat du blé atteint par le nématode pour compte du Gouvernement et de sa liquidation, pour son compte également, après la saison de culture de ce produit, afin d'empêcher l'emploi de ce blé contaminé comme semences. Il en a ainsi acheté 100.767 ardebs en 1932, 5.099 en 1933 et 50.033 en 1934. Cette mesure a été d'une très grande utilité pour le pays.

En 1932, il a acheté aussi 61.726 ardebs de blé non attaqué pour les besoins des différentes administrations gouvernementales.

CONCLUSION

L'expérience faite par le Crédit Agricole, depuis sa fondation jusqu'à ce jour, a prouvé que cette organisation s'est révélée suffisante à satisfaire la plupart des besoins des cultivateurs, étant donné surtout qu'on n'en a pas limité le bénéfice uniquement aux petits propriétaires et cultivateurs, mais qu'on l'a étendu de manière à permettre de faire face à certains des besoins communs à tous les propriétaires et cultivateurs indistinctement.

D'ailleurs, même les grands propriétaires peuvent profiter de tous les avantages qu'il accorde, en devenant membres des Sociétés coopératives. Cette condition a été très utile et a servi de stimulant à l'extension du mouvement coopératif dans le pays.

A l'heure actuelle, le Crédit Agricole travaille avec quatre millions de livres dont un million formant son capital, un autre million fourni par un compte courant que lui a ouvert le Ministère des Finances, et les deux millions restants lui ont été avancés par le Gouvernement en prélèvement sur la réserve, en exécution de l'art. 2 du décret-loi n° 50 de 1930. Le dit décret-loi a autorisé le Gouvernement à avancer au Crédit Agricole jusqu'à six millions de livres.

Toutefois le grand développement pris par les affaires de la Banque rend nécessaire l'augmentation de son fonds de roulement, qui est devenu insuffisant. Dans ce but, le Gouvernement se propose, au lieu de lui consentir une nouvelle avance à prélever sur la réserve, de doubler son capital en l'augmentant d'un autre million dont la moitié sera fournie par le Gouvernement et l'autre moitié sera offerte en sous-

cription publique, sous forme d'actions, d'une valeur nominale de quatre livres égyptiennes, avec garantie par le Gouvernement d'un dividende de 5 %, ainsi qu'il l'a fait pour le capital initial, lors de la création de la Banque.

Cette mesure permettra au Crédit Agricole de se constituer une réserve de L. E. 187.500, étant donné que les actions seront émises à leur valeur actuelle sur le marché, qui est de quatre livres trois quarts, et que la différence entre la valeur d'émission et la valeur nominale ira à la réserve.

Elle permettra également aux capitalistes égyptiens et étrangers de souscrire à ces actions qui forment un bon placement, dont ils ont été privés lors de la fondation du Crédit Agricole par suite de la souscription du capital primitif uniquement par les fondateurs.

On peut dire, pour terminer, que l'organisation du crédit agricole en Egypte est achevée. Cette organisation, étant toute récente, a su profiter de toutes les expériences faites dans les autres pays et n'en choisir que ce qu'elle y a trouvé de mieux, tout en l'adaptant aux besoins particuliers de l'Egypte.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES RELATIFS A L'EGYPTE

- P. ARMINJON. — *La situation économique de l'Egypte*, Le Caire, 1910.
- P. ARMINJON et B. MICHEL. — *La circulation, le crédit et leurs instruments en Egypte*, Paris, 1908.
- Alfred EID. — *La fortune immobilière de l'Egypte et sa dette hypothécaire*, 1907.
- Mokbel GUIMEI. — *Le crédit agricole et l'Egypte*, Paris, 1930.
- Moustapha SABRY. — *L'Egypte telle qu'elle est*, 2^e édition, Gand, 1906.
- Foulad YEGHEN. — *L'Egypte sous le règne de Fouad I^{er}*, Le Caire, 1929.

THÈSES

- G. GUEMARD. — *Le régime hypothécaire égyptien*. Etude critique de législation économique, Aix, 1914.
- F. LEGRAND. — *Les fluctuations de prix et les crises de 1907 et 1908 en Egypte*. Nancy, 1909.
- A. MASSON. — *Des rapports entre les opérations des banques et le crédit hypothécaire en Egypte*. Paris, 1911.
- A. MIDHAT. — *La coopération agricole en Egypte*. Dijon, 1926.

PÉRIODIQUES

L'Egypte Contemporaine.
L'Egypte Agricole.
Le Journal des Tribunaux Mixtes.
La Gazette des Tribunaux Mixtes.
Le Bulletin de Législation et de Jurisprudence égyptiennes.
Le Journal Officiel.

STATUTS ET BILANS

du Crédit Agricole d'Egypte ;
de l'Agricultural Bank of Egypt ;
de la National Bank of Egypt ;
de la Banque Misr ;

du Crédit Foncier Egyptien ;
de la Land Bank of Egypt ;
de la Mortgage Cy of Egypt.

DIVERS

Codes civils égyptiens et Lois usuelles.

Annuaire statistique.

Deux brochures en langue arabe, contenant le règlement des rapports du Crédit Agricole d'Egypte, l'une avec les cultivateurs et l'autre avec les coopératives.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

J. ANDRÉ et E. GOUJARD. — *Etude sur le crédit agricole en France.*

DELACHENAL. — *Les caisses régionales de crédit agricole mutuel.*

Commentaire de la loi du 31 mars 1899, 1902.

L. DURAND. — *Le crédit agricole en France et à l'étranger.* Paris, 1891.

J.-B. JOSSEAU. — *Traité du Crédit Foncier.* Paris, 1885.

G. MAURIN et Ch. BROUILHET. — *Manuel pratique de crédit agricole.* 1900.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — *Législation relative au crédit mutuel et à la coopération agricole.* Paris, 1929.

L. TARDY. — *L'organisation actuelle des établissements nationaux de crédit agricole et l'organisation du crédit agricole international.* Agen, 1926.

THÈSES

J. AUVRAY. — *La loi du 5 août 1920 sur le crédit agricole.* Paris, 1927.

F. BLANCHARD. — *Le crédit agricole à long terme.* Aix, 1910.

C. BOLOT. — *Les sociétés de crédit agricole et la loi du 5 novembre 1894.* Dijon, 1897.

L. BRUNET. — *La coopération et l'instituteur rural.* Poitiers, 1929.

F. D'AZINCOURT. — *Des sûretés mobilières dans le crédit agricole.* Dijon, 1897.

E. DOUCEDE. — *L'œuvre officielle du crédit agricole. Principes et résultats.* Lyon, 1913.

A. GEORGE. — *Essai sur la condition juridique des caisses Raiffesen en France.* Grenoble, 1898.

- C. GODDE. — *Le crédit personnel de l'agriculteur et les sociétés de crédit agricole*. Lyon, 1897.
- F. HOUILLIER. — *L'organisation internationale de l'agriculture*. Paris, 1935.
- H. JOUBERT. — *Le warrantage des produits agricoles*. Paris, 1933.
- Ch. LEBLOND. — *Le crédit agricole international*. Paris, 1932.
- M. MOLLE. — *Les sociétés de crédit agricole et leurs opérations*. Paris, 1924.
- H. PIERANGELI. — *De la mutualité appliquée au crédit agricole en France et à l'étranger*. Aix, 1897.
- M. PISSEAU. — *L'œuvre sociale d'un grand propriétaire agricole*. Le domaine de Moyenneville. Paris, 1927.
- R. RICHARDOT. — *La mutualité agricole chez les indigènes d'Algérie*. Paris, 1935.
- G. SEULESCO. — *La vente du blé*. Paris, 1931.
- A. VASSAL. — *Le crédit agricole en France et son avenir*. Rennes, 1928.
- A. VEAUX. — *Le crédit agricole et populaire en France*. Les caisses Durand. Rennes, 1928.
- B. YORDANOVITCH. — *L'organisation du crédit agricole*. Etude de droit comparé. Paris, 1931.

Vu :

Le Président de thèse :

OUALID

Vu :

Le Doyen de la Faculté :

ALLIX

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie :

CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

Tableau donnant l'équivalence des monnaies, poids et mesures égyptiens	7
Introduction	9

PREMIERE PARTIE

LE CRÉDIT AGRICOLE AVANT SON ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu géographique sur l'Egypte	15
CHAPITRE II. — La nécessité du crédit au fellah égyptien	21
SECTION I. — Le fellah égyptien.....	21
SECTION II. — Les besoins de crédit du fellah égyptien	25
CHAPITRE III. — L'agriculture et l'usure.	35
CHAPITRE IV. — La loi dite des cinq feddans.	49
CHAPITRE V. — Les avantages de l'association en agriculture	57
SECTION I. — Les syndicats agricoles.....	57
SECTION II. — Les sociétés coopératives agricoles..	61
CHAPITRE IV. — Le Crédit agricole avant 1931.	79
SECTION I. — Ses débuts hésitants.....	79
SECTION II. — L'Agricultural Bank of Egypt.....	81

DEUXIEME PARTIE

LE CRÉDIT AGRICOLE DEPUIS SON ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER. — L'organisation du Crédit Agricole	99
CHAPITRE II. — Les avances garanties par un privilège	117

SECTION I. — Les avances consenties indistinctement à tous les cultivateurs et aux Sociétés coopératives	117
SECTION II. — Les avances consenties uniquement aux petits cultivateurs et aux Sociétés coopératives	124
SECTION III. — Les avances consenties exclusivement aux Sociétés coopératives.	131
CHAPITRE III. — Les prêts gagés par les récoltes.	137
CHAPITRE IV. — Les autres avances.	149
CHAPITRE V. — Les opérations extraordinaires.	165
CONCLUSION	173
BIBLIOGRAPHIE	175

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 30 NOVEMBRE 1936
PAR LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL
PARIS (1^{re})





